

105.10.11.12.13.14.15.16.17.18.19.20.21.22.23.24.25.26.27.28.29.30.31.32.33.34.35.36.37.38.39.40.41.42.43.44.45.46.47.48.49.50.51.52.53.54.55.56.57.58.59.60.61.62.63.64.65.66.67.68.69.70.71.72.73.74.75.76.77.78.79.80.81.82.83.84.85.86.87.88.89.90.91.92.93.94.95.96.97.98.99.100.

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE — N° 9780

20 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 4 - LUNDI 5 JUILLET 1976

**Attentat au siège  
de la police politique  
en Argentine :  
dix-huit morts**

LIRE PAGE 2

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Abonnements : 1 an, 120 F ; 6 mois, 65 F ; 3 mois, 35 F ; 15 jours, 10 F. Les abonnements sont payables d'avance. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements à l'étranger sont envoyés par avion. Les abonnements sont payables en francs français. Les abonnements sont payables en francs suisses. Les abonnements sont payables en francs belges. Les abonnements sont payables en francs néerlandais. Les abonnements sont payables en francs allemands. Les abonnements sont payables en francs italiens. Les abonnements sont payables en francs japonais. Les abonnements sont payables en francs australiens. Les abonnements sont payables en francs canadiens. Les abonnements sont payables en francs mexicains. Les abonnements sont payables en francs brésiliens. Les abonnements sont payables en francs indiens. Les abonnements sont payables en francs thaïlandais. Les abonnements sont payables en francs vietnamiens. Les abonnements sont payables en francs cambodgiens. Les abonnements sont payables en francs laotiens. Les abonnements sont payables en francs vietnamiens. Les abonnements sont payables en francs cambodgiens. Les abonnements sont payables en francs laotiens.

BULLETIN DU JOUR

**Trois «grands»  
parmi les Neuf**

M. Giscard d'Estaing sera lundi 5 juillet à Hambourg pour un des « sommets » semestriels franco-allemands. La semaine dernière, à Londres, il discutait avec le premier ministre britannique, M. Callaghan, de sa tournée en Asie. Entre-temps, M. Callaghan, le 30 juin à Bonn, convenait avec M. Schmidt de rencontres à intervalles rapprochés. Ainsi le triangle Paris-Bonn-Londres est formé, sinon fermé.

Ce triangle est-il un directeur de fait, ce fameux directeur européen suggéré en 1969 par le général de Gaulle, et dont on approchait en 1973 quand M. Pompidou, Hostie et Brandt furent simultanément à la tête des trois « plus grands » de la Communauté ? Pas tout à fait, puisque M. Giscard d'Estaing, Callaghan et Schmidt n'ont apparemment aucune intention de tenir des « sommets » à trois. Cependant, tel qu'il est désormais établi, le réseau des contacts politiques bilatéraux entre Bonn, Londres et Paris est ce qui, désormais, peut se rapprocher le plus.

Il est évident que les plus petits pays de la Communauté s'en font une affaire, et leur irritation définitive en une telle grave si les plus grands n'avaient, avant tout, et même de cette procédure « fractionnelle ».

Dans l'état actuel des choses, en tout cas, une évidence devrait s'imposer : la C.E.E. ne peut fonctionner sans un minimum de communauté de vues entre l'Allemagne fédérale, la France et la Grande-Bretagne, ainsi que l'Italie quand « un pouvoir efficace » à Rome lui permettra de formuler une politique étrangère active et continue. Rien n'empêche d'ailleurs les autres membres de la Communauté de se grouper pour mieux faire entendre leur voix politique. D'ailleurs, jusqu'à présent, le Benelux existe, et la solidarité des trois États qui le composent n'est pas un mythe.

Ce mécanisme empirique survient deux catégories de problèmes : ceux qui portent sur des questions explicitement communautaires et les autres. Pour la première catégorie, la difficulté est assez facilement surmontable. Le traité de Rome est précis : les « grands » peuvent s'accorder pour faciliter des solutions mais ils ne peuvent rien décider entre eux.

Plus excentrés sont les problèmes extra-communautaires, spécialement ceux qui portent sur les relations extérieures à la Communauté. Là, aucun engagement formel n'a été conclu. De bonnes intentions sont aussi souvent proclamées que vite oubliées.

Les ultra-européens voudraient que la participation des membres de la Communauté à une conférence internationale « l'ordonnée à la définition d'un mandat commun. Une telle exigence paraît exorbitante au gouvernement français. Que l'Europe parle d'une seule voix à chaque fois qu'elle le peut, et qu'elle le fasse obligatoirement lorsque des décisions doivent être prises dans le domaine défini par le traité de Rome, cela va de soi et c'est le cas à la conférence Nord-Sud. Mais la Communauté étant ce qu'elle est, les Européens devraient être contraints au silence lorsque dans un forum international un accord entre eux se révèle impossible ? En revanche, il n'y aurait guère d'inconvénient à ce que les Neuf procèdent à des échanges de vues, concluant ou non, chaque fois qu'un d'eux eux est invité à une conférence internationale. Le gouvernement français aurait tout intérêt à fixer à ce sujet une doctrine claire et publique.

(Lire nos informations page 20.)

**LE PRIX DE VENTE DU  
Monde  
SERA PORTÉ À 1,40 F  
DÈS LE PROCHAIN NUMÉRO**

## Dimanche de fêtes aux États-Unis pour le deux centième anniversaire

Les Américains célèbrent le dimanche 4 juillet le bicentenaire de leur déclaration d'indépendance par une série de festivités dont la plus spectaculaire sera vraisemblablement la remontée de l'Hudson par dix-sept grands voiliers venus de tous les coins du monde.

Avant d'assister à ce spectacle, le président Ford aura participé à un office religieux à Washington et se sera rendu à Valley Forge, où la jeune armée continentale passa un terrible hiver, puis à Philadelphie, où fut signée la déclaration d'indépendance. M. Ford regardera dimanche soir, des fenêtres de la Maison Blanche, le feu d'artifice préparé pour l'occasion par la France.

Le vice-président Nelson Rockefeller, de son côté, assistera dans la capitale fédérale à une parade géante qui devrait attirer plus d'un million de spectateurs. Les membres de la Commission du bicentenaire du peuple, association privée opposée à l'exploitation commerciale de cet anniversaire, ont obtenu l'autorisation de manifester le même jour à proximité du Capitole.

## L'Amérique, bicentenaire et adolescente

I. — Sur la mer de la Tranquillité

De notre envoyé spécial  
ALAIN-MARIE CARRON

Phoenix (Arizona). — A des milliers de kilomètres d'Ici, à Hawaï, les membres mystiques d'une communauté hippie refusent de livrer à la police le corps d'un de leurs membres, Mercury, qui s'est écrié contre une faiblesse en voulant rééditer l'expérience totale à venir quelques jours auparavant : voler toutes les heures d'été sur une aile-déjà.

Il est midi dans Phoenix écarlée par le soleil du désert. De petites secrétaires sortent d'une banque et se hâtent vers une cafétéria climatisée. Dans le bico d'immeubles suivant, une dizaine d'Indiens, choisis des ceinturons « western » dans un magasin de vêtements. C'est la fin du mois et le début d'un week-end qui s'annonce gai.

A Los Angeles, California, les racines de la John Birch Society ont fait brûler une croix devant la maison d'une famille noire venue s'installer à Redondo Beach, quartier jusqu'à présent blanc. A Atlanta, en Géorgie, la télévision filme en direct une femme penchée à la fenêtre de son appartement du deuxième étage : elle brandit à bout de bras un bébé, qu'elle menace de laisser tomber, brisée par ce qu'elle ne peut pas.

A Seattle, pointe nord-ouest du pays, dans l'état de Washington, John M. disant avec un jeune chômeur de l'après du mouvement étudiant aux États-Unis : « A midi, à Washington, la capitale d'une fédération de cinquante États, des membres du Congrès courent en short autour du Capitole pour commémorer le bicentenaire de la fondation de la nation. Des messieurs coiffés en brosse font de même autour des bâtiments austères du Pentagone. A Tulsa, dans l'Oklahoma, on peut voir le vendredi sur le campus de l'un-

iversité un groupe d'hommes agnoulés vers l'est. Ce sont les étudiants venus des environs du Golfe et d'Arabie Saoudite apprendre l'art de gérer le pétrole pétrolier. En Floride, annonce un des journaux de Miami, la chasse à l'alligator va être de nouveau autorisée, car « on en trouve désormais trop (sic) dans les zones résidentielles ».

Comme toujours, les rues de New-York grouillent d'une vie fantasmatique, chaleureuse ou hostile. Dans la nuit chaude de juin, un groupe d'amis un peu endimanchés bavardent devant un restaurant. Quelques rues plus loin, un client reçoit d'une prestidigitante vindicative un spectacle de coupe de contact. Les voitures de police bondissent à travers les rues comme dans un vent de folie. New-York respire comme

personne ne ressemble à personne. Venu de cette ressource aux poudres, de cette Sainte-Barbe qu'est l'Europe, le voyageur pourrait avoir le sentiment qu'en traversant Manhattan et la Nef des fous il n'y a guère de différence, et que tout cela va sauter pour de bon un jour ou l'autre. Que ne va-t-il passer quelques temps dans le Middle-West, l'Ouest ou le Sud ?

New-York, alors, lui paraît assésolique. Un pays qui peut offrir une anecdote de cette taille n'est pas précisément fragile.

Changer d'échelle, accommoder notre regard à un espace impossible à concevoir, c'est le premier effort à faire pour percevoir d'une façon satisfaisante les États-Unis. Pour éduquer notre sensibilité, il faut nous enfoncer à un des visages de la multitude, accorder sa vraie place à la diversité. Ainsi, et en faugnant ses valises par d'innombrables changements d'avions et de voitures, parvient-on à se libérer de certaines idées simplistes qui nous font croire que tel ou tel événement « bouleverse, révolte, passionne l'Amérique entière », ou que cette Amérique est, pour la centième fois, en crise ouverte. L'Amérique bicentenaire de 1976 laisse bel et bien une prodigieuse impression de vitalité, mais dispersée dans une multitude d'incarnations à travers ce quasi-continent. Ce mouvement de la vie est bien moins chaotique que nous ne le croyons en Europe. Toutes les valeurs que nous voyons sembler vides d'Amérique, que des rides à la surface de la mer de la Tranquillité.

(Lire la suite page 2.)

**Une décision  
de la Cour suprême  
LA PEINE DE MORT  
N'EST PAS INCOMPATIBLE  
AVEC LA CONSTITUTION**

(Lire page 2  
Partie d'ALAIN CLEMENT.)

## M. Fourcade prépare un budget d'austérité

L'examen détaillé, à partir d'octobre prochain, des dépenses de l'État pour 1977 (333 milliards de francs) fera apparaître un effort sans précédent de compression budgétaire, si l'on fait exception de la loi de 1969, qui fut celle de la dévaluation. Le chiffre de 13,8 % de progression des dépenses publiques ne doit pas faire

illusion : c'est bien d'austérité qu'il s'agit. L'examen du projet de budget 1977 fera apparaître aussi, et non dépourvu de la nécessité d'élaborer la fiscalité. Terrain propice pour que se développe une nouvelle fronde parlementaire.

## Une nouvelle épreuve pour la majorité ?

par ALAIN VERNHOLES

La dissension à l'Assemblée nationale du budget de l'État pour 1977, depuis l'adoption à l'automne de nouveaux affrontements au sein de la majorité ? Assurément, on en a encore à ce spectacle étrange, offert lors du débat sur les plus-values, d'un ministre de l'économie et des finances faisant les cent pas dans les couloirs de l'Assemblée nationale en attendant le bon vouloir des députés U.D.R. réunis à huis clos pour décider du sort du projet gouvernemental ? Le débat sur les plus-values était celui de la dévaluation de la justice sociale en France : le débat sur le budget 1977 sera un test de la capa-

cité du gouvernement à imposer une réduction de nos dépenses économiques : inflation, déficit extérieur, déficit des comptes publics.

Après les largesses dispensées par l'État, qui, dans les budgets de 1975 et 1976, avait poussé aux dépenses « tous azimuts » pour sortir notre économie de la récession où elle s'enfonçait, le budget de l'État prochain mettra, lui, le client de la dévaluation, le client de la dévaluation de la justice sociale en France, devant le fait que l'État ne peut pas tout faire. Le changement de décor est total : tous les ministères, exception faite des armées et des affaires sociales, se verront attribuer des crédits, qui, en valeur réelle, seront inférieurs à ceux de 1976. Ainsi, par exemple, n'y aura-t-il pas plus de vingt-sept mille postes créés dans la fonction publique (P.T.T. compris), soit la moitié de ce qu'avait été prévu dans le budget initial de 1976. On sera donc très loin du rôle que certains — à gauche notamment — veulent faire jouer à l'État en lui demandant d'absorber un nombre très important de chômeurs. Les divergences propres à deux conceptions opposées de l'économie vont ainsi s'accroître, voire même se radicaliser. Comment, placés devant ce choix, régiera l'U.D.R. ?

Quelques bons arguments  
De même, comment les députés U.D.R., qui ne partagent pas tous les points de vue de M. Debré, apprécieront-ils la règle que se sont fixés M. Giscard d'Estaing et Fourcade de présenter un bud-

## La situation demeure incertaine au Soudan, où les combats auraient fait plus de cent morts

La tentative de coup d'État qui a eu lieu vendredi matin 2 juillet à Khartoum en vue de renverser le général Gaafar el Nimeiry, président de la République du Soudan, semblait, dans la soirée, avoir échoué. Un communiqué gouvernemental soudanais annonçait, en effet, vendredi en fin d'après-midi, que « les forces armées étaient parvenues à écraser les mutins à la suite d'un combat de rue qui a duré plusieurs heures », et que « les opérations de nettoyage se poursuivaient dans les rues de la capitale ».

Ce samedi matin 3 juillet, l'agence de presse irakienne — qui est la seule source d'information à rendre compte des événements grâce à un émetteur radio — affirmait que de violents combats se poursuivaient à Khartoum et que la tentative de coup d'État aurait fait plus de cent morts. On ignorait samedi où se trouvait le président Nimeiry, rentré vendredi matin à Khartoum, de même que M. M'bow, directeur général de l'UNESCO, qui l'accompagnait.

Citant son correspondant à Khartoum, l'Agence irakienne d'informations a indiqué que la fusillade a repris samedi matin dans la capitale soudanaise. L'artillerie et les armes automatiques ont été utilisées dans les quartiers où se trouvent l'état-major des forces armées soudanaises et le palais présidentiel, ainsi que l'ancien quartier général du général Gaafar el Nimeiry, dans la banlieue de Khartoum.

Le correspondant de l'Agence I.N.A. a ajouté que le sort de la plupart des responsables du gouvernement soudanais, ainsi que celui des organisateurs du putsch n'étaient pas connus.

Il a précisé que certains participants au putsch, contre le président Nimeiry, se trouvaient encore, samedi matin, sur l'aérodrome de Khartoum, qui est toujours fermé au trafic aérien. Les forces gouvernementales, selon lui, ne peuvent pourchasser ces éléments, car trois avions de transport aérien saoudiens et de nombreux avions civils se trouvent sur cet aérodrome.

Enfin, le correspondant de l'Agence I.N.A. a indiqué que Radio-Omdurman n'a toujours pas repris ses émissions, que les liaisons téléphoniques sont coupées avec l'extérieur, mais que les communications téléphoniques dans la capitale elle-même ont été rétablies.

La nouvelle de la tentative de coup d'État avait été annoncée vendredi en début d'après-midi par l'Agence irakienne d'information. Des échanges nourris de coups de feu et de tirs de mortiers avaient éclaté à proximité de l'aérodrome où, semble-t-il, les rebelles attendaient l'arrivée du général Nimeiry de retour de Paris. Les combats se seraient alors déplacés à la base militaire d'Al Chajara, dans la banlieue de Khartoum, puis aux secteurs proches de la station de la radio d'Omdurman et du palais présidentiel. Selon le correspondant irakien, des civils auraient été vus alors qu'ils essayaient de prendre le contrôle de certains secteurs de la capitale et de désarmer les forces de police. Alléguant, des jeunes circulant dans les rues de la capitale à bord de camions munis de haut-parleurs pour annoncer le succès du putsch. La population civile sillonnait les rues, portant des armes prises aux policiers.

Rien ne permet pour l'instant de savoir à quelle tendance politique appartiennent les auteurs de cette tentative de putsch. Le communiqué gouvernemental de vendredi après-midi et les communiqués de victoire diffusés par la radio de Juba, située au Sud-Soudan, restent étrangement muets sur cette question.

En juillet 1971, des officiers pro-communistes de l'armée soudanaise avaient tenté de renverser le général Nimeiry. Ils avaient pu s'emparer de la personne du chef de l'État, mais en l'espace de quelques heures, des unités loyales, aidées par l'Égypte et la Libye, avaient renversé la situation. Les représailles avaient été sanglantes, notamment dans les rangs du parti communiste soudanais, dont le chef, Abdel Khaled Mahjoub, fut pendu après un jugement sommaire. Un autre coup d'État de moindre ampleur avait eu lieu en septembre 1975. Il n'avait alors fallu que deux heures aux forces fidèles au général Nimeiry pour rétablir l'ordre dans la capitale. Les comploteurs, des officiers et des civils, représentaient l'opposition traditionnelle de la droite musulmane.

AU LONDON PALLADIUM

## Les cinquante ans de chanson de Bing Crosby

Il y a depuis deux semaines un spectacle étonnant au London Palladium : pendant près de trois heures un vieux monsieur de soixante-douze ans dont le visage appartient à la mythologie hollywoodienne chante, et le voit, parfaitement intact, qui pousse la ballade assez loin du micro, avec une nonchalance et une désinvolture souveraines, donne de la nostalgia au public populaire et d'âges mélangés venus remplir tous les soirs le music-hall londonien. A peine le vieux monsieur a-t-il le temps de lancer la première note, le premier mot d'une chanson, que toute la salle, spontanément, chante. Défilent ainsi « Perles from heaven », « Just one more chance », des romances que le vieux monsieur avait autrefois choisi de fredonner parce qu'il l'évidence tout le monde pouvait les chanter. La salle et le vieux monsieur sont cœur à cœur. Bing Crosby fête ses cinquante ans dans le métier du spectacle.

Cela avait en effet commencé en 1926 en compagnie de Paul Whiteman, qui dirigeait alors un orchestre célèbre jouant une musique de jazz boursoufflée malgré la présence de musiciens comme Frankie Trumbauer et Bix Beiderbecke. Crosby apporte alors une nouvelle façon de chanter : il ne hurle pas comme Al Jolson, il n'est pas lyrique, il traite simplement avec soin une mélodie, met correctement en place une chanson et, dans l'apparente décontraction, tire profit du moindre mot, de la moindre note. La voix douce, chamoisée, au timbre cassé, Crosby invente naturellement un nouveau type de chanteur : le « crooner ». Son succès sera exceptionnel puisqu'il reste encore aujourd'hui le champion toutes catégories des ventes de disques : quatre cents millions vendus sous le marque Decca, sans compter ceux distribués par d'autres firmes. Trente millions d'exemplaires (le record de vente inégalé à ce jour) pour uniquement la chanson « White Christmas ». Au total, quatre mille chansons enregistrées en cinquante ans.

CLAUDE FLEOUTER.

(Lire la suite page 15.)

**EUROPA  
publié dans  
Le Monde  
de lundi  
(à partir de 6 juillet)**

- Une interview de Giovanni Agnelli, président de Fiat.
- Un dossier sur l'Europe des Balkans.
- Une enquête comparative sur les budgets des sports avant les Jeux de Montréal.

Ce supplément est préparé en collaboration avec *The Times* et *The Wall*.

AU JOUR LE JOUR

### Noblesse

En Espagne, au moins, on a la geste. Ce n'est pas qu'elle fait marquer, elle grandit chez à la gloire de Arias Navarro. Mais cela lui donne une contenance. Il n'est pas de rôle plus malaisé que celui de premier ministre congédié. C'est un peu comme de perdre le maillot jaune pour un champion. Ce n'est pas d'ailleurs un titre qui donne la noblesse, mais bien l'art de se passer de la considération qu'il cohéte à bon marché.

ROBERT ESCARPIT.

Dimanche 4 juillet

### COURSES A ST-CLOUD

Le plus beau programme de l'année avec

### LE GRAND PRIX DE SAINT-CLOUD

L'une des plus grandes épreuves hippiques françaises - 600.000 F et un objet d'art au gagnant 2.500 mètres

Aux portes de Paris, Saint-Cloud est desservi par de très nombreux et rapides moyens de communication.

AS DE VICTOIRE DE LA GAUCHE  
Échange et Projets n'exclut pas  
ou des pouvoirs du chef de l'État

**BOLDES de  
30 à 70%  
sur moquette**  
S.A.T.P. 11, rue Montmartre  
92400 LEVALLOIS-LES-BAINS

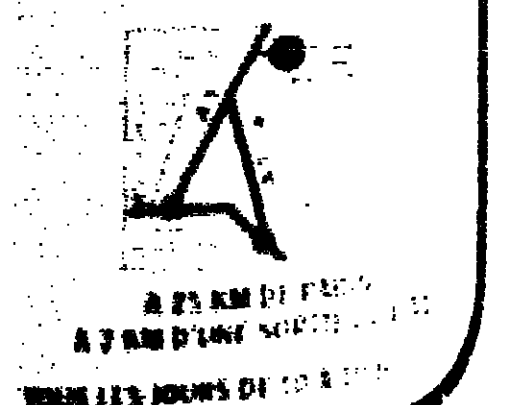
**guet**

**IEUX DOMAINES  
NORD DE PARIS**



**Domaine  
de  
Montmélian**

Domaine de Montmélian, 11, rue Montmartre, 92400 Levallois-les-Bains. Téléphone : 1.40.10.10.10.



**LE PRIX DE VENTE DU  
Monde  
SERA PORTÉ À 1,40 F  
DÈS LE PROCHAIN NUMÉRO**

# AMÉRIQUES

## L'ANNIVERSAIRE DE L'INDÉPENDANCE DES ÉTATS-UNIS

### L'Amérique, bicentenaire et adolescente

(Suite de la première page.)

Cela ne veut pas dire que des tensions latentes n'existent pas. Elles sont nombreuses. Des conflits ouverts éclatent ici ou là, comme à Boston, déchirée régulièrement par des affrontements raciaux. Si l'on en croit les auteurs du F.B.I., des manifestations violentes ou des tentatives de sabotage devraient avoir lieu à l'occasion du bicentenaire. Elles prouveraient que le radicalisme des années 60 n'est pas tout à fait mort, que l'esprit de groupuscules comme l'Armée symbiotique de libération, qui enleva Patty Hearst, est toujours militant. Mais faudrait-il voir la preuve que l'Amérique tremble sur ses bases ?

Après une assez longue traversée du pays, l'idée paraît légère. Que cela plaise ou non, les courants traditionnels de pensée et de comportement se portent à merveille, les marginaux de toutes tendances sont plus marginaux que jamais. Les États

de l'Ouest, et du Sud, qui représenteront bientôt près de la moitié de la population des États-Unis, sont sûrs de leurs forces et de leur avenir ; seuls les États du Nord-Est — les seuls à avoir deux cents ans aujourd'hui — sont inquiets.

#### Un lointain difficile à imaginer

L'étendue de l'espace américain explique peut-être pourquoi des événements sociaux ou politiques, qui nous paraissent graves, ne commencent pas leur charge dramatique à l'ensemble de la nation. Une expression américaine, dont nous n'avons pas d'équivalent français, dit : « Si vous ne pouvez supporter la chaleur de la cuisine, vous pouvez toujours sortir » (If you can't stand the heat of the kitchen...). De fait, l'Amérique aura toujours la ressource de mettre entre lui

et des voisins qu'il n'aime pas quelques chaînes de montagnes et quelques centaines de milliers d'hectares quasi dépeuplés. La certitude de l'espace disponible structure sa psychologie. Les événements qui troublent Boston préoccupent bien des Américains et laisseront sans doute une trace dans leur mémoire, mais ils leur apparaissent avant tout comme « lointains ». C'est ce « lointain » que nous avons du mal à imaginer dans notre petite Europe où on ne peut échapper aux disputes entre voisins de palier.

La célébration du bicentenaire a souffert de cette difficulté de rassembler le pays entier autour d'un même événement. Cela tient aussi au fait que les cérémonies auxquelles elle a donné lieu ont été laissées à l'initiative des pouvoirs locaux ou des personnes privées, l'autorité fédérale n'assurant le plus souvent qu'une tâche de coordination assez simple et un soutien financier. Il n'y a pas un bicentenaire, mais mille, qui, selon leurs fastes, mobilisent l'attention de dix personnes ou de plusieurs milliers.

La « perspective historique », acquise au terme d'un siècle de commémorations, tient en une petite phrase, que nous avons entendue avec quelques variantes, ou plutôt bien plus longtemps que certains ne nous en croyaient capables. « On repense à cette chanson du film *Washington*, qui disait : « *Parce qu'on a fait quelque chose de bon pour durer deux cents ans.* »

Mais il ne faudrait pas penser que les habitudes intellectuelles aient soudainement changé. Les Américains dans leur minorité — il en est toujours une — ont une minorité à moeller, la production de livres consacrés à l'événement.

La curiosité intellectuelle pour l'histoire ne paraît pas non plus avoir été avivée par le pèlerinage aux sources auquel invitait l'année 1976. Mlle Gertraud Bond, professeur d'histoire américaine dans une école secondaire de Virginie, se compte elle-même parmi ceux qui la marotte du passé n'a pas saisi. « *Franchement, nous a-t-elle dit, les gens ne s'intéressent pas à l'histoire. Ils veulent tout ce temps passé à faire des recherches concernant des faits sans doute intéressants, mais peu utiles à connaître. Les élèves s'en moient, et j'ai vu que moi aussi.* »

#### Les leçons pragmatiques du passé immédiat

Selon elle, dans les familles de ses élèves (de classe moyenne ou pauvre), la perception du passé est extrêmement sélective. Aucune curiosité rétrospective pour des faits qui ne sont pas liés à l'actualité. Le président Kennedy ou la première marche sur la Lune ; encore moins, il va sans dire, pour l'histoire coloniale de l'Amérique. L'histoire qui se raconte dans les foyers de l'Amérique ordinaire, celle du « courant majoritaire », qui, sur ce point, peut rassembler le chœur de tout le monde, est celle du grand-père. Ce sont les leçons pragmatiques du passé immédiat, le cheminement vers la réussite, le chemin qui a permis à un homme de s'en sortir, racontées le plus souvent par un témoin direct.

L'année du bicentenaire laissera aux Américains un autre souvenir, moins agréable que celui d'avoir répondu au défi du temps. Consommateur le plus souvent consentant, aguerri par le mariage, le public américain a eu une permanence, l'Américain a eu

pendant l'impression que, en 1976, les « marchands de soupe » ont quand même exagéré. La liste des objets accommodés d'une façon ou d'une autre à la « saucisse bicentenaire » est interminable. Il suffit, pour en donner l'idée, d'indiquer quelle commémoration avec les verres à dents et les stylos à bille pour s'achever... par les cerceaux « spécial bicentenaire ».

L'argent, qui a enrichi certains, a finalement manqué à d'autres. Dans cette herminette géante où chacun pouvait monter son propre stand, les projets avortés sont légion. Ils n'ont pu trouver le financement nécessaire, à cause de la récession, ou de la lassitude. Un air d'ennui était sensible dès le début de cette année. M. Davis, homme d'affaires de Washington (D.C.), n'a pu réaliser son rêve, qui aurait coûté la bagatelle de 200 millions de dollars : il voulait organiser un train de péniches-exposition (l'une d'elles aurait abrité un théâtre de deux mille places) qui se serait arrêté dans quatre-vingts ports fluviaux. M. Williams, du Michigan, producteur de lait en retraite, n'a pu trouver les 35 000 dollars nécessaires à la restauration de ce qu'il estime être la plus grande fontaine de lait du monde (1930 m) construite sur sa propriété en 1929. Les bailleurs de fonds n'ont pas voulu croire qu'un tel monument méritait le « label bicentenaire ». L'idée d'un « festival du théâtre mondial » a dû être abandonnée, ainsi que la réédition du tour du monde automobile de 1908, dans des voitures d'époque. L'Union soviétique ayant refusé d'autoriser les participants à traverser la Sibirie.

Pourtant, ce marathon commémoratif dans lequel se sont engagés les Américains a ses titres de noblesse. Ce n'est pas forcément ceux que l'argent peut acheter. Des milliers d'Américains ont choisi de payer de leur personne pour célébrer cet anniversaire. Certains ont abandonné leur travail pour plusieurs mois, les temps de traverser le pays en suivant la route des explorateurs, en canot, ou celle des pionniers, dans une caravane ou en chariot tirés par des bœufs, ou simplement à vélo. Les stations de radio et de télévision locales font la part belle à ces pèlerins de l'été. Les gens, lorsqu'ils arrivent dans des petites villes où l'histoire ne passe pas souvent.

An milieu d'une foule admirative, mais peu nombreuse, le petit fonctionnaire qui s'est fait de l'été un travail, ennuie en suant et souffrant de la fatigue de l'été. Il est invité à dire quel sens il trouve aux deux cents ans de l'aventure américaine : « *J'ai voulu refaire les gestes que nos ancêtres avaient faits, et qui ont permis à ce pays d'exister.* » Il est, comme toute, assez logique de célébrer le pays du mouvement par la marche.

ALAIN-MARIE CARRON.

Prochain article :  
GE PAYS  
TEL QU'ILS LE VOIENT

#### VU DE LONDRES :

### « REVIENS, TOUT EST PARDONNÉ »

De notre correspondant

Londres. — Si l'anniversaire n'est pas nécessairement authentique, elle a conquis droit de cité : un touriste français sortant de la gare de Waterloo et arrivant à Trafalgar Square se serait étonné un jour de voir que les Anglais célèbrent des défaites plutôt que des victoires. Aujourd'hui pourtant, ce sentiment un peu naïf pourrait être plus justement surpris en apprenant que la reine Elizabeth se rend, pour une semaine, de l'autre côté de l'Atlantique, afin de célébrer le deux centième anniversaire de la victorieuse révolte des États-Unis contre les troupes de George III.

Les Anglais eux-mêmes sont d'ailleurs les premiers à déceler la caricature un peu paradoxale d'une telle visite, et, comme de coutume, ils ont démontré que leur sens de l'humour reste très équilibré : la compagnie British Airways fait actuellement sa publicité à New York et à Washington avec le slogan : « *Américains, reviens, tout est pardonné !* »

Les Britanniques pratiquent également l'art de la mémoire sélective. Ils ont tout simplement « oublié » que la naissance des États-Unis représentait une défaite humiliante pour la cou-

ronne. Cela explique en partie au moins que si les « relations privilégiées » entre Londres et Washington n'existent plus guère sur le plan politique, elles demeurent très vivaces dans l'esprit et encore plus peut-être dans l'inconscient des citoyens. La population de souche britannique a beau n'être aujourd'hui qu'une petite minorité parmi les habitants du Nouveau Monde, les Américains sont autant que jamais considérés comme des cousins, pour ne pas dire comme des frères et des sœurs. Il est vrai que les milliers d'immigrants qui se sont installés entre New York et San Francisco ont eu la décence d'adopter une langue qui n'est pas tout à fait incompréhensible sur les bords de la Tamise.

L'image que la plupart des Anglais se font de l'Amérique contemporaine est naturellement contradictoire. Le bicentenaire des États-Unis a donc fourni l'occasion aux divers médias de se livrer à quelque utile récapitulation. La télévision a présenté plusieurs séries de programmes historiques, parmi lesquels celui de Alastair Cooke constitue un chef-d'œuvre combinant l'objectivité et la sympathie d'une façon exemplaire.

#### Les succès éclatants et les... ombres

Les journaux londoniens, qui consacrent ces jours-ci des suppléments spéciaux au bicentenaire des États-Unis, ne manquent pas non plus de rappeler, à côté des succès éclatants, toutes les ombres qui ont marqué l'histoire d'outre-Atlantique. Les uns évoquent la violence politique, l'assassinat de quatre présidents, les conflits raciaux et la désastreuse aventure du Vietnam. D'autres ne savent pas trop s'il faut admirer ou déplorer une civilisation qui a donné naissance aux supermarchés, aux motos, aux gratte-ciel, au coca-cola, en même temps qu'un prodigieux progrès industriel.

Mais, si un tableau historique sur lequel Al Capone côtoie Al Johnson, où Joe Louis se retrouve avec les pasteurs de Martin Luther King et John Kennedy près de Richard Nixon, est un casse-tête déconcertant, beaucoup d'Anglais ne veulent voir en fin de compte que l'aspect exaltant. Pour ceux-là, qui sont sans nul doute la majorité, l'Amérique, reste synonyme de dynamisme et de puissance. Bien plus important encore est le fait que cette puissance paraît, en dépit de bien des erreurs,

avoir servi la cause de la liberté. Pourquoi après tout les Britanniques restent-ils hésitants en face de l'Europe ? Ils ne sont nullement hostiles au continent, mais demeurent convaincus au fond d'eux-mêmes que l'Amérique reste la plus solide forteresse du monde libre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on n'a jamais vu ici les vagues d'anti-américanisme qui depuis vingt ans ont déferlé sur bien d'autres pays.

Cette conception de l'Amérique brandissant le flambeau de la liberté bien plus haut encore que le statu de Bartholomew, vient d'être exprimée avec éclat par Bernard Levin, le très brillant chroniqueur du *Times*. Personne, selon lui, ne saurait soutenir que la France restait libre sous Maréchal, ou l'Italie sous Berlinguer ou le Royaume-Uni si s'effondre économiquement. Et sur tout le reste du globe il ne voit qu'oppression à des degrés divers. « *Et pourtant, écrit Bernard Levin, personne ne parle jamais sérieusement, personne ne parle du tout de la possibilité que les États-Unis puissent s'effondrer, mourir, s'éteindre.* »

JEAN WETZ.

### Le prix du Bicentenaire à Pierre Salinger

Le prix du Bicentenaire, d'une valeur de 10 000 F, créé par le Comité français du bicentenaire de l'indépendance des États-Unis, a été attribué, le 2 juillet, à M. Pierre Salinger pour son livre la France et le Nouveau Monde : quatre siècles de relations franco-américaines racontées aux Français. L'ouvrage, publié chez Robert Laffont, est essentiellement constitué par la transcription des causeries de M. Pierre Salinger à France Inter, diffusées du 16 février au 14 mai 1976, à l'émission « Le temps de vivre ». Il brosse un panorama franco-américain qui s'étend de l'exploration du Nouveau Monde à la deuxième guerre mondiale, en passant par les influences de la Révolution française sur la jeune nation, et sans oublier l'océan.

Le jury du prix du Bicentenaire, présidé par M. Hervé Alphand, ancien ambassadeur de France aux États-Unis, réunit M. Jacques Chastenet, Edmond Giscard d'Estaing, Jacques Habert, Charles Lucet, Thierry Maulnier et Jacques Solberg.

Né en 1925 d'une mère américaine et d'un père français, Pierre Salinger est diplômé d'histoire de l'université de San Francisco. Il avait été recruté en 1960 par John Kennedy dont il fut le porte-parole à la Maison Blanche. Brevement sénateur démocrate de Californie par intérim, Pierre Salinger est redevenu aujourd'hui journaliste. Depuis 1971, il vit en France, où il a publié successivement *Avec Kennedy* (Bouchet-Chastet), *Republique à vendre* (Presses de la Cité) et *Le secret de l'assassinat* (Stock). Livre essentiellement autobiographique (*le Monde* du 4 août 1975).

#### UNE DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME

### LA PEINE DE MORT N'EST PAS INCOMPATIBLE AVEC LA CONSTITUTION

Par sept voix contre deux (les juges Brennan et Marshall), la Cour suprême au complet, à la veille de ses vacances d'été qu'elle avait retardées pour l'occasion, a décidé le 2 juillet que la peine capitale n'était pas incompatible avec le texte de la Constitution américaine. Il faudra attendre la publication intégrale de ses attendus — chacun des neuf membres de la Cour suprême ayant le droit d'exposer ses propres motifs — pour saisir les raisons et la portée d'une décision qui se savait imminente, mais dont la conclusion ne manquera pas de provoquer une certaine émotion.

Jusqu'ici on entendait dire couramment que la Cour suprême avait « aboli » la peine de mort. C'était prendre un peu trop à la lettre le 29 juin 1972 (connu sous l'intitulé « *Furman contre l'Etat de Géorgie* ») le *Monde* du 17 juillet 1973). La Cour avait, il est vrai, cassé par cinq voix contre quatre plusieurs condamnations à mort en invoquant la variation des sentences et la disparité de leur application d'un Etat à l'autre, deux circonstances contraires, dans l'état actuel des choses, au huitième et au quatorzième amendements de la Constitution, qui sont partie intégrante de la déclaration des droits, du premier notamment, prescrivant « les châtiments cruels et inusités ».

Ces termes vagues recouvrent au cours des âges des interprétations onduoyantes, se référant surtout à la « manière » d'appliquer la peine, et non à la peine elle-même. Le principe de la peine de mort, quoique répudié depuis longtemps dans un petit nombre d'Etats, n'était pas en cause. Pas plus d'ailleurs qu'il ne l'était dans l'arrêt *Furman*, dont le libellé liminaire laisse explicitement la porte ouverte à un examen définitif de la constitutionnalité de la peine de mort ; d'une peine enfin soustraite à l'arbitraire des Etats, des magistrats et des jurés.

En pratique, cela signifiait deux choses. D'abord, puisqu'on était dans le brouillard, un sursis à toute exécution (la dernière, au Colorado, remonte d'ailleurs à 1967). Ensuite une révision, plus ou moins pondérée, des codes criminels en vigueur selon les recommandations émises par le jugement de la Cour suprême pour que la peine de mort échappe à l'opprobre d'un châtiment « cruel et inusité ». Trente-cinq Etats réformèrent leurs lois dans ce sens, ce qui entraîna la commutation automatique d'une centaine de condamnations capitales. Mais pour les quelque cinq cent trente détenus en instance d'exécution dans les « *death rows* » des pénitenciers américains, le verdict de la Cour suprême représentait un effroyable réveil au terme d'une longue espérance.

Est-ce à dire qu'on va assister à une vague d'exécutions capitales à travers le pays ? Il serait exagéré de penser que les bureaux vont se mettre à l'œuvre

du jour au lendemain. L'arrêt « *Furman* », en imposant un moratoire de facto, a créé sa propre norme. Il n'en reste pas moins que le 2 juillet, pris à une majorité plus large que celle de 1972, peut encourager les autorités locales à « désemparer » par des moyens extrêmes les quartiers des condamnés à mort de leurs pénitenciers.

Mais, en ce domaine, il convient d'en revenir aux impératifs de la psychologie américaine. Il va de soi que les membres de la Cour suprême ne sont pas des hommes faciles de taxer de conservatisme borné (ils ont montré à diverses reprises qu'ils n'étaient pas leur conscience), se sont exprimés avec fermeté sur un point de droit essentiel. Il est également évident que la masse des Américains croit encore aux vertus des châtiments expiatoires de la peine capitale, et ce, malgré les campagnes abolitionnistes incessantes. Mais comment réagiront-ils à l'abandon de la peine de mort en série de prisonniers attendant souvent depuis des années leur dernière heure ? Un spectacle aussi inhumain provoquerait sans doute non pas les applaudissements, mais une vague d'horreur.

Pour le moment, la situation est vouée à l'équivoque. A moins d'une injustice flagrante, qui se référerait à l'arrêt *Furman*, l'appel à la Cour suprême pour éviter une exécution devient pratiquement irrévocable. En soi, la peine de mort, dans le cadre d'une application raisonnable et « normale », est reconnue valide par les gardiens de la Constitution (et ils y ont réfléchi si longtemps qu'il faudra que beaucoup d'eau s'écoule sous les ponts du Potomac avant qu'ils ne s'en désistent). D'un autre côté, on imagine mal que les gouvernements d'Etat, promus à la dignité d'ultime recours, refusent leur clémence à la majorité des cas où une monstruosité patente n'a pas été commise de sang-froid. La campagne électorale, en outre, n'est pas la meilleure saison pour se salir les mains. Et surtout, qui osera donner le premier « exemple » ? Une fois de plus, et c'est la rançon d'une fonction suprême, les neuf juges de la Cour au lieu de trancher un dilemme, auront remis à tout un chacun la responsabilité d'assumer ses oracles.

ALAIN CLEMENT.

#### Argentine

### UN ATTENTAT AU SIÈGE DE LA POLICE POLITIQUE FAIT DIX-HUIT MORTS ET UNE SOIXANTAINE DE BLESSÉS.

Buenos-Aires (A.F.P., Reuters). — Une bombe de forte puissance a explosé le vendredi 2 juillet dans les locaux de la superintendance de la sécurité fédérale (police politique) à Buenos-Aires. Le déraillement provisoire officiel fait état de dix-huit morts et soixante-six blessés, dont onze gravement atteints. Les victimes seraient pour la plupart des sous-officiers et des soldats.

Une colonne militaire a d'autre part été attaquée dans la nuit de jeudi à vendredi, dans les faubourgs de Buenos-Aires, par un groupe de guérilleros. La razzia, qui a duré plusieurs heures, fait dix-sept morts parmi les attaqués, infortunés des sources militaires. Au même moment, à Bahiá, à 30 km au nord de la capitale, un autre groupe de guérilleros ouvrait le feu contre un camion militaire. « *Une des assaillants ont été tués, a indiqué l'armée, dans une zone de ces attaques de pertes dans ses rangs.* »

Ces attaques, menées par des guérilleros dont l'appartenance n'est pas précisée par l'armée, témoignent de la vitalité d'une guérilla qui s'était pensée, ces derniers temps, à s'être éteinte, et que l'on croyait affai-

#### Bangladesh

UN JOURNALISTE HOLLANDAIS, M. PIET CUSTERS, arrêté le 8 décembre 1975, peu de temps après l'arrivée du général Ziaur Rahman au pouvoir, a été libéré. M. Custers, ancien journaliste de l'agence « *Antenne 2* », serait prochainement jugé à huis clos par un tribunal militaire. Il avait pu, jusqu'en juin, ni consulter ni avoir accès à la presse. La visite de l'ambassadeur des Pays-Bas à Bangkok.

#### Bolivie

SECON DES TÉMOIGNAGES RECUEILLIS À PARIS, grève des mineurs boliviens se poursuivrait à travers le pays, contre vents et marées, malgré les déclarations du ministre de l'Intérieur, qui avait affirmé récemment (le *Monde* du 17 juillet) que ce mouvement avait été totalement éteint. Selon la Confédération mondiale du travail (C.M.T.), des mineurs en grève et leurs familles sont assiégés par les forces de l'ordre dans les localités de Siglo, Catavi et Miraflores.

#### Indonésie

40 000 PERSONNES ARRÊTÉES en 1965 et 1966 dans le cadre de la campagne anti-communiste demeurent en prison, a déclaré à Washington M. Malik, ministre indonésien des affaires étrangères. — (A.P.)

LE PARLEMENT INDONÉSIEEN a adopté, vendredi 2 juillet, à l'unanimité, un projet de loi prévoyant la peine de mort pour les trafiquants de drogue. — (Reuters)

#### Irlande du Nord

LA CHAMBRE DES COMMUNES a décidé, le 2 juillet, de prolonger d'une année l'administration directe de l'Irlande du Nord par Westminster. Depuis la chute de l'« *exécutif* » confessionnel, en mai 1974, le Parlement britannique assure le gouvernement des six comtés d'Ulster grâce à une administration siégeant à Belfast et dirigée par un secrétaire d'Etat. Celui-ci, M. Merlyn Rees, a précisé vendredi que cette décision ne signifiait nullement qu'on allait renoncer à restaurer les prérogatives et la représentation du Parlement régional de Belfast. Il a ajouté que, sur le plan de la sécurité, la politique « d'ulsterisation » allait être poursuivie et que la police nord-irlandaise jouerait un plus grand rôle dans la lutte contre le terrorisme. — (Corresp.)

#### Italie

UN SIÈGE SUPPLÉMENTAIRE a été attribué au P.C.I. à la Chambre des députés par une commission électorale à la suite des élections législatives du 30 et 31 juin. Cette décision porte à 22 le nombre d'élus communistes et ramène à 262 celui des démocrates chrétiens. — (Reuters)

#### Somalie

LE CONSEIL SUPRÊME RÉVOLUTIONNAIRE SOMALIEN a été dissous le 1er juillet et ses pouvoirs ont été transférés au parti socialiste révolutionnaire, créé récemment,

et dont le premier congrès se tient actuellement à Mogadiscio. Le général Mohammed Siad Barre, président de la République de Somalie, a été élu secrétaire général du parti. Il a annoncé que tous les membres du Conseil suprême révolutionnaire devenaient automatiquement membres du comité central du parti. — (A.F.P.)

#### Vietnam

LE SORT DES HOA HAO AU VIETNAM. — La fille du président de la secte bouddhiste vietnamienne Hoa Hao s'est mariée, dans une lettre adressée à la presse française, la libération de son père, M. Luong Trong Tuong, âgé de soixante-deux ans, qui est détenu, selon elle, à la prison de Chi Hoa à Saigon, depuis juillet 1975. Mlle Luong Trong Tuong Rosalie réclame aussi la libération de son mari, de son frère et de son oncle, également emprisonnés. Elle ajoute que tous les membres dirigeants de la secte Hoa Hao ont été arrêtés, soit une trentaine de personnes, de même que des dizaines de milliers de fidèles. Selon elle, la secte Hoa Hao compte plus d'un million et demi d'adeptes.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, le général Giap, a déclaré, jeudi 1er juillet, devant l'Assemblée nationale que le Vietnam réunifié défendrait « l'intégrité territoriale » de ses îles et de son plateau continental. Il n'a pas nommé les auxiliaires les plus farouches Spratly, revendiquées par plusieurs pays de la région, et notamment par la Chine populaire, qui occupe les Paracels. — (A.F.P.)

مكتبة الأنجلو



## EUROPE

## AFRIQUE

### Espagne

**En écartant brusquement M. Arias Navarro  
Juan Carlos aurait cédé aux conseils de son père  
le comte de Barcelone**

De notre correspondant

Madrid. — Le Conseil du royaume, après trois heures de réunion le 2 juillet, devait proposer au roi Juan Carlos I<sup>er</sup> trois noms, parmi lesquels le souverain choisirait le successeur de M. Carlos Arias Navarro à la présidence du gouvernement. Mais cette première réunion n'a pas été suffisante, et le Conseil du royaume devait se réunir de nouveau, avec le même ordre du jour, ce samedi matin 3 juillet. Quant au président démissionnaire, il a été nommé par le roi marquis et grand d'Espagne.

D'autre part, la session plénière des Cortes, prévue pour le 6 juillet, qui devait se prononcer, selon la procédure d'urgence, sur le projet de loi de révision du code pénal, a été renvoyée à une date ultérieure.

La démission volontaire du président Arias, à laquelle fait allusion le communiqué officiel du 2 juillet, était un euphémisme. En fait, le roi Juan Carlos I<sup>er</sup> a purgé, et simplement mis fin aux fonctions du chef du gouvernement, selon un processus soigneusement mis au point. En fin de matinée, le 1<sup>er</sup> juillet, M. Arias Navarro tenait une réunion avec ses plus proches collaborateurs afin de préparer le conseil des ministres du lendemain lorsque, vers 18 heures, il fut convoqué par le roi, qui venait de recevoir des lettres de créance de plusieurs ambassadeurs, au palais royal de Madrid, alors que le roi avait l'habitude de s'entretenir avec le chef du gouvernement, au palais de la Zarzuela, sa résidence privée. L'entrevue dura un quart d'heure et le roi demanda au chef du gouvernement de lui présenter sa démission.

Le seul ministre présent au palais royal était M. José María de Arelliza, ministre des affaires étrangères. A cette même heure, comme cela était devenu habituel depuis l'accession au trône du roi Juan Carlos I<sup>er</sup>, la veille de chaque réunion ordinaire du conseil des ministres, le Conseil du royaume était réuni, également en session ordinaire, ce pourquoi il put donner son avis favorable, indispensable selon la Constitution.

Les autres membres du cabinet étaient loin de savoir ce qui se passait. C'est ainsi que M. Manuel Fraga Iribarne, deuxième vice-président du gouvernement et ministre de l'Intérieur, ne fut informé de l'événement par téléphone, que vers 18 heures.

### Un civil ou un militaire ?

Il semble que seuls étaient dans le secret de l'affaire M. Torcuato Fernandez-Miranda, président du Conseil du royaume et homme de confiance du roi ainsi que don Juan de Bourbon, comte de Barcelone, père du roi et chef de la dynastie espagnole, actuellement hospitalisé dans une clinique de Barcelone à la suite d'une opération chirurgicale réalisée le 22 juin, consécutive à un décollement de rétine, et qui a reçu, depuis lors, à deux reprises, la visite de son fils. Dans certains milieux politiques, on attribue une grande importance aux conseils que le comte de Barcelone a pu donner à son fils en ce qui concerne cette décision de changer de chef de gouvernement.

Le quotidien madrilène *Independiente* Informations écrit : « Avec une rapidité et une décision politiques qui caractérisent une opération menée avec un grand sens politique, le roi Juan Carlos a opéré, le 2 juillet, la relève du chef de gouvernement qui était au pouvoir antérieurement à la succession. »

Il ne faut pas cependant chercher la cause du renvoi de M. Carlos Arias Navarro dans le fait qu'il avait été désigné pour cette charge avant la proclamation du roi, mais bien dans l'incohérence de sa politique face aux objectifs de démocratisation assumés par la monarchie et dans le manque d'esprit réellement réformiste dont il fait preuve le président du gouvernement.

En fait, le président Arias, par sa politique, rendait la réforme impossible, et cela à un tel point que M. Federico Silva, ancien ministre de Franco et actuel membre du Conseil national, déclarait récemment, au nom du parti démocrate chrétien franquiste, dont il est le principal dirigeant : « L'union démocratique espagnole a toujours été en faveur de la modification de la Constitution, sur la base du processus établi par les lois fondamentales du régime. »

Cela dit, le docteur l'opinion publique que si, d'une façon erronée, des dispositions sont prises, ou des situations sont créées qui, de façon indirecte, rendent la réforme impossible et conduisent, par la nécessité même de la réalité, à la

rupture, nous serons nombreux à réclamer cette même rupture. »

Le roi Juan Carlos sait que le temps, aujourd'hui, menace les institutions et que, si le problème de la démocratisation de l'Espagne n'est pas résolu à court terme, la question ne se posera plus entre monarchistes et réformistes, mais entre monarchistes et républicains.

L'homme qui remplacera M. Arias Navarro devra être en mesure de contrôler les Cortes et le Conseil national, ou les faire disparaître. Il devra, également, purger au maximum la monarchie de tout « péché » franquiste. Seul un homme froid, flexible, et sans trop d'engagements politiques sera en mesure de le faire. La question est de savoir si ce sera un civil ou un militaire. S'il s'agit d'un militaire, la préférence du roi se concentrera certainement sur la personne du lieutenant-colonel Gutiérrez Mellado, chef de l'état-major central, qui jouit des sympathies de personnalités de l'opposition comme MM. Rafael Calvo Sotelo, du groupe des démocrates indépendants de la Coordination démocratique, ou Marcelino Camacho, dirigeant des commissions ouvrières. Il y a deux ans, lorsque ce général fut nommé gouverneur de Cautia, don Juan Carlos, alors héritier de Franco, disait déjà, en privé : « Mais c'est lui, à Madrid, que j'ai besoin de lui. » S'il s'agit d'un civil, les préférences se tourneront vers M. José María de Arelliza, comte de Morico, actuellement ministre des affaires étrangères, qui est l'homme le plus libéral du dernier cabinet Arias, et qui a su créer une image démocratique de la monarchie à l'extérieur ; en outre, il a d'excellents contacts avec l'opposition.

De toute façon, les dirigeants de l'opposition, des démocrates chrétiens aux communistes, sont unanimes et expriment leur satisfaction devant le limogeage de M. Arias et leur espoir de ce que soit nommé un gouvernement d'extrême démocratie. Quant à l'extrême droite, elle montre sa déception.

En fin de compte, la décision dépend du Conseil du royaume. D'après les trois noms que cet organisme présentera probablement, ce samedi, au roi, on pourra savoir si Juan Carlos I<sup>er</sup> a, sur ses membres, la même influence que celle qu'exerçait le général Franco.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

### U.R.S.S.

**La « Pravda » censure largement les discours  
de MM. Berlinguer et Marchais à Berlin-Est**

De notre correspondant

Moscou. — Les résultats de la conférence des partis communistes européens continuent de fournir l'essentiel de sa matière à la presse soviétique. Tous les journaux publiés, ce samedi 3 juillet, un communiqué du bureau politique du parti approuvant « entièrement et totalement les activités de la délégation soviétique ». Selon ce communiqué, le document final adopté à l'issue de la conférence est basé « sur les principes du marxisme-léninisme » (selon le document lui-même les participants se sont inspirés seulement « des grandes idées de Marx, Engels et Lénine ») et il est « d'une importance énorme ». D'une « importance énorme » serait également le paragraphe du document qui invite à lutter contre « la campagne lancée par la réaction contre les partis communistes, les pays socialistes, à commencer par l'Union soviétique ».

En même temps, des coupes sombres ont été effectuées dans les interventions de MM. Berlinguer et Marchais reproduites dans la *Pravda* de ce 3 juillet, qui précise qu'il s'agit d'extraits. La plupart des passages les plus significatifs ne figurent pas dans le résumé du parti soviétique, qui a surtout retenu les propos les plus conventionnels des secrétaires généraux italien et français. C'est ainsi que le discours de M. Berlinguer se voit amputé de paragraphes dans lesquels il mentionnait l'existence de « positions différentes » entre partis communistes ; l'insatisfaction pour les pays d'Europe occidentale « des modèles de l'Europe orientale » ; le fait que « le socialisme et le communisme ne peuvent pas être les mêmes partout » ; la volonté du P.C.I. de ne pas « altérer l'indépendance stratégique entre l'U.R.S.S. et le pacte de Varsovie » ; le fait qu'il ne peut « y avoir ni état guide ni parti guide » ; le rappel de l'invasion de la Tchécoslovaquie ; la mise en cause des rapports dans lesquels le socialisme dans plusieurs pays socialistes, comme du genre de celle de Berlin-Est ; enfin, la référence à une « spécificité des partis communistes des pays capitalistes industrialisés ».

M. Georges Marchais — qui n'a pas eu l'honneur, lui, d'être reçu par M. Brejnev — n'a guère été mieux traité que son collègue italien. Toutes les critiques de M. Marchais, d'ailleurs, y compris celle ayant trait au changement de la politique de défense de la France, ont été censurées. La liste des libertés que le P.C.F. se

proposait de préserver en cas de participation au pouvoir est également omise, alors que le passage équivalent de M. Berlinguer n'a pas été omis. Signalons encore parmi les coupures qui dénudent le parti du P.C.F. la référence à l'abandon par le vingt-deuxième congrès de la notion de dictature du prolétariat ; la mention du droit de critiquer les pays socialistes ; les critiques formulées contre la conférence de Berlin-Est et sa préparation internationale ; la précision selon laquelle une France gouvernée par une coalition de gauche resterait membre de l'alliance atlantique ; l'évocation de contradictions possibles entre la politique de coexistence pacifique et les intérêts des travailleurs en Occident, et, enfin, la spécificité des problèmes qui se posent aux partis d'Europe occidentale et au P.C. japonais.

JACQUES AMALRIC.

### QUI EST MORT A BABI-YAR ?

Moscou. — La télévision et plusieurs journaux soviétiques ont rendu compte vendredi de l'inauguration d'un monument à la mémoire des victimes de Babï-Yar, ce cratère de Kiev où les troupes hitlériennes ont exécuté plusieurs dizaines de milliers de personnes pendant la guerre, dont une grande partie étaient juives. Pour la commémoration, il y avait eu, à Babï-Yar, une messe, au cours de laquelle le poète Evreinchenko a consacré un poème épique, et le symbole de la politique d'extermination menée à son comble par l'Allemagne hitlérienne.

Ni la télévision ni les journaux ne rappellent cependant la présence de juifs parmi les victimes de Babï-Yar. Selon les données de la presse soviétique, ce sont les fascistes ont exterminé plus de cent mille Soviétiques, combattants, travailleurs du parti, civils appartenant à de nombreuses nationalités. Les « fascistes » ajoutent que le monument est un hommage à la force d'esprit des marins de Dnepropetrovsk qui ont défendu la capitale de l'Ukraine, les héros de la clandestinité de Kiev, des soldats tombés dans l'enceinte et de citoyens pacifiques, c'est-à-dire femmes, vieillards et enfants.

J. A.

### Maroc

**Une série de procès politiques  
ont lieu en juillet**

De notre correspondant

Rabat. — Sept détenus politiques comparaitront, depuis le 28 juin, devant le tribunal militaire de Rabat. Ils avaient été déjà jugés par contumace (1) par le tribunal militaire de Kenitra, qui les avait condamnés à mort le 30 août 1973, dans le cadre de l'affaire du « complot du 3 mars » de la même année visant à renverser la monarchie. Le colonel Mechbal, procureur du roi, a requis contre l'un d'entre eux, M. Abdallah Malki, originaire d'Ouarzazate, la peine de mort. Il s'en est rapporté pour les six autres, à la sagesse du tribunal.

Au début de mars 1973, des groupes armés de Marocains enrôlés en Libye et qui avaient trouvé un appui en Algérie, s'étaient infiltrés dans le royaume et avaient provoqué des incidents dans les régions montagneuses avant d'être repoussés. Ils avaient agi en liaison avec M. Mohamed Badi, condamné plusieurs fois à mort depuis l'indépendance pour avoir tenté de renverser le régime monarchique, et réfugié à l'étranger. Au mois d'août 1973, cent cinquante-neuf personnes inculpées dans cette affaire avaient comparu devant le tribunal militaire de Kenitra pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, tentative de renversement du régime et détention illégale d'armes et de munitions (2).

Des accusations identiques ont été formulées à l'encontre de sept personnes jugées depuis lundi à Rabat. Dans son réquisitoire, le colonel Mechbal a également évoqué l'action subversive de M. Badi. L'acte de procédure relatif à la réédition de celui de Kenitra, c'est également une juridiction militaire qui est saisie, et de même qu'avait été joint, voici trois ans, à l'affaire du « complot du 3 mars », le dossier des incidents provoqués en 1972 dans le Maroc oriental par un groupe dit d'Al-Fatah-Sifa (localité située à une quinzaine de kilomètres environ au nord-ouest d'Oujda), de même, six des accusés de Rabat relèvent de ce groupe. Un seul est impliqué directement dans le complot du 3 mars. C'est contre lui que la peine de mort a été requise.

Un autre procès a débuté le 30 juin devant la chambre criminelle de la cour d'appel de Settat, et d'autres doivent s'ouvrir prochainement devant les chambres criminelles des cours d'appel de Meknes, de Fes et de Casablanca. Tous sont concernés aux événements de 1973. Les accusés, arrêtés également au moment des faits, n'avaient encore été jugés que par le tribunal de Kenitra. C'est une juridiction ordinaire qui va les juger, c'est-à-dire les chambres criminelles instituées

après des cours d'appel par la récente réforme judiciaire, et qui comportent uniquement des magistrats de carrière, sans l'assistance d'un jury, celui-ci ayant été supprimé. Ces accusés ont un point commun avec ceux qui sont jugés par le tribunal militaire de Rabat. Ils appartiennent, pour la plupart, à la tendance de l'Union nationale des forces populaires (U.N.F.P.), qui devait donner naissance à l'actuelle Union socialiste des forces populaires (U.S.F.P.).

Enfin, le 12 juillet, doit s'ouvrir devant la chambre criminelle de Rabat le procès de soixante-quinze personnes inculpées dans une affaire qui fit suite au verdict du tribunal militaire de Kenitra en 1973 (3). Il s'agit d'une tentative d'évasion de la prison de cette ville d'un certain nombre de détenus, inculpés dans l'affaire du « complot du 3 mars » et d'un projet d'enlèvement du prince héritier. Les déclarations, à cet égard, d'un des condamnés à mort du 30 août 1973 (fusillé par la suite) qui révéla l'affaire, Mouloud M'Elmoud, Ben Bouachar, avaient nourri l'acte d'accusation. Là encore, des cadres et des militants de l'Union socialiste des forces populaires figurent parmi les accusés. M. Omar Benjeloun, avocat à Casablanca, assassiné le 18 décembre 1975 par des éléments se réclamant d'un groupe de fanatiques religieux, était impliqué dans cette affaire et avait bénéficié d'une mise en liberté provisoire.

La chambre criminelle de Casablanca aura, quant à elle, à connaître, le 26 juillet, de l'affaire dite du « Syndicat national des lycéens », dans laquelle trente-cinq personnes sont inculpées.

LOUIS GRAVIER.

(1) Les accusés de la défense avaient qualifié d'illégal ces condamnations par contumace, les inculpés ne se trouvant pas en route, mais étant détenus par la police (N.D.L.R.).

(2) Le tribunal avait prononcé seize condamnations à mort, quinze condamnations à la réclusion à perpétuité et cinquante-sept peines de prison à temps. Soixante-douze inculpés, parmi lesquels M. Omar Benjeloun, avaient été acquittés. Quinze des condamnés à mort avaient été passés par les armes le 1<sup>er</sup> septembre 1973 (N.D.L.R.).

(3) Parmi ces accusés figurent la plupart des personnes acquittées par le tribunal militaire de Kenitra en 1973. Celles-ci, au nombre de soixante-douze, n'avaient pas été remises en liberté malgré la décision des juges ce qui avait suscité de nombreuses protestations. Une nouvelle inculpation avait été ensuite prononcée à leur égard qui avait permis de prolonger leur détention. Un certain nombre d'entre elles avaient cependant fait l'objet d'une mise en liberté provisoire (N.D.L.R.).

## PROCHE-ORIENT

### LA GUERRE CIVILE AU LIBAN

**De sanglants combats se sont déroulés à l'intérieur du camp palestinien de Tell-El-Zaatar**

Tandis que le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Mahmoud Roud, faisait la navette entre Beyrouth (dans le réduit chrétien) et Beyrouth-ouest (dans le réduit arabe) pour les différentes parties du conflit, la bataille pour le contrôle du camp palestinien de Tell-El-Zaatar se poursuivait samedi 3 juillet avec acharnement.

Contrairement à ce qu'avait annoncé la radio phalangiste vendredi matin (le Monde du 3 juillet), Tell-El-Zaatar n'était pas tombé ce jour-là, mais les milices chrétiennes ont réussi à pénétrer à l'intérieur du camp, où de sanglants combats se sont déroulés. Pour alléger la pression subie par

les défenseurs du camp palestinien, les forces progressistes ont lancé deux attaques : l'une à partir des quartiers de Chih-Ain-El-Rammaneh (sud-est de Beyrouth), l'autre à travers la montagne, en direction de Tell-El-Zaatar. Selon la Voix de la Palestine, les forces communales palestino-progressistes contrôlaient vendredi après-midi les collines surplombant la région de Tell-El-Zaatar ainsi que la localité de Montevard, située à 2 kilomètres à l'est du camp.

La mission de M. Roud, qui a annoncé vendredi après-midi un nouveau cessez-le-feu à partir de minuit, n'a vraisemblablement aucune chance

d'aboutir tant que le sort du camp de Tell-El-Zaatar ne sera pas connu. La gauche libanaise a brandi la menace d'une guerre totale et le camp tombait aux mains des milices chrétiennes. Selon l'agence Associated Press, les premiers combattants qui ont pénétré vendredi à l'intérieur de Tell-El-Zaatar ont trouvé cette phrase écrite sur un mur : « Si nous mourons tous et qu'il ne reste qu'une seule femme enceinte, elle donnera naissance à un fils qui libérera la Palestine. » Par la suite, un des membres des Gardiens du cèdre (groupement catholique extrémiste) écrivait sur un autre mur : « Il est du devoir de tout Libanais de tuer un Palestinien. »

### Toute initiative de paix paraît vaine

De notre envoyé spécial

les plus contradictoires étaient diffusées à ce propos. Radio-Anchuta, station contrôlée par les partisans du président Frangia, a une nouvelle fois annoncé la chute du camp. Mais, de sources palestiniennes, on apprendrait vendredi après-midi que les défenseurs de cette dernière enclave continuaient de résister après une bataille de onze jours, la plus meurtrière que le Liban ait connue en quatorze mois de conflit. Certaines informations faisaient même apparaître que quelques unités palestiniennes et progressistes, contrairement aux forces de droite par le maronisme, étaient sur le point de réussir une percée en direction de ce camp, totalement assiégé depuis le début de l'année et où vivaient en temps normal près de trente mille réfugiés palestiniens.

Après la chute du camp voisin de Jisr-El-Bacha, la commandement central de la Résistance palestinienne et du Mouvement national a annoncé dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet, que des « décisions importantes » avaient été adoptées sur le plan militaire et politique, et qu'elles devaient

prendre effet dans les « prochaines heures ». Les « décisions », contrôlées par les partis de gauche, a indiqué que ces décisions pouvaient inclure une action de représailles en réponse à l'offensive menée par les « isolacionnistes ». On apprendait d'autre part que les Phalangistes et leurs alliés pourraient accepter un cessez-le-feu, mais seulement après la prise du camp de Tell-El-Zaatar.

De leur côté, les partis progressistes ont fait savoir qu'ils refuseraient tout cessez-le-feu et toute discussion politique tant que les forces de droite maintiendraient leur pression, et tant que les troupes syriennes n'auraient pas repris leur mouvement de retraite.

A propos de l'attitude syrienne, l'un des principaux artisans du rapprochement entre les Phalangistes et le régime de Damas, M. Karim Pakradoni, membre du bureau politique des Kata'ib, a déclaré le 1<sup>er</sup> juillet : « La Syrie interviendra de nouveau au Liban lorsque l'inefficacité des forces de sécurité inter-arabes aura été établie. Fais il a précisé que le retrait partiel des

troupes syriennes opéré en juin après l'intervention de la Ligue arabe et du premier ministre libyen, M. Jalloud, n'était qu'un « repli tactique ». Cette opinion d'origine aussi autorisée ne peut que renforcer les craintes des organisations palestiniennes, et progressistes.

FRANCIS CORNU.

Un jeune Arabe de seize ans a été tué et quinze autres personnes ont été blessées, vendredi après-midi 2 juillet, à Naplouse, en Cisjordanie, au cours d'affrontements entre les forces de sécurité israéliennes et des manifestants qui protestaient contre l'occupation de camps palestiniens au Liban par les milices chrétiennes.

Cent personnes ont été arrêtées. Les manifestants, pour la plupart des jeunes gens, avaient attaché les enseignes en hébreu d'une succursale de la Banque nationale d'Israël, et celles de la Bourse du travail. Ces incidents avaient commencé jeudi à la suite d'une grève des commerçants contre l'introduction de la T.V.A. en Cisjordanie. — (A.F.P.).

[Cet article porte à onze le nombre des Arabes tués par les forces de sécurité israéliennes depuis le début de l'agitation en Cisjordanie.]

### L'OFFRE ET LA DEMANDE

Beyrouth (A.F.P.). — Soumis à l'implacable loi de l'offre et de la demande, les prix des produits de première nécessité à Beyrouth-Ouest ont augmenté de façon vertigineuse ces dernières semaines.

Un exemple — presque caricatural — se situe de l'eau minérale en bouteille. Il y a dix jours, les bouteilles d'un litre et demi se vendaient 60 piastres pièce (1). Avec la pénurie, ce prix a été multiplié par cinq, et les caisses de bouteilles — subitement disparues des rayonnages — sont proposées dans la rue par d'ingénieux petits commerçants, qui fixent leurs tarifs heure par heure, suivant les fluctuations, toujours en hausse, du marché. Ainsi, mercredi, une bouteille d'eau valait encore le minime 1,25 livre libanaise. Elle « cotait » 2,50 livres à la tombée de la nuit, jeudi matin, à « l'ouverture », on n'avait pas à moins de 3,25 livres.

(1) Une livre libanaise (100 piastres) vaut 2,02 F.

## POLITIQUE

### M. Guéna devant la presse anglo-américaine : si la gauche gagne, il risque d'y avoir affrontement

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., était invité, vendredi 3 juillet, de l'association de la presse anglo-américaine. Il a apporté les réponses suivantes aux questions qui lui étaient posées.

● **L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN** : « L'U.D.R. attend d'être assise à des propositions concrètes du gouvernement pour se prononcer sur l'élection au suffrage universel. (...) L'U.D.R. privilégie une représentation proportionnelle au point de vue démographique. Le Conseil constitutionnel devra dire si ces élections n'imposent pas une révision préalable de la Constitution française. (...) C'est par des actions concrètes que l'on peut faire avancer l'Europe et non pas un inventaire de nouvelles institutions qui sont une sorte de refuge quand on ne sait plus quoi faire. (...) L'avenir de l'Europe n'est pas dans la supranationalité (...), il est confédéral. »

● **LA DEFENSE** : « L'article du général Mery ne change rien de fondamental. (...) Il témoigne d'un regret. (...) En réalité, il y a une pesanteur qui fait que les généraux français de l'armée de terre ont toujours eu une tendance à se mettre un peu au

coude à coude avec ceux qui pourraient être, demain, leurs rivaux de combat. On ne peut pas leur reprocher, mais il appartient au gouvernement de les prendre par la main et de les remettre dans le droit chemin. C'est ce qui a été fait. »

● **LES ELECTIONS DE 1978** : « Deux stratégies sont possibles. C'est au président de la République, avec le premier ministre, coordonnateur de la majorité, de décider. La règle peut être celle de la candidature unique avec une seule investiture. On peut aussi concevoir des élections au cou-de-desquelles, dans un certain nombre de circonscriptions, se présenteraient plusieurs candidats de la majorité, mais à condition qu'ils aient tous l'investiture de la majorité et qu'ils soient conclus entre eux un accord de désistement réciproque pour le second tour. »

● **SI LA GAUCHE GAGNE LES ELECTIONS LEGISLATIVES** : « Dans une telle situation, le maître-mot ne serait pas arrangement mais affrontement. Les choses se passeraient différemment, et, pour les résoudre, il faudrait bien, à un moment ou à un autre, d'une façon ou d'une autre, avoir recours au suffrage universel. »

### M. Laroze : les militants socialistes accèdent de plus en plus aux responsabilités dans la C.G.T.

Les relations entre la C.G.T. et les partis de gauche sont « fondées sur le réalisme, sur la base des positions respectives de chacun », a déclaré M. Kramnick, secrétaire confédéral, devant la presse, le 30 juin. « Le champ d'entente est vaste sur la base du programme commun », mais nous voulons aussi faire la clarté sur les questions qui surgissent. »

Il en a été ainsi lors de la récente rencontre C.G.T.-P.S. Les socialistes ont alors précisé que les nationalisations prévues seraient décidées dès l'arrivée de la gauche au pouvoir et que le programme commun serait appliqué en cinq ans. M. Kramnick a qualifié d'« incertitude » les commentaires selon lesquels les militants socialistes à la C.G.T. seraient victimes de discrimination. M. J.-C. Laroze, secrétaire confédéral depuis le congrès de 1975, connu pour son appartenance au parti socialiste, a assuré que les militants non communistes, et en particulier les socialistes, étaient de plus en plus nombreux à accéder aux responsabilités. D'autre part, selon les cégétistes, les actions revendicatives sont

nombreuses et efficaces dans quantité d'entreprises. La manifestation stéphanoise du « Rallée des brades de Giscard » a été très positive et les éléments du convoi restent utilisables pour d'autres protestations. « Quand la C.G.T. et la C.F.D.T. lancent une manifestation nationale, on dit que c'est la grande messe sans lendemain. Si n'y a rien, on s'ennuie », a-t-il répondu aux journalistes qui constataient l'absence de grands mouvements de grève.

« La C.G.T. et la C.F.D.T. », a ajouté M. Kramnick, ont estimé qu'il n'était pas opportun d'organiser en ce moment de nouvelles manifestations nationales. »

Enfin, commentant les résultats des élections professionnelles qu'il a collectées (le Monde du 30 juin), M. Laroze a estimé que la C.G.T. malgré quelques reculs, est en progrès. Elle a enregistré deux cent cinquante mille adhésions en six mois. Ce qui est supérieur au rythme habituel du cégétisme considèrent que leur objectif de trois millions d'adhérents (contre deux millions quatre cent mille actuellement) est en voie de réalisation.

### LE P.S.U. ORGANISE DES ETATS GENERAUX POUR L'AUTOGESTION SOCIALISTE

Le P.S.U. organise, samedi 3 et dimanche 4 juillet, à Malakoff (Hauts-de-Seine), des « états généraux pour l'autogestion socialiste », auxquels ont été conviés de nombreux mouvements et associations. La première journée devait être consacrée à seize ateliers, portant notamment sur l'emploi, les salaires, les prix, la consommation, l'habitat, l'énergie nucléaire, l'armée, les femmes, les minorités nationales, les immigrés, etc. Le lendemain, quatre forums doivent être consacrés aux « luttes, contrôle et union de la gauche », élections, institutions et double pouvoir, pouvoir populaire et libération, respectivement sociaux et organisations de masse.

Evocant l'organisation de ces états généraux dans l'éditorial de Tribune socialiste, hebdomadaire du P.S.U. (numéro du 1<sup>er</sup> juillet), M. Michel Mousset, membre du secrétariat national, écrit : « Mais comment peut-on être autogestionnaire aujourd'hui ? Le héros des Lettres persanes contemporaines ne manquerait pas de s'interroger devant certains événements récents et de demander si la profession de fleur fétaie à l'autogestion jusqu'au point culminant de 1974 ne ressemble pas à un amoncellement de couronnes. Nous nous chargeons évidemment de lui répondre que tout n'est pas aussi simple. Que la dynamique autogestionnaire existe bel et bien, et qu'elle s'est développée au travers de toutes les luttes de contrôle ouvrier et populaire. Nous lui expliquerons que cette dynamique constitue la chance la plus sûre de transformer une victoire électorale en conquête du pouvoir pour les travailleurs. »

### LES COMMUNISTES DE PARIS S'ETONNENT DES DECLARATIONS DE M. GEORGES SARRÉ

La fédération de Paris du P.C.F. a exprimé, mercredi 30 juin, sa grande satisfaction après la réalisation de l'accord national des partis de gauche sur les élections municipales. En revanche, les communistes de Paris s'étonnent des déclarations de M. Georges Sarré, membre du bureau exécutif du P.S., dans le Monde du 30 juin. M. Sarré a déclaré : « Il est regrettable que Georges Sarré critique l'accord national et l'action unitaire de notre fédération. Nous nous voyons représentés à l'Assemblée nationale par le P.S., de nous a accablés de références qui ne peuvent être retenues, d'avoir préconisé un accord national qu'il ressent comme une « défaite ». »

« Georges Sarré arrive même à porter atteinte à plus de dix années d'expérience, de concertation et de position commune des groupes de gauche à l'Assemblée nationale », a déclaré M. Sarré. « Il est regrettable que Georges Sarré critique l'accord national et l'action unitaire de notre fédération. Nous nous voyons représentés à l'Assemblée nationale par le P.S., de nous a accablés de références qui ne peuvent être retenues, d'avoir préconisé un accord national qu'il ressent comme une « défaite ». »

« Georges Sarré arrive même à porter atteinte à plus de dix années d'expérience, de concertation et de position commune des groupes de gauche à l'Assemblée nationale », a déclaré M. Sarré. « Il est regrettable que Georges Sarré critique l'accord national et l'action unitaire de notre fédération. Nous nous voyons représentés à l'Assemblée nationale par le P.S., de nous a accablés de références qui ne peuvent être retenues, d'avoir préconisé un accord national qu'il ressent comme une « défaite ». »

● Le comité régional C.G.T. des Pyrénées-Orientales, qui a élu Louis-Louis de la Roche à Angers, le 1<sup>er</sup> juillet, a reçu un caractère politique et publicitaire évident dans la perspective des prochaines élections. Après une mise en garde contre les faux espoirs que le pouvoir tente de créer autour de réalisations et de promesses (n'apportant) aucune solution aux problèmes sociaux que connaît la région », il met l'accent sur « l'absence totale de mesures immédiates et concrètes pour assurer du travail aux 35 000 jeunes qui vont se présenter d'ici peu sur le marché du travail. »

● A l'Elysée, le lieutenant-colonel Pierre de Larocque-Lambert est nommé par arrêté du président de la République, commandant militaire. Il remplace le général de brigade de gendarmerie Jean Finart, admis par anticipation, et sur sa demande, dans la deuxième section du cadre des officiers généraux.

### SOUCIEUX DE METTRE UN TERME AUX LUTTES DE TENDANCES

### Des socialistes s'interrogent sur le fonctionnement de leur parti

M. Pierre Joz, député de Saône-et-Loire, membre du bureau exécutif du parti socialiste, évoque dans la revue Faire le dernier congrès de sa formation, tenu à Dijon les 15 et 16 mai, qui, à l'unanimité, a arrêté la tactique du P.S. pour les élections municipales.

Il note : « On sait bien que cet accord repose sur une certaine ambiguïté, que la commission des résolutions, au fond, est tombée d'accord pour repousser la constitution des désaccords à plus tard, c'est-à-dire aux instances qui seront chargées non pas d'interpréter le texte, mais de l'appliquer. C'est pourquoi le comité directeur et le bureau. Et le congrès, là-dessus ? (...) »

« Ce congrès n'a pas été une procédure de décision démocratique, mais une grande réunion d'information bantoueque : la direction du parti est informée de l'état d'esprit des militants et ceux du parti par les applaudissements, les réactions, les rires, les larmes, les militants sont informés de la tonalité, de l'état des rapports entre les différents éléments de la direction du parti, par leurs interventions à la tribune. (...) Cela est lié à cette espèce d'équilibre entre des courants qui ne correspondent pas à l'un ou à l'autre, à un regroupement homogène sur des bases idéologiques et stratégiques communes. »

« Mais, nous pourrions : à l'usage de nos camarades, quand ils le veulent, de se libérer à un travail fractionnel. (...) Quand il y a une organisation du débat à l'intérieur d'un « parti partiel ». Ce qui manifeste que le débat à l'intérieur du « parti global » est insuffisant, alors les courants se développent et les tendances. »

Dans un article publié dans le même numéro (juin-juillet) de la

revue Faire, son rédacteur en chef, M. Patrick Viveret relève trois « zones de fragilité du parti socialiste » :

« 1) L'unité de la gauche, conçue comme l'un des trois éléments centraux de la stratégie socialiste au même titre que le « front de classe » et la perspective autogestionnaire, ne saurait se transformer en une idéologie « unitariste » qui, contrairement à une opinion aujourd'hui répandue, constituerait pour le P.S. et elle se développe, un risque de droite et non de gauche. »

« 2) La volonté d'être réaliste et crédible nous a conduit par la précision donnée, notamment en termes gouvernementaux, à notre projet autogestionnaire, et non par son déclinisme ou son renvoi à l'horizon de l'histoire. »

« 3) La cohérence et l'unité du parti socialiste se réalisent par l'approfondissement et l'éclaircie du débat politique en son sein et par la capacité à surmonter la coupure, traditionnelle dans les partis proches du pouvoir, entre « experts » et « militants », beaucoup plus que par les rapprochements tactiques des différents états-major de courants. »

Enfin, M. Claude Jeantet, animateur d'Alternatives socialistes, bulletin lancé par des dissidents du C.G.R.S., remarque, dans le numéro de juin, après avoir lui aussi, critiqué le déroulement du congrès de Dijon :

« Nous revoilà les grands prêtres qui prêchent le sectarisme ou l'éclectisme, d'ailleurs ils appartiennent à la même paroisse ! (...) A l'issue de la séance au prix de l'absence de débat, nous préférons le débat au service de la dynamique de notre unité. C'est une des conditions qui prédisposent la poursuite de la construction d'un parti pour la transition au socialisme. »

### La réédition des « Décombres » vue par « Aspects de la France » : une scandaleuse exaltation de la bassesse

Sous le titre « La réédition des Décombres n'est qu'une scandaleuse exaltation de la bassesse », l'hebdomadaire Aspects de la France publie, dans son numéro du 1<sup>er</sup> juillet, un long article de Roger Joseph, qui est surtout un violent réquisitoire contre le comportement personnel de Lucien Rabatet pendant l'occupation tant que contre son livre, de nouveau publié par J.-J. Pauvert (le Monde des livres du 2 juillet).

Rabatet s'est découvert au grand jour... Il vit dans le malheur de la patrie et le trouble que la défaite entraîne dans les esprits la chance unique de se hausser aux fonctions de guide.

« Pour rendre espoir aux désespérés ? Pour resserrer l'unité d'une nation bien divisée par la démocratie ? Pour se remémorer sur le pré carré les horreurs qui pouvaient subsister intactes et stimuler les énergies en vue d'un redressement décisif ? »

« Non, non, pas du tout ! Les Décombres furent et demeurent le contraire exact, l'anti-thèse absolue de ces intentions et de ces vertus. C'est, avec une verve de soi-disant pamphlétaire souvent essouffé et qui fait mal par le choix des clichés qu'elle vise, la très pesante débauche d'un homme avide de saillir les victimes pour complaire aux bourreaux. »

Mais surtout Aspects de la France n'a pas oublié « les vings, les cinquante passages du bouquin qui prennent à partie Charles Maurras, prônant sans risque aux Boches protecteurs pour ce qu'il était bien, à savoir « le germanophile le plus passionné qui ait vu le jour chez nous ».

[Dans des Décombres, Lucien Rabatet brosse également un portrait peu flatteur de Maurice Pujol, très proche collaborateur de Charles Maurras et père de l'actuel directeur d'Aspects de la France, M. Pierre Pujol.]

Roger Joseph écrit notamment : « C'est justement là, en cette circonstance cruciale, que la misérable nature d'un Lucien Rabatet se révèle. »

### LA GREVE DE LA FAIM DES URUGUAYENS ET FRANÇAIS, COMMENCEE LE 21 JUIN. A PRIS FIN LE 1<sup>er</sup> JUILLET

Cette grève de la faim avait pour buts :

- 1) D'attirer l'attention du gouvernement français sur la répression de la situation politique en Argentine ;
  - 2) D'obtenir la prise en charge de ces objectifs par les organisations démocratiques, politiques et syndicales.
- Une demande a été faite le 25 juin 1976 auprès du Ministère des Affaires étrangères par MM. Claude Gruson (Fédération Protestante des Français), l'abbé Pierre Toulas (Justice et Paix), et le pasteur Remy Bois (CIMAIDE) de leur rendre une lettre de protestation par le « La Vie catholique », faisant état de leur inquiétude devant la répression qui sévit en Argentine, sur deux points : la large ouverture de l'ambassade de France à Buenos-Aires aux réfugiés latino-américains, et l'obtention plus facile du visa français ; des assurances verbales ont été données par M. Raymond Sarré, conseiller des Affaires étrangères pour l'Amérique latine.
- D'autre part, un très large soutien des organisations professionnelles, syndicales, politiques, ou de personnalités, a été manifesté, ainsi que la solidarité spontanée de travailleurs du quartier et de militants de base. Ce qui constitue un résultat très encourageant du travail de sensibilisation.

- Adhésions à la grève :
- Parti Socialiste ;
  - Fédération Socialiste Démocratique ;
  - Parti Radical Socialiste ;
  - Radicaux de gauche ;
  - Ligue Communiste Révolutionnaire ;
  - Révolution ;
  - G.O.P. (Gauche Ouvrière et Populaire) ;
  - CIMAIDE ;
  - Mouvement d'Action Judiciaire ;
  - Ligue des Droits de l'Homme ;
  - Centre Economique des Liaisons Internationales ;
  - Conseil de Paris du Parti Socialiste ;
  - P.C.F. Section du XVIII<sup>e</sup> arrondissement ;
  - Force Évangélique de Grenoble.
- Et de nombreuses personnalités.

Le plapart de ces organisations ont décidé de prendre en charge les points de revendications des grévistes et de développer, par leurs propres moyens, une campagne d'information et de solidarité.

Compte tenu de la satisfaction partielle qui a été obtenue sur certains objectifs de la grève, compte tenu également que la commission qui s'est développée autour de cette grève de la faim la certitude à présent qu'un grand nombre d'organisations de concert avec nous, les grévistes de la faim, décident d'interrompre leur action et de continuer la lutte contre la répression par d'autres moyens.

Paris, 1<sup>er</sup> juillet 1976.  
Comité de Grève de la Faim  
MARION VIGIER,  
127, rue Mercader,  
75014 PARIS.

### TROIS ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT MILITAIRE EN URUGUAY

Le 27 juin 1973 un coup d'État, dû à Bordaberry et aux forces armées, a éliminé toute trace de démocratie et affecté la majeure partie du peuple uruguayen au profit d'une étroite minorité et de l'impérialisme nord-américain.

La répression de la classe ouvrière et du peuple a été traduite par une grève générale de quinze jours. Elle exprimait ainsi l'opposition au régime et démontait la combativité du peuple uruguayen.

L'esprit de lutte pour l'indépendance a été toujours une réalité qui se manifestait dans les premiers affrontements du régime.

En outre, le peuple uruguayen doit endurer la peine d'une énorme crise économique. Au cours de ces dernières années, près de sept cent mille personnes ont quitté le pays à la recherche d'ailleurs des moyens de survie ou de fuir la persécution politique.

Selon la Constitution, c'est en 1978 que devraient avoir lieu les élections présidentielles. La dictature les a annulées et cherche maintenant à prendre une apparence légale afin de rester, par la force, au pouvoir.

Elle ne peut en effet compter sur l'appui d'un quelconque secteur de la population et se voit confrontée à une campagne de désobéissance internationale qui s'accroît de jour en jour.

EN CETTE ANNÉE ANNIVERSAIRE DE LA FÊTE POUR L'ISOLEMENT DE LA DICTATURE URUGUAYENNE, NOUS DEMANDONS :

- la violation totale des droits de l'homme et des droits politiques et syndicaux en Uruguay ;
- l'usage systématique de la torture et la prise d'otages, ainsi que l'existence de huit mille prisonniers politiques détenus dans les plus mauvaises conditions.

NOUS DEMANDONS :

- une collaboration de plus en plus large à la campagne d'isolement de la dictature. Elle permettra de renforcer la lutte du peuple uruguayen pour la liberté, pour le respect des droits de l'homme et pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux ;
- Le peuple uruguayen DOIT ET PEUT ÊTRE AIDÉ par la solidarité internationale ;
- dénonçant des atteintes aux libertés qui ont lieu dans ce pays ainsi que l'ont fait Amnesty International et d'autres organisations internationales extrêmement importantes ;
- exigeant la liberté de tous les prisonniers politiques et syndicaux ;
- exigeant le respect des conventions internationales concernant les réfugiés politiques ;
- participant à toutes les manifestations de solidarité avec la lutte du peuple uruguayen ;
- faisant obstacle aux accords commerciaux passés avec la dictature, surtout l'aide militaire et financière ;
- envoyant des lettres et télégrammes aux autorités dictatoriales et à leurs représentants pour exiger le respect des libertés et de la démocratie.

Paris, le 27 juin 1976.

INFORMATION URUGUAY (Cologne, R.F.A.)  
JOSE ARTIGAS KOMITEE (Berlin, R.F.A.)  
GROUPE D'APPUI À LA RESISTANCE URUGUAYENNE  
COMITATO ITALIANO DI DEFESA DEI PRISONIERI POLITICI (Rome, Milan, Gênes, Turin, Italie)  
COMITE URUGUAY LUTTE (Stockholm, Suède)  
GROUPE D'INFORMATION ET SOLIDARITE AVEC L'URUGUAY (Genève, Suisse)  
COMITE URUGUAYEN (Lyon, France)  
GROUPE DE SOLIDARITE AVEC L'URUGUAY (Normandie, France)  
COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY (Marseille, France)  
GROUPE SOLIDARITE AVEC LA LUTTE DU PEUPLE URUGUAYEN (Strasbourg, France)  
COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES EN URUGUAY (Cen. res., 67, rue du Théâtre - 75015 PARIS (FRANCE).

### DEUX HOMMES EN DANGER DE MORT

Les dirigeants marxistes de l'Afrique du Sud préparent un double crime en Namibie (Sud-Ouest Africain), territoire qu'ils occupent illégalement en violation des décisions de l'ONU et de la Cour internationale de Justice.

Aaron Mchumba et Hendrick Shikongo, militants de la S.W.A.P.O., mouvement de libération reconnu par les Nations unies, condamnés à mort le 12 mai 1976, ont été exécutés d'un coup de fusil.

Nous demandons la vie sauve pour ces deux patriotes.

Nous souhaitons que le gouvernement français intervienne en leur faveur.

Nous invitons les démocrates à se joindre massivement à notre appel.

Premiers signataires :

Alfred KASTLER, Prix Nobel, Pierre PARAF, président du M.L.A.P., de France, Georges PALLANT, docteur Jean PIERRE, M. Georges PALLANT, vice-président ; Albert LEVY, secrétaire général ; René BABOULEN, docteur Bernard BARY, Alexandre GILBERTOWSKI, Georges CHURCHMAN, Kéla FAVARD, Serge KIRKOWSKI, membres du Bureau national.

Michelle VINCENT-AURILL, Robert BALINGER, Alain BERENSON, députés ; Jacques DESBRIÈRE, ancien député ; Lionel JOSPIN, secrétaire national du P.S., M. Jean-Pierre LÉVY, secrétaire général, et Jeanne GALLAND, secrétaire de la C.G.T. ; Abou Pierre TOULAS, pasteur Georges de CASARIS, Luc BOLTANSKI, Maurice BOUYER-AJAM, Paul CHAUDARD, Marie-José CHOMMART, Jean GILBERT, Paul VIVIER, Jean LAURE, Jacques DIXIEUX, Jean DRECH, Jean HERNANDEZ, Vladimir ANGELEVITCH.

Joignez-vous à cet appel, en adressant votre signature et votre soutien financier au Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix (M.R.A.P.). Demandez des listes de pétition pour les faire signer autour de vous.

M.R.A.P., 128, rue Saint-Denis, PARIS (2<sup>e</sup>) - C.C.P. 14.92-85 PARIS

مكتبة الأمل



# ÉDUCATION

## UNE EXPOSITION AU MUSÉE D'ART MODERNE

### « L'ALGÉRIE DES ENFANTS »

Des enfants courent dans les rues, entre les murs blancs. Des fillettes aux robes fleuries dansent sur la place du marché au son d'une musique arabe, non loin du sable du désert. Seuls le ciel et le soleil manquent à ce petit village algérien reconstitué à l'intérieur du Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Il n'a pas fallu moins de 28 tonnes de plâtre pour la construction, réalisée par des étudiants volontaires des Beaux-Arts, de l'exposition « L'Algérie des enfants », qui a donné lieu à une animation jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Des dessins d'enfants du lycée d'Alger sont exposés, montrant des aspects traditionnels ou modernes de leur ville et de leur façon de vivre. Au fil des jours, des poèmes sont apparus sur les murs, écrits par de jeunes visiteurs. Depuis son ouverture au mois de mars, cette exposition a remporté un grand succès. Chaque jour sont venues trois ou quatre classes, de l'école maternelle aux établissements de second degré. Les plus petits furent les plus curieux de la vie quotidienne. « Est-ce que les enfants mangent beaucoup en Algérie ? », a demandé l'un d'eux à une animatrice.

Parmi les aînés, certains ont raconté, non sans fierté, que leurs parents ont vécu autrefois en Afrique du Nord. Leurs parents exposés et discussions se feront en français et en « elissariditch » (allemand dialectal) au libre choix des participants.

★ 31, rue Oberlin, 67000 Strasbourg.

● Vingt-cinq étudiants ont été incrimés, à Nantes, vendredi 3 juillet. Ils devront répondre des dégradations commises en ville le 12 mai dernier (le Monde du 14 mai). Ce jour-là, cinq mille personnes avaient manifesté pour réclamer la réouverture de l'U.E.R. de droit, et des incidents avaient opposé manifestants et forces de l'ordre. Un début d'incendie s'était déclaré au Théâtre Graslin. Ils comparaitront le 12 juillet devant le tribunal de grande instance.

## DANS UNE RÉPONSE AU C.N.P.F.

### Il faut rétablir la crédibilité des I.U.T.

écrit Mme Saunier-Seïté

Les moyens accordés aux instituts universitaires de technologie doivent partir de « bases réelles », et non de « normes théoriques », qui permettent des abus, déclare en substance Mme Saunier-Seïté, secrétaire d'Etat aux universités, dans la réponse qu'elle a adressée à M. Yvon Chotard, président de la commission nationale du C.N.P.F. qui protestait contre les réductions d'horaires envisagées dans les I.U.T. (le Monde du 3 juillet).

« Mon but n'est pas de dénigrer les enseignants, mais de les aider et de les renforcer. La réalisation de cet objectif passe nécessairement par l'assainissement de la situation », écrit Mme Saunier-Seïté.

« Par exemple, et ce ne sont pas des cas isolés, le département de génie électrique de Belfort assure aux étudiants 1 770 heures d'enseignement alors qu'il dispose de moyens correspondant au programme prévu pour 2 184 heures. En mesures physiques à Marseille, l'horaire dispensé est de 2 640 heures pour une dotation prévue de 2 448 heures. Pour le département de techniques commerciales de Mulhouse, il est de 1 641 heures effectives pour 2 015 prévues. J'ajoute que, dans certains établissements, les chefs de département ont versé une rémunération pour un service d'enseignement non fait, ce qui a entraîné la sortie de la cour de discipline budgétaire (...). Afin de rétablir la crédibilité des I.U.T. et de revenir à des règles saines de gestion, j'ai demandé mes services d'effectuer des opérations de vérification ».

En ce qui concerne l'étendue des programmes — que le secrétariat d'Etat envisage de réduire, — Mme Saunier-Seïté souligne que « l'amélioration de la qualité de la formation ne se confond pas avec une accumulation de connaissances ». Si elle « n'est ni nulle », une réflexion sur l'avenir des I.U.T. (M. Chotard avait demandé la réunion d'une

## RÉUNIS EN CONGRÈS A STRASBOURG

### Les agents, ces « obscurs » de l'enseignement

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — Trois cents délégués ont participé, à Strasbourg, au vingt-huitième congrès du Syndicat national des agents de l'éducation nationale (S.N.A.E.N., affilié à la Fédération de l'éducation nationale). Les travaux, qui ont débuté jeudi 1<sup>er</sup> juillet, s'achèveront le dimanche 4 juillet.

Ce sont les « obscurs » de l'éducation nationale. Leur rôle est méconnu. Il est pourtant essentiel. Qu'ils soient chefs de cuisine, jardiniers ou plombiers, magasiens, aides infirmières ou gardiens, sans eux, lycées et universités n'auraient plus qu'à mettre la clé sous la porte.

Né en 1947 d'une scission du Syndicat des agents de lycée (C.G.T.), au moment où les amis de Léon Jouhaux déclinaient de tourner définitivement le dos à ceux de Benoît Frachon, le S.N.A.E.N. lutte aujourd'hui contre ses rivaux, qui sont nombreux, pour cette catégorie de personnel : C.G.T., C.F.D.T. et F.O. Avec ses quatre-vingt mille cotisants, il est devenu le troisième syndicat de la F.E.N. Cela valait quelque marque de considération de la part de M. André Henry, secrétaire général de la Fédération, présent jeudi à la séance d'ouverture. D'autant que le S.N.A.E.N. est un syndicat « sûr », constamment fidèle aux thèses d'« Unité, indépendance et démocratie » (U.I.D.), la tendance socialiste qui est majoritaire à la F.E.N.

M. Henry s'est félicité de la progression des effectifs du S.N.A.E.N. : 7 % au cours de l'année scolaire qui s'achève. Ce n'est pas par hasard qu'il a rappelé que deux sections départementales de la Fédération (Bouches-du-Rhône et Hérault) venaient de passer aux mains des « majoritaires ». Il compte sur le renforcement de certains syndicats non enseignants acquis, comme le S.N.A.E.N. aux thèses d'U.I.D. pour grignoter les positions de la tendance ri-

BERTRAND LE GENDRE.

## ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

### TRANSPORTS

#### DÉSINVOLTURE DANS LE R.E.R.

Comment une rame de métro défilant à 20 heures à la Défense peut-elle avoir parcouru le trafic du R.E.R. avant 19 h. 15 et 20 h. 20 que le C'est la question que se posent les quelques centaines de voyageurs qui ont patiemment attendu, vendredi 2 juillet, entre 19 h. 15 et 20 h. 20 que le train stationné à Auber parte en direction de Saint-Germain-en-Laye. Aucune explication n'a été donnée aux voyageurs, au compte de la fatigue. Pendant une bonne heure, aucune information, même imprécise, ne leur a été fournie. Les haut-parleurs n'ont servi qu'à leur dire — enfin — vers 20 h. 20, que « le service était interrompu ». Ils ont alors quitté la station pour attendre d'hypothétiques autobus rue Auber ou rejoindre la gare Saint-Lazare, ou encore marcher dans Paris surchauffée à la recherche d'un taxi qui vaille bien les conduire en banlieue.

Dans la grande salle des Echanges, à la station Auber, trois employés, enfermés derrière les vitres fumées du centre de surveillance répondaient aussi évasivement que le conducteur de la rame, qui déclarait n'avoir lui-même aucune précision sur ce retard.

La R.A.T.P. n'avait toujours pas publié de communiqué ce samedi sur les causes de l'incident. On expliquait toutefois — officieusement — qu'une avarie avait affecté le moteur d'une rame à 19 h. 15, qu'en suite un wagon avait déraillé. Quelle que soit la cause de cette perturbation du trafic, ou d'autres perturbations passées ou futures — panne de courant, dérèglement ou grève sauvage, — il n'est pas admissible de traiter avec autant de légèreté plusieurs centaines de voyageurs, dont la patience et le calme étaient, au reste, surprenants. Les accidents, les arrêts de travail, ou les incidents techniques, peuvent survenir, à la R.A.T.P. comme dans d'autres entreprises publiques. La faire savoir aux usagers n'est pas déshonorant. Ce qui l'est, c'est la légèreté, voire la déqualification, des responsables. — M. Ch.

### Nord-Pas-de-Calais

#### Lille propose une association souple à cinq communes de sa banlieue

De notre correspondant

Lille. — Il est prévisible que, sur deux décennies, la composition sociologique de Lille sera altérée et que les fonctions vitales de Lille — capitale — seront entamées si un projet d'agrandissement ne vient pas briser le cercle désuet d'un territoire désormais trop restreint.

Comme l'avait fait M. Augustin Laurent il y a quatre ans, M. Pierre Mauroy a proposé vendredi 2 juillet que les communes de Villeneuve-d'Ascq, Hellemmes, Lezennes, Ronchin et Moulins-Waux se réunissent en une commune nouvelle, afin de réunir, en 1979, en parlant de fusion, en 1979 on évoque plus que l'association, dont la mise en place serait d'ailleurs progressive. Ce mode particulier de fusion de communes avec constitution de

Cette formule parviendra peut-être à briser les réserves des élus des cinq villes qui, hormis la commune d'Hellemmes, semblent farouchement opposées à tout rapprochement avec Lille, et cela malgré la présence à Lezennes et à Ronchin d'une majorité de gauche.

(Interim.)

#### A PROPOS DE...

#### LA LUTTE CONTRE LES INCENDIES DE FORÊTS Canadair en bout de piste

An 31 mai 1976, un premier bilan des incendies de forêts s'avère déjà, selon le ministère de l'Intérieur, très alarmant : les superficies brûlées atteignent le total des destructions de l'année 1975, soit 21 800 hectares.

On s'explique d'autant plus, devant cette situation, des embûches que rencontrent les Canadair, ces « bombardiers à eau » conçus pour combattre les incendies, et dont notre correspondant à Marseille nous avertit du peu de cas qu'on fait, sur l'aéroport de Marignane, du caractère prioritaire de leur mission.

On a peine à l'admettre, mais la réglementation actuelle de l'aviation civile est formelle. Au décollage et à l'atterrissage, priorité aux avions en détresse, aux appareils transportant des blessés graves, aux VIP, aux avions commerciaux des compagnies régulières, puis à ceux des transporteurs à la demande, enfin à tous les autres avions, y compris les CL 285, plus connus sous le nom de Canadair.

Sur l'aéroport de Marseille-Marignane, ces « bombardiers à eau » sont au nombre de douze (dont trois sont temporairement basés à Ajaccio durant les mois d'été). Il a été largement démontré que l'intervention massive et rapide de ces appareils est déterminante pour arrêter l'extension d'un foyer d'incendie, particulièrement sur les reliefs accidentés difficilement accessibles par route.

JEAN CONTRUCCI.

### CIRCULATION

#### L'inauguration de l'autoroute Rivesaltes-Le Perthus a eu lieu dans une semi-clandestinité

De notre envoyé spécial

Perpignan. — Les plus ambassadeurs de l'autoroute B9 (française) avec l'autoroute A17 (espagnole) par M. Valéry Giscard d'Estaing et le roi Juan Carlos. Après quoi, il fut question de des chefs de gouvernement puis des ministres des transports des deux pays. Finalement, l'ouverture du tronçon de la Catalane (ainsi baptisée à la dernière minute pour calmer les ardeurs roussillonnaises) qui, de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) au Perthus, va mettre fin au cauchemar des vacanciers, vient de se faire dans la semi-clandestinité.

Les services techniques avaient réussi à réparer à l'aide d'une énorme « rustine » de bitume les dégâts provoqués le 27 juin par l'explosion d'une charge de T.N.T. qui avait ouvert dans la chaussée un cratère de 6 mètres sur 2,50 m, ruisseau de boue et de pierres.

Le revêtement par le G.A.R.I. qui a fait parvenir à la presse un communiqué affirmant que « l'autoroute a été construite sur le dos des vacanciers. Des milliers sont morts pour sa construction. Elle symbolise l'Europe de l'oppression. Rien n'a changé en Espagne ! Des prisonniers sont toujours en prison. En France, il en est de même ».

Ces affirmations des groupes d'action révolutionnaire internationaliste ont trouvé des échos dans les milieux agricoles, et le jour même de l'ouverture de la section Rivesaltes-Le Perthus des groupes d'agriculteurs ont agité sous le nez des premiers usagers des banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « Non à l'entrée de l'Espagne dans le marché commun ». Au même moment, du côté de Carcassonne, près de Barbelra (Aude), des viticulteurs ont cultivé une rampe de la société bicénaire Andréux-Fulcran et répandu sur l'asphalte 285 hectolitres de vin originaire d'Italie. Un autre camion transportant 150 hectolitres de vin pour le compte d'une entreprise de Rome a été également renversé et incendié.

Les premiers usagers de l'autoroute B9 ont dit leur satisfaction de pouvoir gagner presque directement leur objectif de vacances, mais se sont plaints, en revanche, du mauvais fâcheux, et le prix du péage (7 francs pour 40 kilomètres) leur a paru exorbitant.

Lorsque, en 1978, le dernier tronçon (Narbonne-Rivesaltes) sera (enfin) achevé, il sera possible d'aller d'Amsterdam ou de Hambourg à Valence (Espagne)

Formation de cadres supérieurs  
hôteliers  
hospitaliers  
de stations  
et offices  
de tourisme

Le 1000  
pour cycle complet pour étudiants  
de 20 à 30 ans  
Séjour de 21 jours  
Cours de 10 à 12 heures  
Tél. 04 23 24 25

Le 1000  
pour cycle complet pour étudiants  
de 20 à 30 ans  
Séjour de 21 jours  
Cours de 10 à 12 heures  
Tél. 04 23 24 25

### des soldes à la folie DE TOUT POUR TOUS

	Prix de vente	Prix soldé
Pantalon cuir	400 F	150 F
Manteau	1100 F	450 F
Salle basque	7100 F	5950 F
Disque		moins 75 %
Cafetière	145 F	90 F
Chemise	149 F	49 F
Sac à roulettes	42 F	35 F
Table 130 x 70 en loup	2200 F	1350 F
Cravates soie les 3	105 F	35 F
Robe longue voile	240 F	180 F



la braderie de paris

DU 25 JUIN AU 4 JUILLET 76

DE 11 A 22 H

ENTRÉE : 6 F

PALAIS DE LA DÉFENSE

avec R.T.L.

**POLICE**

## Décès

## LES VICTIMES DE L'INCENDIE

**D'UN HOTEL  
SERONT INDEMNISÉES PAR  
LEUR AGENCE DE VOYAGES**

### De notre correspondant

de documents, sept peines de six mois d'emprisonnement dont trois avec sursis, trois peines de six mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis (dont M. Pierrelle, directeur exploitant agricole sur le Larzac, cousin du général de Boétiau) ; cinq peines de cinq mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis (dont M. Barthe, directeur des services agricoles, responsable des syndicats agricoles de la région de Millau). Deux femmes ont été condamnées à six mois d'emprisonnement dont quatre avec sursis, et deux autres quatre mois et vingt et un jours avec sursis. Ces cinq autres prévenus ont été prononcés des peines d'emprisonnement avec sursis. Les autres accusés ont subi subroint trois années de tants à l'épreuve.

Après l'énoué du jugement, les personnes présentes autour du palais de justice se groupèrent pour tenter d'empêcher la sortie du fourgon cellulaire dans lequel se trouvaient les dix-sept personnes devant subir une peine d'emprisonnement. Les gendarmes firent usage de grenades lacrymogènes pour les disperser. Les manifestations se rendirent alors à un passage souterrain de la Nationale (H. Ollivier-Roze) de la Mairie de la ville, qu'ils bloquèrent pendant trente minutes. Peu avant 22 heures, ils se dispersèrent d'eux-mêmes, sans autre incident.

Au cours de l'échauffourée qui s'est produite devant le palais de justice un jeune homme a été légèrement blessé à une épaule par une grenade lacrymogène. Il a été conduit à l'hôpital, mais son état n'inspire aucune inquiétude.

3 juillet, en fin d'après-midi, leur mouvement de protestation, en allant reprendre dans leurs services respectifs les armes administratives qu'ils avaient déposées la veille, manifestant ainsi leur mécontentement à propos des suites données à l'affaire de Fontenay-sous-Bois. Cette mesure d'apaisement est intervenue au terme d'une assemblée réunie Quai des Orfèvres, au cours de laquelle des dirigeants du Syndicat national autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) ont tenu les inspecteurs à mettre fin à leur mouvement.

La fin de la « grogne » n'est pas étrangère à la prise de position de M. Michel Fontana, ministre de l'Intérieur, qui dans une déclaration à l'A.F.P.P. (voir nos dernières éditions), a déclaré : « L'abus est interdit » et les Inspecteurs de la police judiciaire n'ont pas commis de faute professionnelle dans l'application de la loi sur le permis - B ». C'est pourquoi aucune mesure administrative n'a été prise à leur égard. S'agissant de la légitime défense définie par l'article 312 du Code pénal, la loi est normale que les policiers puissent également l'invoquer. »

Satisfait de cette « mise au point », après celle du directeur général de la police de Paris, le procureur de Paris — tout en re-

dant de la police nationale exprimait : « sa parfaite identité de vues avec les inspecteurs » et la syndicate de police (F.A.S.P.), refusait de se reconnaître en son nom. Certains fonctionnaires de police qui déposent les armes pour protester seulement contre l'action de la justice ou une campagne de presse, ont vu la police dénoncer « les méthodes et les conditions de travail qui conduisent à des errements » tels que celui de Fontenay-sous-Bois. Les syndicates de police (F.A.S.P.) quant à elle, démentait avoir témoigné une quelconque solidarité à l'égard du S.N.A.P.C. et précisait que « s'agissait d'un acte isolé, d'un acte de mort d'homme, elle n'était pas car devoir s'émouvoir



gréant que la prise de position de M. Poniatowski, « pourtant fort simple, soit intervenue avec tant de retard, — le bureau national du S.N.A.P.C. publiait alors un communiqué invitant ses mandants à « prouver leur sens des responsabilités (...) en démontrant qu'ils sont aussi capables de cesser un mouvement de protestation que de le commencer ». L'assemblée des inspecteurs, réunie à 18 heures, décida finalement, à l'unanimité, de suivre cette consigne.

**M. BAPTEDOU :** où en est la légitime défense ?

La révolte des inspecteurs a été diversement appréciée par les autres syndicats des policiers. Alors que le Syndicat indépen-

que la justice en ait été saisie (...) car telle est la pratique courante, légale et normale ».

Enfin, M. Marc Baptestou, fils de l'employé de banque tué par méprise par les policiers, a estimé, vendredi soir, que la manifestation des policiers et les déclarations de certaines personnalités politiques tendaient à « faire pression sur la justice pour qu'elle poursuive les auteurs de ces violations ». M. Marc Baptestou a déploré cet « acharnement corporatif à soutenir devant l'opinion publique la légitime défense était du côté de ceux qui se sont introduits chez un honnête citoyen et que l'agression promenait de celui qui a été battu dans sa chambre à coucher ».

(1) N.D.L.R. — La légitime défense est définie par les articles 327 à 329 du code pénal.

## TENNIS

## Coupe Davis

## LES JOUEURS MANIFESTENT LEUR HOSTILITÉ AU RETRAIT DE L'ÉQUIPE DE FRANCE

## De notre envoyé spécial

Goolagong mène par 6-5 sur son service. On a surpris le perdant deux minutes plus tard. Elle possède encore une balle de 7-6 en sa faveur, mais Evert fait front et remporte son service. 7-6 pour elle.

Dès lors ces dames frappent de toutes leurs forces ne se font pas de cadeaux. Et voici le dénouement qui nous arrive. Goolagong dans le fond de notre cœur : 40-30, balle de match pour Evert. Celle-ci sert dans un silence de cathédrale. Goolagong monte au net. Evert bien sûr. Goolagong se penche un bon jour à la passe, et se fait bloquer sur la ligne. C'est fini!

**OLIVIER MERLIN.**  
**SIMPLE DAMES**  
 (finale)  
 Chris Evert (E.-U.) b. Evonne  
 Goolagong-Cawley (Austr.), 6-3, 4-6,  
 6-5.  
**DOUBLE MESSIEURS**  
 (finale)  
 Gottfried (E.-U.) - Ramirez (Mex.)  
 b. Case-Masters (Austr.), 3-6, 6-3,  
 3-2, 2-6, 7-5.

**VOILE.** — Le bateau français de Jean-Claude Parisis, *Petrouchka*, a franchi vendredi 2 juillet la ligne d'arrivée de la course transatlantique en solitaire. Il se classe sixième et gagne le trophée dans la catégorie de la classe moyenne (moins de 19.81 m.).

LE TOUR DE FRANCE

## AU BORD DE LA ROUTE, UN CERTAIN BOISHARDY...

et témoignait cette souplesse, cette facilité qui la font voler, légère comme un papillon, dans les tourbillons du monde, à ce moment précis que son incurable manque de concentration nous a fait perdre confiance en elle. La confiance, c'est la base de tout, et pourtant elle formulée ainsi : « Je suis heureuse, je suis comme je suis, je suis ce que je suis, et quel mal cela n'a pas d'importance... »

Malheureusement, en face d'elle, ce jour de finale, il y a une amazone en acier trempé, qui en face d'elle, elle se présente avec intelligence sans la moindre distraction. Chris Evert est montée derrières à la volée pour se sortir de la situation, mais elle a vu qu'il n'a pas empêché Goolagong d'enlever le set par 6-4 et 2-0. De mener dans le troisième set 2-0, elle a vu qu'elle n'a pas empêché, fois, avec une opiniâtreté admirable Evert a égalisé. Dans la dernière manche, elle a vu qu'elle dirige et dirige toujours les opérations à l'aide de son revers à deux mains qu'elle distribue sans cesse, et elle a vu qu'elle a vu...  
Voilà, donc, maintenant on

Divonne-les-Bains. — Sur les rives du lac de Saint-Point, près de Malbuisson, deux coureurs professionnels nous dans la foule assistent au passage du Tour de France. Marcel Bonard et René Mattiodo, un ancien vainqueur de Bordeaux-Paris, écartés de la sélection, bien que leurs qualités soient reconnues. Ils se sont mis en vacances... De singulières vacances qui les replongent brusquement dans l'atmosphère de la compétition et qui, pour une fois, leur montrent le cyclisme de l'extérieur.

Ce sont eux qui nous interrogent : « Qui va gagner ? »

« Ça va être dur », dit l'un. « Aucun nous ne se dégoûte encore. Freddy Maertens ne dépense ni Divonne-les-Bains, ni derrière Cressat, pas même pour toujours. Les autres, les vrais, nous équipe et relativement possible et les moyens de grincer au malin. »

« Michel Pollentier, suscite des réserves en raison de ses performances intermittentes. Kuiper et Van der Vliet, sont des hommes d'excellence, réduisent les attitudes en altitude. Baronchelli évolue fréquemment en retrait. Fouquet, est un bon coureur, mais pas aussi favorable qu'en 1974, mais il a deux ans de plus. »

Quant à Thévenet et Zosteremski, ils ont l'air de ne pas avoir l'air d'être dans la course. Van der Pluijm, un lauréat permanent du grand prix de la montagne qui, pour sûr, assure, pour autant de la victoire, mais pas de la France, est excessivement montagnard.

Bolshardy a peut-être son idée sur le problème : « Oui, dit-il, car j'ai participé au Tour de Suisse aux côtés de Mariens et j'ai la conviction qu'il a réalisé d'importants progrès en montagne. Il a couru cette épreuve en dedans de son action afin d'économiser ses forces et peut-être d'entretenir volontairement le doute. Je pense en définitive que ses chances sont égales à celles de ses adversaires directs. »

**JACQUES AUGENDRE.**  
Classement de l'étape Valentigney-Divonne-les-Bains (220 km). — 1. Esclapart (Fr.), 5 h. 54 min. 11 sec. (moyenne 37,354 km-h.); 2. Maertens (Bel.), 3 Gavazzi (It.), 4. Paolini.  
Classement général. — 1. Freddy Maertens (Bel.), 40 h. 51 min. 46 sec.; 2. Pollentier (Bel.), 2 min. 4 sec.; 3. Kuiper (P-B.), 3 min. 16 sec.

● **Un problème d'ordre diplomatique** vient à son tour troubler la préparation des Jeux olympiques de Montréal. Le gouvernement canadien refuse, en effet, que les athlètes de Taïwan participent à compétitions sous les couleurs de la Chine nationaliste.

Le Canada a reconnu la République populaire de Chine et a rompu ses relations diplomatiques avec Taïwan, mais le Comité international olympique (CIO), qui n'a toujours pas réadmis la Chine, compte encore Taïwan parmi ses membres.

## LÉGION D'HONNEUR

**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

## UN NOUVEAU PRÊTRE D'ÉCONE CÉLÉBRERA LA MESSE

Des amis d'Édoux, et notamment le Mouvement des jeunes catholiques de Paris, organisent ce 3 juillet, à 14 heures, à l'église de Lutèce (métro Monge), une messe qui sera célébrée par l'un des nouveaux prêtres ordonnés par Mgr Marcel Lefebvre (*le Monde* du 27).

Le cardinal Marty, archevêque de Paris, dans le sillage de Rome, qui vient de « suspendre » ces prêtres, fait savoir qu'aucun d'entre eux n'est autorisé à célébrer la messe, dans son diocèse ou exercer quelque ministère que ce soit.

Toutefois, le cardinal Marty se déclare prêt à instaurer un dialogue avec les nouveaux prêtres, à condition qu'en manifestant le désir.

## FAITS DIVERS

● **Accident du travail.** — Un ouvrier algérien, M. Ahmed Ben Chora, a été tué et cinq autres Algériens ont été blessés lors d'un accident du travail qui s'est produit, vendredi 2 juillet, à Carling (Moselle), sur un chantier de rénovation des cokeries des Houillères du bassin de Lorraine. Ils ont été écrasés par une lourde canalisation qu'ils déplaçaient à 3 mètres du sol.

● **Trois enfants d'une même famille d'Orly sont morts brûlés** vifs vendredi 2 juillet dans une collision qui s'est produite sur l'autoroute A6 près de Joigny (Yonne) entre la voiture de leurs parents et un camion.

Nous achevons la publication des nominations dans l'ordre de la liste d'honneur du Monde, 3 juillet).

Sont nommés chevaliers :  
MM. François Brunet, Clément  
Gautier, Georges Gosselin,  
Jacques Chabronnier, Maurice Choin,  
André Côté, Christian Galska, Roger  
Gauthier, Louis Giguère, Joseph  
Dion, Pierre Guiselle, Michel Fon-  
taine, Jean-Pierre Gosselin, Roland  
Guay, René Guay, Marcel Guay,  
Henri Huet, Robert Javelot, Roger Jo-  
rdan, Pierre Labadie, Eugène La-  
fleur, Paul Lefebvre, Louis Levesque,  
Joseph Monier, Serge Ostrowsky,  
Thérèse Paré, Roger Smith, Henri  
Tardif, André Tremblay.

Sont nommés officiers :  
Maurice Beaudouin, Georges  
Bédard, René Delacourte-Majoux,  
Marcel Dumas, Jacques Fournier,  
de la Roche, André Renaldi, Roger  
Rivest, Louis Rivest, Raymond  
Serra, Jean Labille, Hardy, Roland  
Lafleur, Louis Lefebvre, Louis  
Vern Martin, Gérard Marry, Michel  
Perron, Louis Poirier, Louis  
Jacques St-Onge, Roland Chauvet,  
Jean Cloutier, Maurice Colas, René  
Delage.

[illegible]

J. L. Henri Adair, Emmanuel Armand,  
 Jean Bauduin, Jacques Bland,  
 Jacques Bignihiet, Paul Bordier,  
 Georges Borge, Alain Borge,  
 Paul Causain, Georges Chaignat,  
 Guy Charvet, René Chateau, Jean  
 Fauriol, Roger Fauriol,  
 Pierre Daburet, Michel Dupuis, Marc  
 Flori, André Flori, Jacques  
 Charles Eska, Marcel Lavaroux,  
 Marcel Laval, Germain Le Pape,  
 Michel Maitier,  
 Michel Marzellek, Francis Mauge-  
 nier, Claude Miguelieve,  
 M.M. Georges Phelut, Bernard  
 Remy, Roger Remy,  
 Roussel, Michel Ruffin, Jean-François  
 Sautou, Jean-Louis Simon, José So-  
 mme, Claude Soutou,  
 Alexandre Troid, Ellis Ver-  
 weil, Paul Auriol, Waldmann,  
 Cl. Carreau, Daniel Chambard, André  
 Chateau, Roger Chateau,  
 Roger Micoletta, Jean-Claude Mur-  
 re, Cl. Naud, Roger Odier, Claude  
 Pélissier, Roger Pélissier, Guy  
 Pierre Soucieu, Jean Spécia, Louis  
 Guy Cochert, Marc Thomas,  
 René Vauvion,  
 Roger Cochenin, Antony Laus, Guy  
 Laval, Jean-Louis, Jean-Michel  
 Francis Raynaud, Noël Sautou,  
 Louis Soutu, Frank Salindrea, Pierre  
 Vincent, Guy Bauduin, Karl Schmidt.  
 (Ces nominations ont été publiées

collection:  
LES ABYSSES

J. Chasseguet-Smirgel

**L'Idéal du Moi**

*"pousse l'homme en avant,  
"toujours en avant"*

45 F.

TCHOU

collection  
LES ABYSSES

J. Chasseguet-Smirgel

**L'Idéal du Moi**

*"pousse l'homme en avant,  
tousjours en avant"*

45 F.

TCHOU



77.10.1976

# Le Monde

## aujourd'hui

### LA VIE AUX CHAMPS

#### Thérèse Mérillon, agricultrice

par JEAN TAILLEMAGRE

**M** CLAVERIE, l'ancien maître de Cazabon, un bourg rural proche de mon village, m'a dit l'autre jour que la jeune femme menait de front l'exploitation d'un domaine de polyculture et l'élevage de vaches laitières avec la seule aide d'un ouvrier agricole permanent. J'ai voulu la voir accomplir ses multiples tâches de chef de terre, d'éleveuse et de gestionnaire d'exploitation agricole.

maintenant vide ; je voulais en saisir les brancards, elle ne m'en laisse pas le temps et part d'un pas souple, poussant devant elle le petit tombereau où tressaillent l'outil. Tout en marchant, nous bavardons.

« **V**OUS la trouvez dans le champ qui se trouve derrière la maison », et Mme Mérillon, au courant de ma venue, que je venais de saluer au seuil de sa demeure, ajoute : « Elle respire des vignes ».

« Je n'ai guère le temps de jardiner, m'explique-t-elle. Je me contente d'assurer le ravitaillement de la maison en légumes de plein champ. Le mois dernier, j'ai semé 200 kilos de pommes de terre ».

« **E**lle respire des vignes », dit-elle, après la poignée de main d'usage, et saisissant la pioche déposée à ses côtés sur le sol, elle nivela vivement la rale et bientôt des bulles recouvertes de terre amoncelée n'apparaissent plus que l'extrémité effilée vert pâle de leurs tiges. La brouette ayant servi au transport des vignes était

« **M**ais voyons plus avant. On pousse quelques coussins. Une jeune femme brune, qui se prénomme Ariane, vient au milieu du salon et, sans une hésitation, ôte sa robe. En bikini sur le tapis, elle a, au milieu des convives ébahis, l'air plus nue que nature.

« **J**e termine dans un instant », me dit-elle, après la poignée de main d'usage, et saisissant la pioche déposée à ses côtés sur le sol, elle nivela vivement la rale et bientôt des bulles recouvertes de terre amoncelée n'apparaissent plus que l'extrémité effilée vert pâle de leurs tiges. La brouette ayant servi au transport des vignes était

« **M**ais voyons plus avant. On pousse quelques coussins. Une jeune femme brune, qui se prénomme Ariane, vient au milieu du salon et, sans une hésitation, ôte sa robe. En bikini sur le tapis, elle a, au milieu des convives ébahis, l'air plus nue que nature.

### BIO-ÉNERGIE

#### Faites-nous crier, docteur Lowen !

**Q**UAND les glaçons eurent fini de tinter dans les verres de whisky, M. Claude Tchou, l'éditeur parisien, convia ses invités à quitter la pelouse qui prolonge son domicile de la rue Notre-Dame-des-Champs et à gagner le salon où allaient résonner, à l'effroi du voisinage, les effets sonores de la « bio-énergie ».

Mais voyons plus avant. On pousse quelques coussins. Une jeune femme brune, qui se prénomme Ariane, vient au milieu du salon et, sans une hésitation, ôte sa robe. En bikini sur le tapis, elle a, au milieu des convives ébahis, l'air plus nue que nature.

Tandis qu'on s'entassait sur des coussins et des canapés, Mme Méné Grégoire trônait dans un fauteuil plus solennel, le docteur Lowen exposa seriemment les principes séduisants d'une science toute neuve. Ancien disciple de Wilhelm Reich avec lequel il fut en analyse de 1942 à 1952, le docteur Lowen résuma ainsi son propos : « Les souvenirs et les traumatismes ne s'inscrivent pas seulement dans l'esprit et la mémoire, mais aussi dans le corps. Chaque tension en un point du corps renvoie au conflit qui l'a fait naître. »

« **L**e conflit avec le père. Sûrement, le cas est grave. Qu'on apporte un tabouret », demande Lowen. Le dos placé sur le tabouret, les jambes à l'équerre, la tête en arrière, Ariane, observée avec soin par le thérapeute, ne tarda pas à fermer les fenêtres. Un sceptique sourit dans son coin. Un bascule s'ébroua sur un canapé. Nul ne dit mot, sans Méné Grégoire : « Vraiment on ne vous a pas appris tout cela ? »

« **A**llons au travail mon vieux ! », lui commanda-t-elle, et il pénétra dans la prairie tandis que, ayant débranché la pile électrisante, elle déplaçait un piquet de l'enceinte pour ouvrir un passage au troupeau, tout en lançant des appels modulés communs à tous les vachers pour rassembler le bétail.

« **P**ourquoi ne l'avez-vous pas fait ? » — « Entant, je ne pleurais pas. Ma mère pleurait beaucoup. » — « Et votre père ? » — « C'était un môme latin. » — « Vous vous êtes identifiés à lui ? » — « Je lui ressemble beaucoup. » — « Ariane, il vous manque quelque chose pour être tout à fait comme votre père. (Ilres sur tous les bancs.) » — « J'ai peur de la sexualité. Je ne m'autorise que de petits orgasmes. »

### Au fil de la semaine

**L**A même semaine, deux magazines à grande diffusion populaire consacrent leur couverture et le principal article de leur numéro aux problèmes du couple. En soi, le fait ne paraît sans doute pas très nouveau. Et cependant, de ces deux articles, aucun, tel qu'il est, n'aurait pu trouver place il y a cinq ans, trois ans même, dans ces deux publications, qui n'auraient certainement pas choisi de tels thèmes d'enquête.

de la conclure ; parfois, au contraire, ils regardent avec ironie leurs camarades d'école de la veille qui choisissent le voie classique du mariage à grande floraison, avec robe blanche, couronne de fleurs d'orange, discours de monsieur le maire et bénédiction de monsieur le curé. Mais, le plus souvent, ils ne s'embarrassent pas plus d'explications rassurantes que d'esprit de système, ils vont leur chemin sans le moindre souci du qu'en-dira-t-on, et se contentent d'un évasif « on verra bien ».

Il y a plus. « Marie-Claire », mensuel féminin, et « la Vie catholique », hebdomadaire chrétien, se préoccupent de comprendre et d'expliquer, et non de juger et de condamner, l'un, le refus du mariage par un nombre croissant de jeunes couples, l'autre, l'infidélité conjugale, et plus particulièrement l'infidélité féminine. Mais, contrairement à l'attente, c'est l'organe catholique qui analyse le refus du mariage et le magazine féminin qui enquête sur l'infidélité (1). Ces deux articles vedettes donnent ainsi, par leur existence d'abord, par l'évolution qu'ils supposent chez les lecteurs respectifs des deux journaux ensuite, par leur contenu enfin, la mesure du chemin parcouru en très peu de temps dans les esprits et dans les mœurs.

La tolérance et la modération que l'hebdomadaire catholique recommande à ses lecteurs d'observer devant le refus du mariage, il semble bien que les Français et les Françaises, si l'on en croit l'enquête de l'IFOP publiée par le magazine féminin, soient en voie de les mieux admettre, sinon de les pratiquer sans réserve, vis-à-vis de l'infidélité conjugale.

« **L**a fiancée » de notre fils, le « compagnon » de notre fille, son « amie » ou son « ami » — voire la « petite amie » ou le « petit ami » — son ou sa « camarade », le « gargon » ou la « fille » qui partage sa vie, tels sont les mots pudiques qu'emploient aujourd'hui nombre de parents, dans les milieux les plus divers, pour désigner celle ou celui que la loi nomme encore crûment concubine ou concubin, pour évoquer par allusion ce qu'on appelle brutalement il y a peu une liaison, un « collage », et qui, dans les mêmes familles, relevait quasiment du scandale. Le vocabulaire, la comme ailleurs, est largement en retard sur la situation qu'il s'agit de supplanter, et l'acceptation du fait demeure bien malaisée. On dissimule s'il se peut, on déguise en tout cas et on finit de traiter avec légèreté ce qui, au fond, demeure pour beaucoup inacceptable, incompréhensible.

« **L**égalité des sexes, volontiers proclamée tant qu'on reste dans l'abstrait, se heurte vite aux vieilles habitudes de pensée dès qu'on en vient à juger des situations concrètes de cette nature. Et si la tolérance, l'indulgence, gagnent du terrain, c'est pour des raisons pratiques plus que morales : ainsi l'infidélité est-elle jugée avant tout « complicité » (42 %) bien plus qu'« impensable » (31 %). Pourtant, la fidélité conjugale demeure une valeur hautement estimée, « nécessaire » même (60 %). Réponses évidemment sujettes à caution quand on se rappelle que le rapport Simon avait recensé 30 % d'hommes et 10 % de femmes qui déclaraient avoir été infidèles alors qu'ils étaient mariés. Dernière contradiction, très « fleur bleue » et sans doute bien optimiste : la fidélité conjugale sans faille pendant cinquante ans est déclarée « possible » par 81 % des Français et des Françaises.

Mais les intéressés, eux, n'en ont cure. Pour la plupart ce ne sont nullement des révoltés, en rébellion contre la société ou contre leurs parents, bien au contraire. Parfois ils disent qu'ils veulent d'abord être sûrs d'eux-mêmes, approfondir leur engagement avant

Le mariage battu en brèche, la fidélité conjugale grandement vantée mais moins rigoureusement observée, l'égalité des sexes encore bien mal admise : le contraste entre les déclarations de principe et l'acceptation des faits demeure aussi frappant qu'entre l'image idéale ainsi tracée ici et là de ce que nous voudrions être et la réalité de ce que nous sommes.

### MARIAGE ET INFIDÉLITÉ

par PIERRE VIANSSON-PONTE

de la conclure ; parfois, au contraire, ils regardent avec ironie leurs camarades d'école de la veille qui choisissent le voie classique du mariage à grande floraison, avec robe blanche, couronne de fleurs d'orange, discours de monsieur le maire et bénédiction de monsieur le curé. Mais, le plus souvent, ils ne s'embarrassent pas plus d'explications rassurantes que d'esprit de système, ils vont leur chemin sans le moindre souci du qu'en-dira-t-on, et se contentent d'un évasif « on verra bien ».

L'infidélité masculine constituait jadis l'exercice d'un droit, ou presque, puisque la femme était la propriété de l'homme ; au contraire, l'infidélité féminine était une faute très grave qu'il convenait de réprimer avec sévérité, d'abord parce qu'elle attente à la sacro-sainte propriété, ensuite parce qu'elle risquait d'introduire un bâtard dans la lignée. La pilule et les campagnes en faveur de l'égalité des sexes ont-elles supprimé ou réduit cette discrimination ? C'est ce que se sont demandé et ont demandé par sondage à des hommes et des femmes de tous âges et de tous milieux les auteurs de l'enquête de l'IFOP dont « Marie-Claire » publie les résultats. Réponse globale : une différence d'appréciation subtile, mais elle ne se situe pas tout à fait là où on l'attendait ; et d'autres indicateurs relevés ou fil des réponses ouvrent également des horizons inattendus.

L'aventure sans lendemain est assez généralement admise ou tout au moins tolérée d'une large indulgence, qu'elle soit le fait de l'homme ou, ce qui est plus curieux, de la femme. La vieille discrimination ne reparait qu'au fur et à mesure que l'aventure se prolonge : hommes et femmes ensemble sont nettement moins nombreux (48 %) pour considérer qu'une liaison de six mois est « impardonnable » s'il s'agit de l'infidélité masculine que pour condamner une infidélité féminine de même durée (56 %).

Le mariage battu en brèche, la fidélité conjugale grandement vantée mais moins rigoureusement observée, l'égalité des sexes encore bien mal admise : le contraste entre les déclarations de principe et l'acceptation des faits demeure aussi frappant qu'entre l'image idéale ainsi tracée ici et là de ce que nous voudrions être et la réalité de ce que nous sommes.

### Le Monde

Service des Abonnements

5, rue des Italiens  
75127 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4207-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

**FRANCE - D.O.M. - T.O.M.**  
CO-COMMUNAUTÉ (sauf Algérie)  
90 F 180 F 225 F 300 F

**TOUTS PAYS ÉTRANGERS**  
PAR VOIE NORMALE  
141 F 273 F 402 F 530 F

**ÉTRANGER**  
par messagerie  
1 - BELGIQUE - LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
113 F 210 F 307 F 400 F

**IL - TUNISIE**  
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne  
sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements)  
devront bien joindre ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse délin-  
quants ou provisoires (deux  
semaines au plus), nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser tous les virements  
en caractères d'imprimerie.

CARNET  
SYNDICATS  
nos partisans  
Stanislas RAKOTOMINI

IN D'HONNEUR

MINISTRE DE LA CULTURE

Le Monde  
75127 PARIS - CEDEX 05  
C.C.P. 4207-23

# ETRANGER

## Reflets du monde entier

### WASHINGTON POST

#### Une plaisanterie qui coûte cher

« L'Académie des sciences de l'U.R.S.S. », rapporte le quotidien libéral américain, WASHINGTON POST, a sévèrement réprimandé son conseil cybernétique pour ne pas avoir remarqué dans l'ouvrage, fort sérieux d'un mathématicien, publié l'an dernier, des « coquilles » bizarres, politiquement nuisibles.

« Parmi les faits reprochés, il y a un tribut payé à la mort de Staline caché dans la jargonographie de deux obscurs mathématiciens brésiliens du dix-neuvième siècle, qui auraient identifié le syndrome respiratoire. Ce syndrome avait été noté juste avant le décès du dictateur.

« Depuis, le conseil cybernétique a perdu le droit d'écrire des livres sans l'aval d'une autre branche de l'Académie. (...) L'auteur, Youri Gostev, déclare qu'aucune institution de valeur ne voudra de lui, bien qu'il ait cent cinquante publications à son actif. (...) Mais les « erreurs » et les « manquements » reprochés par le comité de lecture à cette monographie sur les aspects algébriques logiques de la simulation ne visent pas son contenu.

« Les malheurs ont commencé lorsqu'un lecteur particulièrement vigilant a remarqué que la bibliographie publiée dans l'ouvrage citait les noms de plusieurs savants éminents, passés à la dissection ou partis en émigration. Car il violait ainsi une loi non écrite selon laquelle on doit oublier l'existence de ceux qui n'ont plus la faveur des autorités. »

### Daily Mail

#### Un amour-propre mal placé

« Qui pourrait croire que les fabricants de glaces ont des préoccupations alors que le beau temps persiste ? », demande le quotidien londonien DAILY MAIL.

« La vague de chaleur est bonne pour les affaires : chaque degré de température en plus augmente la vente hebdomadaire des onze millions de portions de crème glacée. Mais bien que l'argent afflue, les fabricants s'entêtent à résoudre un problème qui se pose à eux de longue date : comment donc faire surmonter leur gêne aux adultes et les amener à acheter une glace dans la rue ? Certains hommes, constate une enquête faite par les producteurs, tiennent trop à leur image et s'imaginent que lécher un cornet de glace ne convient pas à un adulte.

« D'autres n'aiment pas faire la queue avec des enfants, avec quelques sous en main. Ils se sentent ridicules lorsqu'ils réclament un super-cornet. Ils ne se laissent aller à céder à leur envie d'un cornet de glace que dans des situations où ils se sentent moins gênés : lorsqu'ils se trouvent avec des adultes qui en font autant. Mais comment récupérer les clients virtuels parmi ceux qui avouent ne jamais manger une glace dans la rue et dont le pourcentage varie, selon les régions, entre 8 % et 18 % des adultes ? »

### The Daily Telegraph

#### Le « dognapping » se développe

« Le « dognapping » ne cesse de s'accroître aux Etats-Unis », annonce le quotidien britannique DAILY TELEGRAPH.

« Selon M. Bob Frank, qui dirige dans l'Illinois une société à but non lucratif, la St Francis Hotties pour la recherche des animaux familiers disparus, rien que dans la région de Chicago une centaine de chiens sont volés chaque mois, pour lesquels on demande des rançons souvent de plusieurs centaines de dollars.

« Des adolescents, des adultes et même des familles entières se livrent au « dognapping » dans le pays. Si les voleurs ne savent pas qui est le propriétaire d'un chien, ils surveillent les annonces dans les journaux puis réclament ce qu'ils appellent « la récompense ». Le tarif commence à 120 dollars.

« Les « dognappers » professionnels utilisent des camions dans la nuit, voire placent dans leurs camionnettes des chiens en chaleur pour attirer le chien convoité. Il est difficile de prouver qu'un chien est volé, et la police n'enquête que rarement en la matière. Certains propriétaires vont jusqu'à faire tatouer sur leur chien leur numéro de Sécurité sociale, mais les voleurs le savent et assomment les chiens marqués. »

### The Christian Science Monitor

#### Cent mille pères abandonnés

Le CHRISTIAN SCIENCE MONITOR publie cette histoire sous la photo d'un solide barbu encadré de deux petits garçons souriants :

« Hans Richter-Stump fait les honneurs de la maison dont il occupe seul avec ses deux fils, Ralph, neuf ans, et Rainer, onze ans. « Voilà notre cuisine automatique », dit-il en riant. Il ouvre un lave-vaisselle plein d'assiettes et de couverts : « Nous la mettons en route trois fois par semaine... Ne faites pas attention au coin sale à main-droite », qui, il est vrai, est orné de quelques chemises et pantalons d'enfants en grand besoin d'être repris.

« Depuis que sa femme l'a quitté, il y a deux ans, commente le quotidien américain, ce « père célibataire » a transféré son bureau dans sa maison d'où il dirige son usine de fibres et où tout en occupant des diverses tâches ménagères et en élevant ses enfants. (...) »

« En Allemagne fédérale, le nombre des hommes divorcés, veufs ou non mariés, qui s'occupent seuls de leurs enfants, a presque doublé depuis cinq ans. Selon certaines estimations, près de cent mille Allemands élèveraient ainsi seuls leur famille. (...) Ils ne sont plus effrayés par les tâches ménagères : tel père a pris des leçons de cuisine. L'association d'Allemands fédérale, qui s'était d'abord occupée des mères célibataires, et qui n'avait pas tardé à inclure les mères divorcées et veuves, a changé de nom cette année pour devenir l'« Organisation des pères et mères seuls ».

## Lettre d'Andorre

# Féodalité, commerce et liberté



Il existe tout près de la France un pays où les citoyens ne payent pas l'impôt, où la Sécurité sociale, alimentée en partie par les recettes de la vente des timbres-poste, est bénéficiaire, où le tabac, les alcools, l'essence, ainsi que la plupart des produits manufacturés coûtent moins cher que dans tout le reste de l'Europe. Un pays qui n'a jamais connu de guerre ni de grève, et où les résidents étrangers sont plus nombreux que les citoyens, qui n'accomplissent pas de service militaire. Un pays qui ne compte que trente-sept policiers sans casque ni lance-grenades, et où l'on ne connaît pas de voitures pour les automobiles, ni la redondance pour la radio et la télévision, ni la T.V.A. pour les commerçants. Ce n'est pas le pays de Cocagne, mais tout simplement l'Andorre.

Avant d'y arriver, venant de France par le pas de Las Casas, ce hideux complexe pseudo-touristique niché dans un des plus beaux sites montagneux des Pyrénées, le visiteur a pu lire tout le long de la nationale 20, en traversant le département de l'Ariège : « Nous ne voulons pas de touristes mais du travail ». Et aussi : « Volons vivre et pais ! ». Là, c'est l'Occitan qui parle, qui réclame des emplois, le développement économique. Mais, étonnamment, franchi le col d'Envalira, à plus de 2400 mètres d'altitude, encore dominé par l'émetteur de Sud-Radio, une très bonne route traverse de part en part la principauté, livrant au coup d'œil du touriste ravi des paysages encore préservés, mais aussi, au cœur de ces gigantesques bazzars que sont devenus Las Escaldas, Andorra-la-Vella, San-Julia, tous les gadgets de la société de consommation. Dans les vitrines la montre à quartz la plus sophistiquée voisine avec l'inévitable Isard en plastique « souvenir des Pyrénées », mais « made in Macao ».

« Andorra-la-Vella, lit-on dans un guide, est un village de six cents habitants, mal bâti et sans curiosité, à part les mœurs primitives de ses habitants et la gestion de son gouvernement. Dans toute l'Andorre on ne trouve généralement que de modestes auberges souvent malpropres où l'on aura soin de faire le prix d'avance... »

Faut-il préciser que ces lignes sont extraites du Baedeker édité en 1912. C'était l'époque où l'on pouvait louer un guide-interprète à l'hospitalet (en France) qui transportait l'audacieux jusqu'à Solder (Andorre) à dos de mulet pour 15 francs par jour. L'entrepreneur, en hiver, traitait l'exploit. En 1976, Andorre est restée un petit territoire, atteint du mal de la civilisation certes, mais qui malgré cependant, selon le propos de Jean-Auguste Brutail, d'être considéré comme « l'ultime survivance d'un régime universellement abolit : c'est le dernier état du Moyen Age et de lui vient un vil intérêt archéologique et humain ».

MOYEN AGE et féodalité. Les grands mots sont lâchés... Comment les oublier dans l'une des dernières seigneuries d'Europe, avec le Lichtenstein, la chancellerie de la France et de l'Espagne ? Deux copinches s'en partagent la souveraineté depuis sept cents ans : M. Giscard d'Estaing, en sa qualité de chef d'Etat, héritier des comtes de Foix, et S.E. Mgr Marfà y Aland, évêque de la Sec-de-Urgel, successeur de monseigneur Sala, qui avait échangé avec Borrell II, comte de Barcelone, certaines paroisses de Cerdagne et de Barga contre ces « alleux » andorrans. Chacun des copinches est représenté dans les vallées par son viguier : un diplomate, M. Claude-François Rostain, pour le président, et un juriste, M. Badilla Batalla, pour l'évêque.

S'il se pose des problèmes en Andorre, ce n'est pas au niveau des viguiers, personnes affables et compétentes, sentimentalement attachées à la coprinçauté, veillant scrupuleusement aux missions confiées à leurs représentants, les bailles, laissant aux conseillers généraux des vallées le soin d'administrer leurs copinches. Les conseils de paroisse et de « cuart », comme le conseil général, sont élus au suffrage universel par les Andor-

rans et les Andorrans de plus de vingt et un ans. Sont privés du droit de vote, les Andorrans dits de « première génération » nés dans la principauté de parents étrangers. Ceux de la deuxième génération ne votent qu'à partir de quarante-deux ans. Une exception est faite pour les Andorrans de ces deux générations ou les étrangers ayant eu la chance d'épouser une « pupille », c'est-à-dire une Andorrane de la troisième génération. Mais, de ce fait, les deux tiers des résidents andorrans n'ont aucun droit politique.

Le recensement de 1975 a dénombré 26 055 personnes vivant dans la principauté, dont 7 526 Andorrans pour 15 487 Espagnols et 2 056 Français. Viennent ensuite 395 Britanniques et quelques dizaines d'Allemands, de Portugais, de Belges, d'Américains, etc. Comme il n'y a pratiquement pas d'industrie dans les vallées, que l'agriculture est entre les mains des Andorrans de souche, tous ces résidents, d'origine étrangère, tiennent le commerce et le tourisme. Ce sont là les deux mamelles de la principauté, puisque chaque année près de trois millions de visiteurs, principalement Français et Espagnols, viennent s'approvisionner dans ce paradis du consommateur. Mais leur plaisir est souvent gâché au retour, pour ceux qui commettent des abus, par les services des douanes françaises et espagnoles. La principauté compte plus de 200 hôtels avec plus de 17 000 lits, presque un lit d'hôtel par habitant, ce qui constitue un record mondial qui n'est pas près d'être égalé.

L'affluence des touristes a engendré la vie facile, mais aussi la destruction des structures montagneuses et a remplacé la contrainte traditionnelle par une « mini-contrainte ». Les restrictions apportées au jeu de la démocratie, la volonté des Andorrans qui ne sont pas de la troisième génération de se faire entendre sur le forum, l'inscription des étudiants andorrans dans des universités de Toulouse, de Montpellier ou de Sélestat où la contestation fleurit sur le même sentier que la rhétorique, ont fait naître des groupes d'action et des tendances qui ne pouvant s'épanouir

au sein de partis politiques ou de syndicats, tous interdits, cherchent à s'exprimer par les mass media locales.

Ainsi est né Tribuna, revue d'information, de critique et de débats (imprimé en catalan, la langue officielle de la Principauté), que l'on peut qualifier de « progressiste ». Encore que ses animateurs se réclament de courants de pensées très différents. Tribuna voudrait « une authentique démocratie », une protection de la culture très particulière dans ces vallées longtemps fermées au monde extérieur, la défense de l'environnement, la préservation du patrimoine national, tout en demandant pour les jeunes des premières et deuxième générations ces droits identiques à ceux des Andorrans de la troisième génération.

En face, il y a le Poble Andorra, un journal plus qu'une revue, lui aussi édité en catalan et qui représente une tendance modérée, peut-être même conservatrice. C'est le porte-parole des notables, c'est-à-dire des élus du Conseil des vallées, des paroisses, des « cuart ». C'est dans ces assemblées que l'on veut préserver les droits des « vieux Andorrans », sauver les coutumes plusieurs fois centenaires. Les conservateurs ont déjà obtenu l'interdiction pour les non-Andorrans d'exercer une profession libérale dans les vallées.

N'a cru que souvent le boom touristique était arrivé à terme. L'année qui suivait apportait régulièrement un démenti aux pessimistes. Les points de coagulation urbaine donnaient constamment naissance à des tentacules qui grimpent sur flancs escarpés des vallées du Nord ou du Sud. Les Nappes multicolores des campings mordent chaque année sur les champs de tabac et les torrents qui coulent du Cortal d'Encamp, de la Peguera ou de la Comapedrosa, deviennent pendant l'été les déversoirs de papiers gras, d'emballages en plastique et de boîtes de conserves. Comment les truites peuvent-elles survivre à une telle pollution ? Peut-être grâce à ces providentiels orages d'été qui font tomber sur la montagne des pluies torrentielles et purificatrices !

Mais il semble qu'en 1976 la vague de la crise ait atteint le massif andorran. La prolifération des magasins en étrenelle compétition pour les mêmes produits, la hausse des tarifs spectaculaire dans l'industrie touristique — repas et chambres sont maintenant plus chers qu'en Espagne et les touristes espagnols ne sont autorisés à introduire en Andorre que 3 000 pesetas par personne, — le fait que tout ce qui est vendu dans les vallées et qui vient souvent du bout du monde, doit être amené par camion sur des routes de montagnes, tout cela a provoqué une flambée des prix.

Un certain mécontentement se fait jour. Cependant, la lutte des jeunes générations contre les notables s'arrête au moment des grandes avalanches touristiques pour renaitre l'hiver, lorsque les vallées sont longues. C'est ainsi que les élections du 12 décembre 1975 ont marqué, selon la secrétariat politique du groupe Tribuna, une nette évolution de l'opinion publique vers une nouvelle politique. Le rôle des caciques est mis en cause, même lorsque ces caciques sont les pères des jeunes contestataires.

Toutefois, la constitution de la coprinçauté n'est pas mise en cause. Chacun, dans un camp et dans l'autre, admet que la souveraineté a valu à Andorre des siècles paisibles, la préservation aussi bien des risques de la guerre civile espagnole que de l'invasion allemande pendant la seconde guerre mondiale. De 1936 à 1950, franchistes et républicains, réalistes et collaborateurs, ont trouvé refuge dans ces calmes montagnes, oubliant au contact de la gentillesse andorrane les motifs qui poussaient leurs frères à s'entre-tuer à quelques dizaines de kilomètres de là. Alors la question reste posée : l'avenir est-il dans le maintien du statu quo ou bien dans la totale liberté d'expression avec reconnaissance des partis politiques, des syndicats, d'une presse sans censure ? Certains pensent, comme Mirabeau, « qu'il faudrait peut-être commencer par obtenir cette liberté sans laquelle les autres ne peuvent être conquises ».

LÉO PALACIO.

## TUNIS

# L'émancipation féminine, la loi et la religion

DEPUIS quelques mois, on croise dans les rues de Tunisie des jeunes filles en jupes longues et en caftan, le visage encadré d'un voile court dissimulant leur chevelure et leurs épaules. Cette silhouette féminine nouvelle frappe dans la foule des Tunisiennes vêtues « à l'européenne » ou dissimulées de la tête aux pieds dans le « sefsari » traditionnel.

L'opinion a été brusquement provoquée le 1<sup>er</sup> octobre dernier lors de la cérémonie de « la nuit du destin » marquant le 27<sup>e</sup> jour du mois de Ramadan. Ce soir-là, une causerie réunissant traditionnellement les autorités religieuses et politiques pour une méditation sur Coran. La première surprise fut d'apprendre qu'une femme serait chargée de cette mission ; la seconde fut la gracieuse apparition de la conférencière dans le patio du ministère des affaires étrangères, où se trouvaient réunis, autour du président Bourguiba, le gouvernement et les représentants de la direction du culte. Mlle Hendi Chalbi, professeur de philosophie et de pensée religieuse dans un lycée de jeunes filles de Tunis, prit place devant les micros, dans un somptueux caftan rouge brodé d'or, son beau visage encadré du voile blanc de pèlerinage retombant derrière la nuque.

« La femme dans l'Islam », tel était le thème annoncé. « La femme musulmane est libre et émancipée, elle doit retrouver dans la pratique réelle de sa religion les droits qu'elle revendique inutilement dans le siècle » ; tel fut, en réalité, le sujet traité.

Ainsi vivait-on, dans le pays le plus avancé des pays arabes en matière de législation féminine, une scène inattendue que certains ont qualifiée de « pas en arrière » tandis que d'autres s'indignaient qu'une part très minime soit donnée à l'œuvre du président Bourguiba en matière d'émancipation féminine.

Depuis, la Tunisie commente ce discours fantôme (personne, en effet n'a pu consulter le texte de la conférence ni rencontrer son

auteur). Les rumeurs, dont Tunis a le secret, permirent cependant de faire rapidement le lien entre la conférencière et les jeunes filles voilées qui sont ses élèves, et, sans doute, ses disciples. L'hebdomadaire du parti destourien

## LA LÉGISLATION

13 AOÛT 1956 : code de la famille : interdiction de la polygamie ; divorce judiciaire ouvert aux deux conjoints.

MAI 1967 : droit de vote aux femmes, qui deviennent également éligibles.

20 FÉVRIER 1964 : Age minimum du mariage fixé à dix-sept ans et non plus à quinze ans pour la femme, qui peut aussi poursuivre ses études, recevoir une formation professionnelle. Faut-il la croissance démographique. Abolition du mariage sous contrat verbal.

1<sup>er</sup> JUILLET 1965 : vente libre des produits anticonceptionnels. Distribution gratuite de ces produits. Droit à l'avortement médical pour toute femme ayant cinq enfants vivants ; avortement gratuit et sans autorisation maritale exigée. Intention d'employer des jeunes filles de moins de quatorze ans. Embauche des mineures de quatorze à seize ans soumise à une autorisation du secrétariat aux affaires sociales. L'employeur devra souscrire à une assurance pour toute personne à son service et devra faire suivre aux employées mineures les cours d'alphabétisation ou de formation professionnelle.

1968 : la garde de l'enfant en cas de divorce est réglée uniquement en considération de l'intérêt de celui-ci.

MARS 1968 : en cas d'adultère, l'homme et la femme se voient infliger la même peine.

Dialogue a aussitôt senti l'importance de l'événement, son retentissement possible dans une société très partagée entre le modernisme et la tradition et souvent culpabilisée par l'impossibilité de jeter un pont entre deux voies également nécessaires, également

séduisantes. Dans de nombreux articles et lettres de lectrices et de lecteurs, la discussion se poursuivit à travers la presse. La grande absente est Mlle Chalbi, dont on peut s'étonner qu'elle hésite à se prononcer à nouveau dans un débat qu'elle a pourtant provoqué avec une mise en scène très réussie.

Ses jeunes disciples ont des ripostes foudroyantes : « La femme tunisienne n'a pas compris le sens de sa liberté », « Nous nous battons pour Dieu », « Nous ne voulons pas mimer les touristes », « A quoi d'autres répondent ? » « Il faut se garder d'une autre aliénation, celle qui consisterait à payer des fautes que l'on n'a pas commises, à mimer des valeurs traditionnelles auxquelles on ne croit plus dans leur forme. »

Si le débat suscite un tel intérêt, c'est qu'il répond à un malaise, à des incertitudes, à l'appel des sources.

Parallèlement au mouvement des lycéennes qui expriment leur nouveau combat sous le signe du voile, deux jeunes femmes tunisiennes viennent de publier leur premier roman : Aicha Chalbi a écrit Rached et Souad Gueloum la Vie simple.

Le monde rural qu'elles présentent, les femmes résignées ou révoltées qui traversent leurs livres expriment une réalité plus aiguë : la barrière créée par l'ignorance, la pauvreté et l'implacable verdict de l'opinion dans les villages et les villes de province, où les mères de famille (nombreuses) ont peu d'occasions d'analyser « l'esprit et la lettre ». Pour ne pas être métaphysiques, ces drames sont vivants et actuels, la rubrique des faits divers en témoigne d'ailleurs très souvent dans la presse nationale.

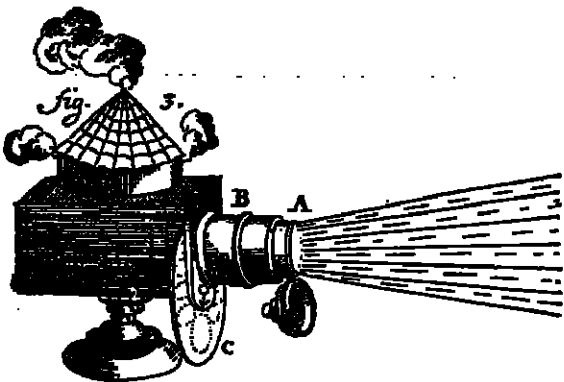
Pour ces femmes qu'un voile égale environne et qui tentent courageusement de s'en libérer, le code du statut personnel promulgué le 13 août 1956, au lendemain de l'indépendance, reste dans doute une raison plus immédiate et plus concrète d'espérer.

MANUELE PEYROL.

محاضرات الأهل



RADIO-TELEVISION



Vidéo et communication locale à Istres

UN OUTIL-ÉCOLE À LA CONQUÊTE DES GRANDS MÉDIAS

« Les moyens d'information ont des tendances : les grands médias et les ondes hertziennes, c'est le totalitarisme ; la télévision par câble, c'est le super-capitalisme ; la vidéo et les moyens légers, c'est plutôt le gauchisme. »

En quelques phrases, M. Pierre Schaeffer, ancien chef du service de la recherche de l'ex-O.R.T.F., résume ainsi, jeudi 24 juin à Istres, sa conception personnelle face aux nombreuses expériences de l'image et du son. Cette intervention de l'auteur de *Machines à communiquer* au cours du colloque international consacré à « La vidéo et les moyens multiples de communication locale » — colloque dont il assurait la présidence — n'est pas la seule critique adressée aux techniciens de la communication réunis à cette occasion.

Organisé à Istres, non loin de Marseille, du 24 au 28 juin 1976, ce colloque a regroupé une quarantaine de techniciens et de personnalités de l'audio-visuel venus d'horizons divers : représentants d'organismes officiels (ministère des affaires culturelles, secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, I.N.A., O.R.T.F.), universitaires et sociologues, membres d'associations culturelles, élus locaux et organisateurs d'expériences vidéo à l'étranger (Québec, Italie). A l'origine de cette initiative, les responsables du Centre d'études et de réalisations informatiques, audiovisuelles et multi-médias (CERIAM), et l'Etablissement public d'aménagement des rives de l'étang de Berre (EPABER).

Beaucoup d'arguments en faveur de la « communication locale » ont été avancés au cours de ces trois journées d'études, mais plusieurs participants ont également témoigné d'un certain désenchantement à son égard. L'arrêt récent (et provisoire ?) des expériences de Saint-Jérôme, au Québec, et de la Villeneuve de Grenoble n'y est sans doute pas étranger.

A Saint-Jérôme, c'est l'utilisation d'une « antenne collective » (émetteur

à faible puissance) qui vient d'être abandonnée. Pendant plusieurs mois, l'équipe du Vidéographe de Saint-Jérôme avait pour but de diffuser, grâce à cet émetteur installé en haut du clocher, quatorze heures de programmes par semaine. Des émissions réalisées avec la participation — et même le contrôle — des gens du village. Faute de relais financiers locaux, l'expérience a tourné court. Pour l'un des animateurs du Vidéographe, M. Robert Boissonault, invité au colloque, cet échec relatif mérite qu'on y réfléchisse : « Le pouvoir n'a accordé que des miettes. Les initiatives de communication locale entreprises au Québec ne débouchent pas sur une remise en question du système général d'information, qui reste toujours extrêmement centralisé. »

Autre mise en sommeil, en France cette fois : celle de la Vidéogazette de Grenoble-Echirolles. Depuis décembre 1973, l'équipe de M. Daniel Populus, profitant de la quasi-démolition des pouvoirs publics en matière de télédiffusion, avait entrepris, avec un certain succès, de donner la parole aux habitants du quartier de l'Ariquin (le Monde daté 27-28 avril 1975 et 4-5 mai 1975). Aujourd'hui, la Vidéogazette est muette, étranglée, elle aussi, voilà un mois, par l'absence de crédits.

Tirant les leçons de cette expérience, l'un des animateurs de la Vidéogazette, M. Leulier, ne s'est pas arrêté aux seules difficultés financières. « En donnant un moyen d'expression aux gens qui avaient quelque chose à dire, nous avions raison, a-t-il souligné, mais le maître de donner était mal défini. » Ainsi, semble-t-il, la sophistication progressive du matériel technique mis à la disposition des grenoblois aurait provoqué, parmi eux, un certain découragement.

Est-ce alors l'« outil » qui est en cause ? A Istres, les réponses ont été contradictoires. Certains, comme

M. Jean-Pierre Daniel, animateur culturel, estiment que « l'outil, conçu et fabriqué dans la logique d'un certain type de développement industriel, arrive déjà préprogrammé au moment de son utilisation ». D'autres, au contraire, considèrent que « tous les moyens peuvent être mobilisés pour toutes les fins ». Il s'agit là, a conclu M. Schaeffer, d'une « dialectique » essentielle : « Si les moyens sont tendancieux, a-t-il dit, il existe des possibilités de briser ces tendances et de les redéfinir. » Et il ajoute : « C'est une question de responsabilité. »

Pour la première fois, semble-t-il, à Istres, des élus locaux ont participé activement à un débat animé par des spécialistes de la communication et des médias. Bien que peu nombreux face aux techniciens, leur présence a permis d'évoquer concrètement l'utilisation des moyens vidéo en termes de pouvoir et de responsabilité politiques.

Deux réactions à noter : celle du maire d'Istres, M. Maurice Gouin (modéré, favorable à la majorité), qui, à la clôture du colloque, s'est déclaré très favorable aux expériences de vidéo locale dans sa ville. Sous réserve de ne pas y aller, il insiste : « Il ne faut pas de philosophie. »

A l'opposé, M. Gérard Saunade, conseiller général de l'Hérault (socialiste), n'a pas caché qu'il abordait cette question en tant qu'homme de parti. Son objectif, dit-il, c'est de prendre le pouvoir. Responsable d'un groupe de production, le Vidéo Animation Languedoc (VAL), qui tourne dans le département depuis octobre 1975, M. Saunade a reconnu qu'il cherchait, « dans un premier temps, un moyen de diffuser, au niveau local, une autre information, de se faire entendre et de contester le pouvoir central. Dans un second temps, a-t-il ajouté, il s'agit de rendre à tous ce pouvoir d'information et de faire en sorte que les consommateurs deviennent également des producteurs. Formule peut-être utopique, mais d'une contre-information à la

collectivisation de ces moyens d'information — avec la bouleversement des attitudes culturelles que cela suppose — c'est bien là, en effet, toute la difficulté.

Quant aux techniciens, « coincés » entre les institutions qu'ils servent et leurs convictions personnelles, ils se sont montrés, dans l'ensemble, peu désistés sur ce point.

Reste la question du public. Il faut mettre la technique à la portée de tous : les participants étaient unanimes à le dire. Mais cela est-il vraiment réalisable ? « A la base », comme un besoin ?

« Là où les moyens arrivent, il y a des gens pour les prendre. » M. Olivier Gagnier, responsable du Studio Mobile Vidéo de l'association Education et Vie sociale, répond par l'affirmative. Il énonce depuis trois ans, avec son vidéo-bus, la région parisienne à la demande des associations socio-culturelles (le Monde du 14-15 décembre 1975) et, selon lui, il existe bien un besoin. Mais ce besoin est fugitif. « La demande se cristallise sur une action particulière », a-t-il constaté. En clair, les personnes intéressées ne deviennent, dans la plupart des cas, ni des pratiquants réguliers ni des utilisateurs occasionnels. Une fois le vidéo-bus passé, l'expérience est terminée.

Résultat : ces moyens merveilleux d'expression et de communication n'ont jusqu'ici, à quelques exceptions près (comme à Grenoble), que contribué à créer de petits ghettos culturels, généralement coupés des uns des autres.

C'est là le danger. En Italie, certains l'ont bien compris qu'il, aujourd'hui, développement de la vidéo et le nombre de personnes capables de s'en servir. Région pilote — de cette entreprise : l'Emilie-Romagne. Tout a commencé en 1973, explique M. Richieri, membre du conseil régional de Bologne, avec la création de plusieurs groupes de travail formés à la pratique du

magnétoscope. Ceux-ci ont réalisé des séquences dans leurs quartiers, dans leurs usines ou au sein d'associations de locataires. Cette production, diffusée dans d'autres quartiers ou dans d'autres usines, a permis aux habitants de Bologne de confronter leurs expériences, de s'unifier et de s'organiser. Ces « unités de base » se sont développées. Leur objectif aujourd'hui : parvenir à diffuser leurs productions sur les chaînes nationales et dans les émissions régionales de la radio et de la télévision d'Etat. La récente réforme de la RAI leur en donne, en effet, la possibilité : des créneaux ont été ouverts dans les programmes pour que les collectivités locales, les partis politiques, etc., puissent s'exprimer librement. Une occasion d'établir des passerelles entre la petite production locale et la grande production nationale, que M. Richieri et ses amis n'entendent pas laisser passer.

En France, on est loin du compte. La seule expérience de ce type est, à notre connaissance, celle du bus multi-média de la jeunesse et des sports de Nice. Grâce à un accord conclu en septembre 1975 avec FR3, les utilisateurs de ce vidéo-bus (des adolescents de moins de seize ans) disposent, chaque semaine, de cinq minutes d'antenne pour présenter leurs réalisations aux téléspectateurs. En France, on est loin du compte. La seule expérience de ce type est, à notre connaissance, celle du bus multi-média de la jeunesse et des sports de Nice. Grâce à un accord conclu en septembre 1975 avec FR3, les utilisateurs de ce vidéo-bus (des adolescents de moins de seize ans) disposent, chaque semaine, de cinq minutes d'antenne pour présenter leurs réalisations aux téléspectateurs.

En France, on est loin du compte. La seule expérience de ce type est, à notre connaissance, celle du bus multi-média de la jeunesse et des sports de Nice. Grâce à un accord conclu en septembre 1975 avec FR3, les utilisateurs de ce vidéo-bus (des adolescents de moins de seize ans) disposent, chaque semaine, de cinq minutes d'antenne pour présenter leurs réalisations aux téléspectateurs.

troupe — pour pratiquer cette offensive, en leur assurant une pratique (et une critique) de l'image par l'intermédiaire des petits médias. Le magnétoscope deviendrait alors un « gadget » ou un « outil-école » et non une fin en soi.

Dans le règne de l'image, la radio fait figure de parent pauvre. Paradoxalement, le colloque d'Istres lui a pourtant découvert des vertus inexplorées. Cette habitude du son — « aussi normale aujourd'hui que la lumière électrique » — comme l'a dit un participant — pourrait bien connaître, au cours des prochaines années, une nouvelle jeunesse. M. François Billietoux, membre du Haut Conseil de l'audiovisuel, en est, pour sa part, convaincu. « Je crois, a-t-il affirmé, en la nécessité d'inventer de nouvelles pratiques de la radio-diffusion, satisfaisant les besoins réels en matière d'information et mettant les hommes directement en contact avec les hommes. » Au système actuel, où une minorité s'adresse à une majorité saturée d'informations qui finalement la concernent assez peu, pourrait se substituer un système horizontal d'échanges radiophoniques, fonctionnant au plan local, régional, national, voire même international.

Richie en idées et en oromesses, le colloque d'Istres n'a néanmoins pas résolu la question essentielle que M. Schaeffer s'est plu à poser de la façon la plus sceptique qu'il soit : « Soigne-t-on une société malade de technologie par une autre technique ? Et les populations veulent-elles de ce pouvoir qu'on leur tend ? »

CATHERINE GUIGON.

LES DRAMATIQUES SUR FRANCE-CULTURE

Beaucoup plus qu'un théâtre pour aveugles

« *T*OI, Emmanuelle, tu te déplaces jusqu'à la table, tu entres, choques un peu les bouteilles. Vous ne devez pas rester immobiles. » Emmanuelle Riva pour la troisième fois recommence. Anne Lemaître, dans la cuisine, derrière la vitre éteinte, guette, elle suit, baissant à tout moment les yeux vers son texte, le texte d'un *transmuseo* nommé *désir*, de Tennessee Williams. Un texte annoté au crayon et réduit, afin de ne pas dépasser le temps. A nouveau, le bruit sort du studio. Il reviendra dans les cinq minutes avec un vieux téléphone noir, un balai et un sac à main démodé dont le fermoir claque et qui contient un porte-monnaie rempli de pièces. Ces objets un peu absurdes semblent sortir d'une malle d'accessoires pour le théâtre. Pourtant, on est ici à la radio. Anne Lemaître est ce metteur en scène spécial qu'on appelle réalisateur, elle travaille à une dramatique pour France-Culture.

Studio 115 : le nombre de personnes dans la cabine est à peu près le même : l'assistante, la metteuse, l'ingénieur du son, le pupitre et Alain Barroux, le réalisateur, attentif aux mots. En face, de l'autre côté, dans l'auditorium, assis à une petite table, seul devant son micro, Michel Bouquet lit du Chateaubriand, interrompu parfois par Alain Barroux pour une légère erreur, parce qu'un ton plus intérieur conviendrait mieux, ou parce que, pour ce passage, il faut s'éloigner du micro.

Lire, relire et discuter

Ainsi, chaque jour, dans les studios de Radio-France, s'élabore un travail d'acteur d'une nature particulière. Des comédiens devenus lecteurs interprètent des œuvres pour le répertoire dramatique de France-Culture. Car la Comédie-Française n'est pas la seule à présenter à la radio, le dimanche après-midi, les pièces de son répertoire (ce rendez-vous traditionnel est fixé par le cahier des charges). Quatre soirées de la semaine sont consacrées aux dramatiques radiophoniques. Et il s'agit là d'émissions bien différentes : le lundi et le samedi sont diffusées des œuvres écrites spécialement pour la radio et par des scénaristes habitués à ce langage — parfois les mêmes qui écrivent pour la télévision — ou, au contraire, par des débutants qui envoient leur premier texte.

Le jeudi est réservé au théâtre : théâtre de répertoire, une semaine, théâtre de découverte, la semaine suivante. Ainsi, deux fois par mois sont diffusées des pièces montées auparavant et qui, parfois, sont accompagnées

d'une présentation historique — lorsque à leur tour sont associés des noms de l'histoire du théâtre tels Dullin, Cocteau, Pitoëff, par exemple. Les deux autres jeudis, Lucien Attoun propose au public des auteurs contemporains, à qui il donne une chance de se faire connaître. Le travail accompli par Lucien Attoun n'est pas seulement celui d'un producteur de radio. Ses activités parallèles dans l'édition, l'animation de « Théâtre ouvert », en marge du Festival d'Avignon, chaque année depuis 1971, lui permettent d'agir sur la création, de faire de la recherche : « Cette recherche de textes nouveaux, d'auteurs à « diffuser » est précédée par des lectures les plus importantes d'une radio de service public, dit Francis Antoine, responsable des réalisations dramatiques de France-Culture. Nous avons la possibilité de faire écouter, de faire connaître des œuvres ignorées, si elles n'ont pas été montées, ni même éditées. Nous sommes peut-être, selon certains, le dernier espoir de la télévision, mais quand celle-ci ne peut plus, faute de moyens suffisants, accomplir sa mission de création, la radio retrouve l'importance qu'elle avait un peu perdue dans ce domaine. »

Avant la « mise en ondes » (expression qui n'est plus guère utilisée), l'équipe de France-Culture procède à un véritable travail littéraire. Un comité de lecture examine tous les textes reçus. Ils sont tous — systématiquement — lus, relus parfois, puis discutés. On rencontre les auteurs, pour leur demander parfois des modifications de construction ou d'écriture. « Ils racontent parfois trop, la radio permet d'avoir recours à l'ellipse. Il faut pratiquer une certaine économie de langage, ne pas tout expliquer », dit Francis Antoine.

Puis on choisit parmi les réalisateurs celui qui montrera tel ou tel texte, selon ses qualités propres, ses affinités, la nature de son travail. Les dramatiques sont attribuées, distribuées. Alors commence le travail d'analyse du texte. Le réalisateur chargé de le mettre en espace sonore, de l'adapter selon sa sensibilité, réfléchit d'abord à la distribution, choisit les voix. « Nous devons chaque fois recommencer pour trouver les comédiens qui conviennent au rôle, dit l'un. Nous avons de la chance puisque les comédiens aiment faire de la radio. Ils sont pour nous très disponibles. La rapidité du travail — une rapidité imposée — leur permet de trouver le temps nécessaire. Même s'ils ont d'autres engagements, ils acceptent de venir : cela n'est jamais long. Ils n'ont pas à apprendre le texte, puisqu'ils le lisent. Ils trouvent là une occasion de s'exercer, de travailler un

peu pour eux. Ils sont plus libres à la radio, ils peuvent aller plus loin dans l'expérience, donner d'eux-mêmes davantage. »

« Les comédiens qui travaillent avec nous, ajoute Alain Barroux, ne le font pas pour être riches. Ils sont mal payés. Il est dommage, cependant, que de jeunes acteurs ne puissent pas se faire connaître par ce travail de radio ; celui-ci exige des acteurs confirmés, très entraînés. Très bons lecteurs, avant tout. »

Pour le réalisateur aussi, la marge de création est très grande à la radio. Il fait ce qu'il veut, comme il le sent. Les impératifs techniques sont moins lourds qu'à la télévision, pour ne pas parler du cinéma. Un réalisateur doit inventer, rapidement. Mais il n'est pas seul. Il travaille en équipe. La collaboration entre le réalisateur et l'ingénieur du son est très étroite. On reconnaît d'ailleurs facilement le preneur de son, et des réalisateurs comme René Jentet ou José Pivin choisissent toujours le même opérateur, ce qui donne à leurs émissions une couleur particulière.

La musique des bruits

Mais Jentet comme Pivin, depuis un certain temps, élaborent leurs propres créations radiophoniques. La « mise en ondes » de textes existants devient poème sonore.

« Mettre en ondes ? explique encore Francis Antoine. Ce n'est pas accommoder systématiquement une pièce avec une « source » de bruits, pour faire un bruit. Il n'est pas nécessaire d'accompagner une séquence du bruit de l'orage, de la pluie, du train qui sifflie ou de la porte qui claque. Non qu'il faille supprimer systématiquement le bruitage : celui-ci n'est pas à proscrire. Simplement il faut l'utiliser comme une musique. Disons que la mode est différente. Le découpage des plans sonores, les rythmes, sont de beaucoup plus importants. »

Le réalisateur fait une analyse assez intellectuelle du texte, il établit d'avance un plan, prévoit ce qui sera dit en avant, en arrière, à l'extérieur. De façon moins traditionnelle, elle utilise la technique du *travelling*, la succession de gros plans et de plans moyens. Mais ce décor sonore est souvent improvisé au cours de l'enregistrement, parce qu'il devient nécessaire de modifier certains plans pour utiliser les possibilités des acteurs. Le découpage est d'autant moins respecté que la plupart du temps, les réalisateurs n'enregistrent pas en stéréophonie. Ce moyen de « faire davantage » est abandonné. A quel bon en effet,

puisque la majorité des émissions sont diffusées en monophonie, monophonie qui réduit les sons à une source ponctuelle et détruit en partie l'impression d'espace sonore ?

Domage, dira-t-on, quand précisément les réalisateurs de la radio sont tous persuadés qu'un travail de recherche, un travail de « laboratoire » peut être accompli sur des textes grâce aux possibilités de la stéréophonie. Si la tendance qui consistait à délaisser les mises en dramatiques, à les abandonner à une certaine routine se renverse un peu, ce secteur demeure malgré tout le parent pauvre à France-Culture. La chaîne ne pratique pas les sondages d'écoute (mais « qui nous écoute ? » semblent se demander les réalisateurs). Le public est mal connu. Il y a, bien sûr — et c'est très important — un public de professionnels du théâtre pour qui cette présentation régulière de textes inconnus ou mal connus est une aide dans la prospection. Et puis il y a aussi les auditeurs traditionnels, âgés ou inactifs, qui envoient des lettres mécontentes si tel texte leur semble malmené, traité « autrement ». Mais comment définir l'ensemble des auditeurs ? Certains réalisateurs les sollicitent avant ou après leurs émissions, demandent des lettres. Ils en reçoivent.

Ils en reçoivent surtout à propos des feuilletons, des évocations historiques, des lectures de livres. Car se sont les mêmes qui réalisent ces émissions de genres très différents. Ils ont même à « monter » des textes envoyés d'Afrique francophone pour les renvoyer dans les pays d'origine, après « traitement », « interprétation » en France.

Les réalisateurs sont peu nombreux : sur une vingtaine qui travaillent, une dizaine sont occupés en permanence. Ces dix dont on retrouve les noms presque quotidiennement, au fil des programmes. Vingt, c'est peu, et certains regrettent un certain malhustanisme qui rend difficile le renouvellement, qui contraint à des cadences de travail trop rapides. Le corps des réalisateurs recrutés sur concours est fermé. Une règle empêche l'intrusion de réalisateurs extérieurs. Mais, depuis plusieurs années, certains réclament un contrat et demandent à ne plus être rémunérés au cachet. « Nous devons être deux fois plus nombreux, dit l'un d'eux, mais pas plus : il faut maintenir la spécificité du métier. » Un métier que chacun accomplit différemment, dans sa voie propre, avec ses « trucs », ses manières de faire, de chercher.

Is ne font pas du théâtre pour aveugles, ils transcrivent. Ils veulent préserver le verbe, sauver les textes. Ainsi,

récemment, ont été diffusées treize pièces romancées, françaises et allemandes. Ce « cycle », qui allait du *Prince de Hombourg* à *Lorenzaccio* en passant par *Woyzeck*, donnait à entendre Kleist, Musset, Büchner, Hugo, Dumas. Les réalisateurs étaient différents. Ils avaient fait une partie du travail, une lecture. Ils donnaient à inventer cette série autour d'un thème a permis de voir combien le pouvoir d'évocation, de rêve de la radio est fort.

La radio n'impose rien, elle propose. Et aucun auditeur ne la reçoit de la même façon. L'auditeur est libre. Liberté comparable à celle du lecteur, qui dispose à sa guise du contenu d'un livre ; liberté différente, cependant : l'acte matériel de lire implique un effort du cerveau, qui déchiffre avant d'imaginer, qui doit rester conscient des phrases et de leur ponctuation, qui suppose une lenteur nécessaire, une lenteur silencieuse. Un effort en deux temps. A la radio, le premier temps est aboli. Des voix, des bruits, sont donnés ; un rythme est imposé, perçu. Reste à inventer, à fabriquer les images. La complexité des abstractions, le sens d'un texte, deviennent sur-le-champ intuition concrète, sonore, simple impression physique. Car on réagit physiquement à telle voix enrouée, ou hésitante, ou grave, ou chaleureuse. Le personnage tout entier dans une voix, le personnage sans visage ni vêtement est là, tout nu, ne pouvant se perdre dans l'anecdote du costume. Il est sans masque, et retient toute l'attention de l'auditeur. Le timbre de sa voix, son ton, deviennent une totalité impérieuse, puissante. Absente, cependant. Mais le Commandeur qui menace Don Juan est-il visible ? C'est l'absence des personnages qui les rend présents.

La force de la radio vient de la nécessité de se concentrer pour donner forme à cette — à ces — présences. L'attention ne peut se disperser ni se relâcher. On n'a pas le recours facile des images, qui, au cinéma ou à la télévision, sont données, définies, figées, parfois, dans une sorte de rigidité, inertes comme des pavés au fond de l'eau, celles-ci en viennent à interdire tout acte de re-création, d'invention personnelle. La radio donne de façon plus ou moins violente un climat, elle devient source de fantastique, elle offre mille possibilités, qui, dans l'imaginaire de chacun, se condensent en une représentation unique, simple et indivisible. Un lien individuel, individualiste se crée entre l'auditeur et ceux qu'il écoute. Et il advient que l'on oublie que jamais une voix n'est innocente.

MATHILDE LA SARDONNIE.







**Jeudi 8 juillet**

13 h. 35, Emissions régionales ; 14 h. Aujourd'hui madame ; à 15 h. 30 (R.), Série : Au

**CHAÎNE 1 : TF1**  
12 h. 30 (C), Midi première ; 12 h. 45 (C),  
Jeunes professions ; 13 h. 35 (C), Émissions ré.

13 h. 35, Journal pour les sourds et les mal-entendants ; 14 h., En attendant l'été ; à 15 h. 30 (R.), Série : Hawaï, police d'Etat ; 18 h., Magazine du spectacle : Penhum ; 18 h. 55, Jeu : Des

**Lundi 12 juill**

13 h. 35, Emissions régionales ; 14 h., Aujourd'hui, madame ; à 15 h. 30 (R.), Série : Au cœur du temps ; 16 h. 20, Aujourd'hui maga-

Du 6 au 12 septembre, France Culture lance, sous la direction de François Billeludon, «Radio-Solitude». Cette nouvelle expérience, qui sera menée dans les Cévennes, sur un territoire dont le superficie équivaut à celle d'un département, mais dont la population n'excède pas celle d'une commune, vise à faire connaître et utiliser l'instrument radiophonique comme moyen d'investigation sociale et culturelle et de rendre compte de la vie quotidienne de ses habitants.

7 h. 2, Poésie ; 7 h. 5, Matinales ; 8 h., Les chemins de la connaissance ; à 8 h., Quand le peuple prend la parole ; à

Nous publions ici une sélection effectuée parmi les swists des

7 h. 2. Quotidien musical : 5 h. 7. Petites formes : 9 h. 8.  
La règle du jeu : 11 h. 55. Sélection concert : 12 h. 10.  
chanson : 12 h. 45. Jazz classique :  
13 h. 15. Musique d'aujourd'hui : 15 h. 10.  
Portrait de musiciens : 16 h. 10.  
(Malliar) : 17 h. 20. Écoute, magazine musical : 18 h. 3.  
Musique et instruments : 18 h. 30.  
niste Y. Asterhild interprète : 19 h. 20.  
20 h. Concours international de guitare : 20 h. 20. Musique  
de la police nationale, direct. P. Sigot : 21 h. Ouverture lyrique  
(Cavalli) : 21 h. 15. Concerto pour piano (Scriabin) : 21 h. 15.  
Garcia à découvrir : « Sonate »  
(Ravel), « Duo pour violon et violoncelle » (Kodaly), « Suite  
(Respighi), avec R. Friton », « Sonate pour violon et piano  
Garnaud, violoncelle : 22 h. 30. France-Musique la nuit, Cordé  
pinches : 24 h. La clé : 1 h. Non écrites (Thibet).

Nous publions ici une sélection effectuée parmi les swists des

[illegible]

هكذا من الأصل





SOCIÉTÉ  
ENQUÊTE

## La retraite, espoir et réalités

QUATRE salariés sur dix souhaitent partir en retraite à cinquante ans et un sur trois attendra l'âge de soixante-cinq ans. Mais quand les candidats au repos savent quelle sera alors la modicité de leurs ressources — car, autre constatation, le plus grand n'ont aucune idée du montant de leur pension, — les projets sont modifiés : 10 % de ceux qui avaient hâte de s'en aller le plus vite possible considèrent qu'il leur faudra rester à la tâche cinq ans de plus. Et, dans la même proportion, ceux qui voulaient se reposer à soixante-cinq ans envisagent de continuer à travailler.

Tel est l'un des principaux enseignements d'une enquête que la C.F.T.C. a fait mener par la SORFES au mois de mars dernier, auprès d'un millier de salariés affiliés au régime général de la Sécurité sociale. Les cadres en étaient exclus ainsi que les travailleurs des régimes spéciaux : fonctionnaires, cheminots, électriciens, agriculteurs, etc., et la répartition socio-professionnelle ayant été respectée, les enquêtés ont pu dégager d'autres précisions.

Théoriquement, à cinquante ans, la retraite de la Sécurité sociale représente 25 % du salaire plafonné (le plafond est de 3 180 F à l'heure actuelle) avec 3 % de plus par année entre cinquante et soixante-cinq ans. A soixante-cinq ans, la retraite est de 50 % du salaire plafonné avec 2 % de plus par an au-delà de soixante-cinq ans. Il s'y ajoute environ 20 % de retraites complémentaires. Pratiquement, ces taux ne sont jamais atteints pour de multiples raisons : décalage de cotisation, changement de statut, décalage sur le calcul de base sur les dix meilleures années, etc.

Cependant, les « O.S. » (24 % des personnes interrogées), et les « manœuvres » (29 %), valent le plus possible, c'est-à-dire la pénalité et le manque d'intérêt de leur besogne. Les capacités professionnelles au contraire, peuvent inciter à travailler plus tard. La situation familiale est un autre élément déterminant. Les conjoints prennent très souvent en considération leurs pos-

sibilités de retraites respectives, et donc les ressources ultérieures du ménage. Les femmes, dans l'ensemble, veulent travailler au-delà de cinquante ans (43 % parmi les célibataires, veuves et divorcées et 29 % parmi celles qui sont mariées).

Plus on approche de la retraite, plus on repousse la date de départ. Il est à noter que la « plage » de cessation entre cinquante et soixante-cinq ans ne retient pas l'attention. A mesure que le revenu mensuel du foyer augmente, l'intérêt pour l'activité à cinquante ans augmente : 28 % pour les revenus de moins de 1 200 francs et 54 % pour ceux qui avoisinent 4 000 F. (Il s'agit de non-cadres). Au-delà de ce chiffre, les intentions de départ fléchissent (46 % au lieu de 54 % à cinquante ans et 19 % au lieu de 29 % à soixante-cinq ans) en raison notamment de la réduction du niveau de vie qu'entraînera la retraite. Dans les milieux ruraux, l'accentuation du désir de cesser le travail est sans doute liée à la possibilité d'une activité secondaire : jardinage, bricolage, etc.

## Travail à mi-temps

D'autre part, la C.F.T.C. considère que l'âge de la retraite ne doit pas être uniforme. Elle a donc fait interroger les personnes questionnées sur l'hypothèse d'un travail salarié à mi-temps combiné avec une demi-retraite à cinquante ans. Le quart des salariés ont été intéressés par la formule (10 % des hommes et 34 % des femmes). Outre un moindre coût pour les caisses de retraite, cela amènerait, entre le travail à temps plein et la retraite totale, la transition que préconisent les gérontologues.

De tout cela, l'organisation chrétienne déduit que l'abaissement du seuil du droit au repos ne coûterait pas 15 ou 16 milliards comme le prétendent le gouvernement et le C.N.P.F. en tablant sur un départ massif de tous les sexagénaires. M. Jacques Tessier, le président de la C.F.T.C., est persuadé que la dépense supplémentaire serait d'environ moitié moindre.

JOANINE ROY.

## CORRESPONDANCE

## Défense et illustration du pastis

Le « Point de vue » de M. Alain Barjot, vice-président du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, publié sous le titre *Pastis*, c'est mourir un peu... (le Monde daté 30-31 mai), nous a valu un abondant courrier. Les partisans du pastis se sont mobilisés pour défendre leur boisson favorite. Curieusement, un certain nombre de leurs lettres reprennent mot pour mot et chiffre pour chiffre les mêmes arguments, et parfois même ceux des lettres précédentes d'un même contenu — en Haute-Savoie, par exemple, — d'où nous est également parvenue la protestation d'un hôtelier qui résume toutes les autres...

De leur côté, les sociétés productrices de spiritueux anisés (Casanis, Fustis Dural, Pernod et Ricard) mises en cause nous ont fait parvenir la réponse qu'on lira ci-dessous.

M. Alain Barjot n'aime pas le pastis et le dit bien haut. C'est son droit le plus absolu. Encore faut-il se battre loyalement. Lutter contre l'alcoolisme n'a jamais justifié ni les coups bas, ni cette forme de racisme étonnante à l'égard du pastis.

Alcoolisme : premier fléau social en France ? Et les maladies cardio-vasculaires, le cancer ? L'alcoolisme reste une cause de mortalité trop importante. Mais est-il de bonne tactique de dénigrer les Français « champions du monde de l'alcoolisme » et de les culpabiliser ? En fait, la consommation d'alcool pur par habitant par an diminue régulièrement. Mais cette loi de fond statistique ne doit pas masquer le véritable problème qui est celui du comportement individuel face à l'alcool. Il faut se demander pourquoi certains, heureusement en faible minorité, cherchent refuge dans l'alcool face aux agressions psychologiques, sociales, économiques qu'ils ressentent dans leur vie de famille, leur travail ou leur cité. Faut-il les montrer du doigt, leur jeter la pierre, les dénigrer et leur faire

peur ? Ne vaut-il pas mieux les informer, les éduquer, les convaincre, avec charité, venir à leur secours ? L'anathème n'a jamais guéri personne.

Comme le reconnaît ingénument M. Barjot, les soldats de l'anti-alcoolisme battent en retraite devant l'armée des vigarons au lieu de chercher à éduquer les Français sur une consommation raisonnée de vins de table de qualité et de substitution la recherche de produits nouveaux tirés de la vigne et qui pourraient apporter aux vignerons les compléments de ressources dont ils ont besoin. Se réjouissent-ils de savoir que l'Italie nous a dépassés pour la consommation de vin ? L'affaire est trop difficile sans doute, alors on va tenter de disqualifier le pastis, cet alcool de « fabrication industrielle », oubliant qu'il provient exclusivement de la distillation contrôlée par l'Etat de vins, cidres et sucres naturels de betterave. C'est de l'alcool agricole et pas de l'industriel. Il est né comme tous les autres, de la terre et des plantes qui ont transformé le soleil en sucres. Et pour le parfumer, ce sont d'autres plantes encore, l'anis et la réglisse, qui, par distillation et macération, lui apportent saveur et arôme. L'industrie n'intervient que pour mettre à leur disposition des moyens techniques, parfois d'avant-garde, pour produire des spiritueux sans défaut.

Chargé de péchés, le pastis bouc émissaire doit être puni. On le fera par la fiscalité et par l'interdiction de publicité. Il faut savoir que, représentant 6 % de l'alcool pur consommé, le pastis supporte la moitié des droits et taxes qui frappent l'ensemble des spiritueux. L'Etat perçoit par divers impôts fiscaux et paratfiscaux 75 % du prix de vente d'une bouteille, plus que sur les cigarettes. Les anis contribuent pour 1 % au budget national. Les fabricants d'anis sont et ont toujours été favorables à une taxation des spiritueux qui dissuade

par les prix certains d'entrer dans la voie dangereuse de la surconsommation. Mais la dissuasion fiscale spécifique de certains produits peut devenir excessive et on ne fait alors que déplacer le problème. Ceux qui recherchent l'alcool bon marché le trouvent dans d'autres boissons peu ou pas taxées ou dans la fraude si facile dans un pays comme la France.

Les fabricants d'anis sont aussi partisans d'une réglementation de la publicité des boissons alcoolisées. Mais comment justifier la liberté totale en faveur de certains et l'interdiction absolue totale pour d'autres, ceux qui sont classés dans le fameux cinquième groupe ?

Allongé d'eau comme c'est l'usage, le pastis tire le plus souvent 7,5° et parfois moins. C'est la moins alcoolisée des boissons prises habituellement avant un repas. Le professeur Lereboullet a établi, par ailleurs, que les boissons de faible degré alcoolique, même absorbées à jeun, entraînent une alcoolémie moins élevée que les boissons fortes. Ce sont des faits. Ils mériteraient d'être mieux connus des consommateurs. Comment le faire savoir sans publicité ?

On reproche aux fabricants de pastis, responsables de leurs entreprises et de leurs marques, de faire de la publicité en dépit de la loi. Cette loi, injuste parce que discriminatoire, est en outre mal faite. Elle a été déjouée sans tenir compte de l'avis des professionnels, elle est encore ouverte aux notions de responsabilité et de modération devant la consommation d'alcool. Pourquoi s'indigner que les fabricants utilisent à leur profit la faible légalité qu'ils avaient dénoncée, la fameuse « anisette » ? Pour simplifier, disons que l'anisette chère aux pays méditerranéens et dont la dose homéopathique dépasse trois millions de bouteilles en France, est une liqueur d'anis qui se différencie de sucre beaucoup plus important. Classée de ce fait (?) dans le quatrième groupe, l'an-

isette est totalement libre de publicité. Dans ces conditions, les tribunaux ont reconnu qu'il était licite de faire la publicité d'une anisette, « même si son nom évoque indiscutablement celui d'un produit du cinquième groupe ». Il n'est donc pas étonnant que les « parquets » semblent rester dans l'expectative, car eux connaissent la jurisprudence et l'interprètent soigneusement. Il est parfaitement inadmissible à l'égard des magistrats comme des producteurs de laisser entendre qu'il y aurait une quelconque collusion entre groupes de pression.

La législation française sur la publicité est discriminatoire à l'égard des spiritueux importés, comme le whisky, le gin, la vodka. Par mesure de rétorsion, en raison des obstacles rencontrés en France, nos partenaires dressent, eux aussi, devant nos produits des barrières de tous ordres. Les fabricants français croient en la concurrence et fondent de grands espoirs dans l'exportation. Encore faut-il qu'ils ne soient pas handicapés sur leur propre marché et sur les marchés extérieurs qu'ils cherchent à conquérir, parfois à grands frais, toujours en déployant des efforts opiniâtres.

Nous ne voudrions quand même pas qu'une mauvaise querelle cherchée au pastis laisse un goût de juridisme et de bataille de chiffres. L'anis, c'est un bonbon tout autre chose. Le pastis, c'est une fois sur deux l'apéritif des Français. C'est celui qu'on offre ou qu'on reçoit entre amis, entre parents, chez soi, au café, en vacances. C'est un peu de soleil et de parfums provençaux qu'on dispose tel un décor pour goûter une simple moment de détente, une pause dans la journée ou prélude à un repas qui sera marqué par la convivialité. On ne boit pas un pastis tout seul. Il faut être raisonnable, et les Français le sont. Pourquoi alors vouloir détruire une facette de ce qui détermine pour de nombreux Français, et maintenant pour des étrangers, une certaine qualité de la vie ? Le pastis, c'est un savoir-bien-vivre.

## FEUILLETON

## Un train d'or pour la Crimée

LONDRES, mai 1854. — Edward Pierce, qui se prépare à attaquer un train rempli d'or à destination de la Crimée, a déjà repéré la cachette d'une des quatre clés commandant l'ouverture des coffres blindés.

LE BUREAU  
DU CHEMIN DE FER

Les chemins de fer anglais se développent à une allure si phénoménale que la ville de Londres fut déborder de la ville, aussi loin qu'elle le pouvait, et là s'élevait une station terminale. Vers la moitié du siècle, on attaquait cette façon de procéder. Le premier argument était que pour faire pénétrer des lignes à l'intérieur de la ville on devait déloger de pauvres gens et démolir leurs habitations. Par ailleurs, on insistait sur l'inconvénient pour les voyageurs d'être obligés de traverser Londres en voiture pour se rendre d'une gare à une autre afin de poursuivre leur voyage.

En 1846, Charles Pearson proposa des plans pour l'établissement d'un énorme terminus, à Ludgate Hill, mais l'idée ne fut jamais adoptée. Au contraire, après la construction de plusieurs gares — les plus récentes étant la gare Victoria et celle de King's Cross en 1851, — la fureur des débats publics suscita un moratorium arrêtant les constructions.

Par la suite, l'idée d'un terminus central londonien fut complètement abandonnée et l'on construisit de nouvelles gares isolées. L'arrêt à la construction qui se produisit au milieu du siècle laissa plusieurs lignes dans de mauvaises conditions. Le chemin de fer du Sud-Est qui reliait Londres à la ville côtière de Folkestone, située à 80 miles, était dans ce cas. La ligne du Sud-Est n'eut accès au centre de Londres qu'en 1851 lorsque fut reconstruit le terminus de London Bridge.

Situé sur la rive sud de la Tamise, près de son homonyme, le pont de Londres, London Bridge était la plus ancienne

station de chemin de fer de la ville. Elle avait été construite en 1836 par la ligne de chemin de fer Londres-Greenwich. Cette gare ne fut jamais populaire. On la disait « inférieure dans sa conception » à d'autres gares plus tardives comme celles de Fenchington et de King's Cross. Quand on la reconstruisit en 1851, l'*Illustrated London News* rappela, cependant que « la façade (1) de l'ancienne gare se distinguait par son chic et par son caractère artistique ».

Il faut reconnaître cependant que la nouvelle gare de London Bridge était peu satisfaisante. Cette bâtisse à deux étages en forme de L avait un aspect utilitaire et neutre, avec sur la gauche une rangée de boutiques normales et, sur le devant, la gare principale, sans ornements, à l'exception d'un clocher placé sur le toit. Plus grave encore, l'agencement qu'on n'avait pas beaucoup critiqué, restait inchangé.

Pendant la reconstruction de la gare, la Compagnie de chemin de fer du Sud-Est prit ses dispositions pour utiliser ce terminus comme point de départ de ses voies en direction de la côte, ce qui s'effectuait sur la base d'une location à bail. La Compagnie du Sud-Est louait les voies, les quais et les bureaux de la compagnie de la ligne Londres-Greenwich (dont les propriétaires n'étaient pas disposés à lui donner plus d'aménagement que nécessaire).

Les bureaux cédés au directeur du trafic comprenaient quatre pièces situées à l'écart de la gare terminale : deux pièces pour les employés, une autre pour stocker les objets précieux et un bureau plus vaste pour le directeur lui-même. Toutes les pièces étaient vitrées. L'appartement était situé au second étage de la gare et n'était accessible que par un escalier en fer montant du quai. Tous ceux qui empruntaient l'escalier étaient distinctement vus par les employés du bureau, ainsi que par les passagers porteurs et gardes-voies, des quais situés en dessous.

Le directeur du trafic s'appelait McPherson. C'était un homme d'un certain âge, qui ne lâchait pas des yeux ses employés, veillant à ce qu'ils ne passent pas leur journée à rêver en regardant par la

fenêtre. Ainsi, personne, dans le bureau, ne remarqua, au début de juillet 1854, deux voyageurs qui se postèrent sur un haut-croquis et y demeurèrent toute la journée, en consultant souvent leurs montres, comme s'ils étaient impatients de se mettre en route. Personne ne remarqua non plus que les mêmes voyageurs revenaient la semaine suivante et passaient encore une journée sur le même banc. Tous en attendant leur train, ils observaient toujours le mouvement de la gare, en vérifiant souvent l'heure à leurs montres de gousset.

## Par MICHAEL CRICHTON

En fait, Pierce et Agar ne se servaient pas de gousset, mais plutôt de chronomètres. Pierce en avait un élégant, à deux cadrans, dans une boîte de cuir à dix-huit carats. Ces chronomètres étaient considérés comme des merveilles de la technique moderne, et ils étaient vendus pour les courses de chevaux ou d'autres sports de ce genre. Mais Pierce tenait son chronomètre dans le creux de sa main, et personne ne le voyait.

Après le second jour passé à surveiller l'horloge des employés de bureau, les changements de gardes-voies, l'arrivée des visiteurs dans le bureau et leur départ, ainsi que d'autres faits qui avaient pour eux de l'importance, Agar considéra l'escalier de fer qui conduisait au bureau.

« C'est un vrai suicide, proclama-t-il. Il est trop exposé. Et d'abord, qu'est-ce que vous voulez aller chercher là-haut ? »

— Deux clés.

— Qu'est-ce que c'est que ces deux clés ?

— Deux clés dont il se trouve que j'ai besoin.

Un signe de tête, — tout de suite après la salle des employés. Vous voyez l'armoire ?

Pierce acquiesça. Par la vitre frontale il pouvait voir tout le bureau. Dans l'espace réservé au magasinage, il y avait une armoire murée en pierre profonde, vert émeraude. C'était bien le genre d'endroit où l'on pouvait garder des clés.

« Je la vois.

« J'en fais mon affaire, de cette armoire. Il y a une serrure, mais ne vous en faites pas, elle ne nous donnera pas grand mal. C'est de la camelote.

« Et pour la porte d'entrée ? »

dit Pierce en détournant son regard.

Non seulement l'armoire intérieure était fermée, mais la porte d'accès aux bureaux (porte sur laquelle était écrit au crayon le mot SER, et en dessous : BUREAU DU DIRECTEUR), avait une grosse serrure de cuivre au-dessus de la poignée.

« Du toc, grogna Agar. Elle s'ouvrira en un clin d'œil avec un mouvement quelconque que lui chatouillera les entrailles. Je pourrais l'ouvrir avec un ongle écharbé. Là, aucun problème. L'ennui, c'est cette serrure folle. »

Pierce acquiesça mais ne dit mot. Ce travail était l'affaire d'Agar et sa réalisation le regardait.

« Ce que vous cherchez, c'est deux clés, avez-vous dit ?

— Oui, répondit Pierce.

« Deux clés, ça fait quatre serrures. Pour faire du travail propre, il faut près d'une minute sans compter la porte sur l'extérieur qu'il faut fracturer et le menuiserie de l'intérieur. Ça fait plus long ! »

Agar regarda autour de lui le quai bondé et les employés.

« Un sacré boulot d'ouvrir cette porte en plein jour, dit-il. Trop de monde autour.

— Alors la nuit ?

« Oui, la nuit quand c'est vide avec une bonne planque. Je pense que la nuit c'est le mieux.

— La nuit, les agents font des rondes, lui rappela Pierce.

Ils savaient déjà que, lorsque la gare était déserte, les patrouilles la parcouraient toute la nuit à quatre ou cinq minutes d'intervalle.

« Vous aurez le temps ? », interrogea Pierce.

— Non, répondit Agar en fronçant les sourcils et en jetant un coup d'œil au bureau, à moins que...

— Oui ?

— A moins que les bureaux ne soient déjà ouverts. Alors, là, je pourrais entrer directement, prendre les empreintes en vitesse et j'en aurai fini en moins de deux minutes.

— Mais les bureaux seront fermés, dit Pierce.

— Faudrait un homme-serpent », répliqua Agar avec un mouvement de la tête en direction du bureau du directeur.

Pierce leva les yeux. Le bureau du directeur avait une large fenêtre à travers laquelle il pouvait voir Mr. McPherson en manœuvre de chemise, avec ses cheveux blancs et une ombre verte sur le front. Et derrière Mr. McPherson se trouvait une fenêtre d'aération carrée, d'environ 30 centimètres.

« Je vois, dit-il. Fichtrement petite.

« Un véritable homme-serpent y passerait », rétorqua Agar.

L'homme-serpent était un enfant entraîné à se faufiler à travers d'étroites ouvertures. En général, c'était d'anciens apprentis ramoneurs.

« Une fois dans le bureau, il ouvre l'armoire, il ouvre la porte de l'intérieur et il me prépare la place. Comme ça il n'y aura pas de pépins, continuait-il avec un geste de satisfaction.

— Si on a un homme-serpent.

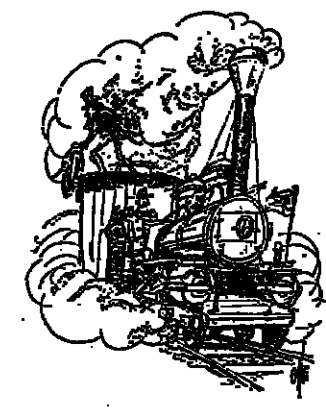
— Oui.

— Et il doit être extrêmement fort pour briser cette incrustation, dit Pierce en regardant à nouveau la fenêtre. Quel est le meilleur ?

— Le meilleur, répéta Agar surpris. Le meilleur, c'est Clean Willy, mais il est un bébé.

— A quel endroit ?

— A Newgate, et pas question de s'évader. Il fera son temps au moulin. Si se conduit bien, il sera peut-être libéré sous condition. Mais pas question de s'évader, certainement pas, de Newgate.



(Dessin de CALVI.)

« Clean Willy trouvera peut-être un moyen.

« Personne ne peut en trouver, dit Agar d'un ton grave. On a déjà essayé.

— Je vais faire passer un mot à Willy, dit Pierce, et nous verrons. »

Agar acquiesça.

« On peut toujours espérer, dit-il, mais je n'y crois pas trop. »

Les deux hommes restèrent assis jusqu'à 7 heures, heure à laquelle les employés quittèrent le bureau pour rentrer chez eux. A 7 h 20, le directeur s'en alla en fermant derrière lui la porte d'entrée. Agar jeta de loin un coup d'œil à la clé.

« Quel genre de clé est-ce ? demanda Pierce.

« N'importe quel rosigmond suffit », répondit Agar.

Ils restèrent encore une heure dans la gare, puis s'en allèrent de crainte d'attirer l'attention. Le dernier train était parti. Ils étaient maintenant trop en vue. Ils attendaient juste assez longtemps pour pouvoir chronométrer les temps de passage du gardien de nuit qui faisait ses rondes dans la gare. Celui-ci passait devant le bureau du chef de gare toutes les cinq minutes et trois secondes ; Pierce poussa le bouton de son chronomètre et regarda la grande aiguille.

« Cinq minutes trois, dit-il.

— Précisément, dit Agar.

« Pourriez-vous y arriver ?

— Bien sûr que je pourrais. Je peux prendre les empreintes d'une clé en moins de dix. Tout ce que je dis c'est que c'est plutôt court. Cinq minutes, trois secondes ?

— Je peux allumer un cigare plus vite que ça, lui rappela Pierce.

« Je peux le faire, dit fermement Agar, si j'ai un homme-serpent tel que Clean Willy. »

(A suivre.)

(1) En français dans le texte.

(2) Copyright Payard-Le Monde.









# LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

## LA PROLONGATION DE LA SÉCHERESSE

### Les tendances orageuses devraient se développer sur la France

Pour les quatre prochains jours, la météo nationale ne pense pas que la chaleur va diminuer sensiblement. Cependant, les orages devraient augmenter en nombre et ils pourraient peu à peu gagner le Bassin parisien et la Champagne. Depuis quelques jours, à cause des grêlons qui les accompagnent.

Tout le monde sait, bien évidemment, que le mois de juin a été exceptionnellement chaud et sec sur la quasi-totalité du territoire métropolitain. Mais les données objectives rassemblées par la météo nationale sont encore plus éloquents que les impressions subjectives.

● LA CHALEUR. Brest semble détenir le record d'écarts de chaleur. La température moyenne y a été de 17,8 °C (normale 14,5 °C, record précédent 16 °C en juin 1970). Quant aux maxima moyens, il y ont atteint 23,1 °C pour une

normale de 14,5 °C battant ainsi très largement le record de 20,7 °C datant de juin 1949.

Dans de nombreuses autres villes, les moyennes générales et les maxima moyens sont très au-dessus de leurs normales respectives. Les minima moyens, en revanche, sont souvent moins anormaux, de nombreux records anciens restant d'ailleurs valables.

● LA PLUIE. Elle déficiente dans des proportions incroyables sauf dans quelques coins privilégiés. Limoges, Dijon et Nantes n'ont eu aucune pluie pendant tout le mois de juin. Normales respectives 55,5 et 44 mm. En

revanche, Nice avec 30 mm (normale 35 mm) et Bourg-Saint-Maurice avec 30 mm (22 mm) ont été relativement arrosés. Le cas de Marnagney est très particulier : il a plu un seul jour (le 30 juin) mais il est alors tombé 21 mm, soit presque l'équivalent

VILLES	TEMPÉRATURES EN DEGRÉS CELSIUS												PRÉCIPITATIONS EN MM			INSOLATION EN HEURES		
	MOYENNE MENSUELLE			MOYENNE DES MAXIMA			MOYENNE DES MINIMA											
	juin 1976	normale	Record précédent	juin 1976	normale	Record précédent	juin 1976	normale	Record précédent	juin 1976	normale	Record précédent	juin 1976	normale	Record précédent			
BREST	17,8	14,4	18 (1970)	23,1	18,1	20,7 (1948)	12 * 12,9	10,8	12,1 (1880)	0,4	56	8 (1962)	311*	289	329 (1975)			
RENNES	16,3	12,3	19,5 (1950)	21,6	16,6	23,9 (1957)	12,9	11	12,5 (1850)	0,5	45	1,7 (1952)	354	277	328 (1975)			
BOURGES	20,5	17,2	19,9 (1950)	23,3	22,8	25,9 (1950)	12,7*	11,5	14,1 (1930)	0,1	54,4	6,5 (1960)	303	292	313 (1982)			
ORLÈANS	18,5	16,2	18,2 (1950)	22,5	21,5	23,2 (1950)	12,8	11	13,1 (1950)	1,1	49	9 (1962)	321	271	315 (1982)			
LEZ TOUQUET	17,2	14,5	16,5 (1950)	21,9	19	22 (1970)	11,7*	10,7	12,5 (1965)	5	56	9 (1959)	352*	243	310 (1959)			
LES MANS	21,3	17	19,3 (1950)	22,7	22,7	25 (1950)	12,8*	11,3	13,5 (1950)	0,2	55	4 (1961)	305	239	322 (1962)			
ANGERS	17,9	14,9	17,4 (1950)	22,9	19,8	23,3 (1957)	11,8*	10,4	12,1 (1950)	3	62	10 (1972)	292	236	?			
NANTES	19	15,9	17,7 (1970)	23,2	21,4	23,5 (1964)	11,8*	10,2	12,3 (1935)	34	66	7 (1983)	340	315	269 (1979)			
LIMOGES	23,1	18,1	19,3 (1950)	25,9	22,1	26,5 (1950)	12,4	10,2	12,4 (1950)	0	65	14,5 (1982)	372	324	315 (1982)			
STRASBOURG	22	17	19,2 (1950)	25,8	23	25,9 (1950)	12,5*	11,7	12,5 (1970)	21 *	77	14 (1962)	322	213	294 (1962)			

Les valeurs avec astérisques ne constituent pas des records.

Les valeurs avec astérisque ne constituent pas des records.

jours, en effet, les expulsions d'air froid venant de l'Arctique qui surviennent sur l'Atlantique ouest et qui ont engendré les grosses tempêtes rencontrées par les concurrents de la course transatlantique semblent vouloir se déplacer vers l'est. Mais il ne faut pas oublier que les pluies d'orage sont très localisées et qu'elles peuvent être minimes par leur abondance même et parfois

### M. Chirac réunit les préfets des départements les plus touchés

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, tenue le 2 juillet, M. Jean-François Siglio, secrétaire de la mission interministérielle de l'eau, a réaffirmé qu'en dépit de la sécheresse persistante les Français ne manqueront pas d'eau au moins jusqu'au 15 août.

M. Siglio a fait remarquer qu'il n'est ni possible ni souhaitable de prendre des mesures contraignantes d'ordre national pour lutter contre la sécheresse. La diversité des conditions locales est, en effet, extrême, et seules les décisions locales peuvent être efficaces. Cependant, certaines mesures générales ont été prises pour la production d'électricité, contre les pollutions et le gaspillage. Pour faire face aux « pointes » du matin, l'Électricité de France a dû procéder à des « lâchers » de ses réservoirs, tout a fait inhabituels en tant que fait inhabituel, qui empêche quelque cinq mille personnes.

Seuls pourront éventuellement se produire des incidents très localisés. La situation est cependant suffisamment préoccupante pour que le premier ministre réunisse, ce samedi 3 juillet, les représentants des ministères concernés et les préfets des départements les plus touchés par la pénurie d'eau.

On envisage de le fermer prochainement, de façon à réserver l'eau pour les besoins des collectivités locales et de l'agriculture.

Interrogé sur les ressources que l'on pourrait trouver dans les nappes souterraines, M. Siglio a fait remarquer que certaines nappes (celles de la grêle dans le Nord et des sables de la région de Bordeaux) sont déjà surexploitées. En outre, les captages et les aductions ont été faits en fonction de trois critères : le moindre coût, la fiabilité dans le temps et la qualité. Toutefois, la direction des mines du ministère de l'Industrie, le Bureau de recherches géologiques et minières et les ministères intéressés devront chercher à mieux utiliser les eaux souterraines dans l'avenir.

### LES DÉPARTEMENTS DE LA HAUTE-MARNE ET DE LA DORDOGNE SONT DÉCLARÉS SINISTRÉS

Par arrêté préfectoral en date du 1er juillet, la Haute-Marne est déclarée département sinistré pour les cultures fourragères et les céréales, très touchées par le manque d'eau. Ses autres crédits d'un montant de 600 000 F ont été accordés au département par les ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur afin de venir en aide aux agriculteurs les plus démunis.

De même, le préfet de la Dordogne a pris deux arrêtés, le 2 juillet, déclarant sinistrés la viticulture et l'ensemble des cultures du département.

### LES INCENDIES SE MULTIPLIENT DANS LA MOITIÉ NORD DU PAYS

Les incendies provoqués par la sécheresse se multiplient particulièrement dans la moitié nord de la France. En Indre-et-Loire, 2 500 hectares de landes ont été incendiés par le feu. Des sapeurs-pompiers et des soldats venus de six départements se sont rendus sur place.

Dans l'Allier, dans les Vosges, en Normandie, en Bretagne, les incendies ne se comptent plus. Des centaines d'hectares ont été ravagés près de Brionne (Eure). Dans les Vosges, l'incendie du 1er juillet a détruit 1 500 hectares de forêts et a été déclaré à la circulation. En Loire-Atlantique, sur la côte de Jade, près d'Arzon, 35 hectares de récoltes ont été détruits. Dans le nord de la Vienne, 200 hectares de forêts ont été incendiés. Dans le sud de la Vienne, 200 hectares de forêts ont été incendiés. Dans le sud de la Vienne, 200 hectares de forêts ont été incendiés.

### L'EAU MANQUE A SAINT-BRIEUC Répartir la pénurie

De notre correspondant

Saint-Brieuc. — Entre les inondations des étés 1973 et 1974 et la sécheresse actuelle, les habitants de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord) redécouvrent un nouveau goût à l'eau et un autre visage à la nature et aux hommes. Depuis le week-end dernier, l'inquiétude des élus locaux a remplacé l'optimisme des techniciens. Le niveau du Gouet, petite rivière qui alimente les soixante-dix mille habitants, a brusquement chuté de 800 mètres cubes/heure débit à peine suffisant pour alimenter la ville à 200 mètres cubes/heure et même à 10 mètres cubes/heure lundi matin.

Des conseillers municipaux saïes (sic), sont venus représenter, lundi soir au conseil municipal, « le bataillon des mal lavés des hauts quartiers ». Faute de pouvoir maintenir un niveau suffisant dans les réservoirs mis à sec, une partie de la ville est, en effet, pratiquement privée d'eau depuis une semaine. Dans les immeubles collectifs des hauts quartiers, la situation est devenue difficile, et les équipements sanitaires inutilisables.

Cette situation est ressentie avec d'autant plus d'amertume que le gaspillage de certains Bricheux n'a pas cessé malgré les appels à la raison de la municipalité : en début de semaine des arrosages de jardins se poursuivaient encore alors qu'au centre hospitalier les chaudières des sapeurs-pompiers faisaient la navette pour approvisionner les services d'urgence. Les stocks d'eau minérale des magasins ont été dévalisés et reconstitués chez certains particuliers tandis que dans les hauts quartiers c'était la course aux jerricans et récipients divers.

### Sur le même pied d'égalité

A l'insouciance de certains citoyens s'est ajoutée l'angoisse des agriculteurs qui cherchent, sans en mesurer toujours les conséquences, à faire face à la sécheresse. Depuis le début de la semaine, des techniciens de la direction départementale de l'Agriculture, remontant en hélicoptère le cours du Gouet, ont découvert plusieurs barrages privés qui opéraient d'importantes ponctions sur son débit. La municipalité a réclamé au préfet une surveillance constante du cours d'eau, mais les techniciens et gendarmes sont en nombre insuffisant pour qu'ils puissent réellement s'exercer.

Faute de pouvoir mieux contrôler la source, le conseil municipal de gauche et son maire, le Yves Le Fol, député (R.S.), cherchent aujourd'hui à répartir la pénurie en maintenant tous les habitants sur le même pied d'égalité. Arrosages de jardins et lavages de véhicules ont été interdits, et la quantité d'eau autorisée par personne et par jour ramenée de 250 à 75 litres. Instruits par l'expérience des derniers jours, ils ont décidé des coupures d'eau dans les quartiers jusque-là favorisés. Une distribution d'eau par camions-citernes se met en place dans les autres quartiers. Des raccordements vont être faits pour faire venir l'eau du barrage de l'Arguenon au reste du département, et deux écluses privées sont progressivement vidées dans le Gouet pour renforcer un débit qui reste dangereusement faible. Un barrage provisoire sera édifié à la place de l'ouvrage détruit, dont les travaux venaient de débuter.

A son tour, le préfet des Côtes-du-Nord, M. Baudouin, s'est décidé.

### A L'ÉTRANGER Des banques américaines accordent à la Finlande un crédit de 300 millions de dollars

De notre correspondant

Helsinki. — La Banque de Finlande et un groupe de quatorze banques des États-Unis et du Canada ont signé, le 1er juillet, un accord de facilités de crédits d'un montant de 300 millions de dollars pour sept ans. Cet accord vient remplacer le crédit « standby » (ligne de crédit) de 100 millions, signé en 1973, et qui venait à expiration cette année.

Ce nouveau crédit renforce la crédibilité de la devise finlandaise qui fait, depuis plusieurs mois, l'objet de spéculations dans les cercles économiques du pays. L'endettement total de la Finlande atteint actuellement 22 milliards de marks, soit plus de 22 % du P.N.B. et le seul service de la dette se situe aux alentours de 3 milliards de marks par an.

Parallèlement, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 1 500 millions de marks pour les cinq premiers mois de 1976, malgré une forte baisse des importations (-16 %) et une amélioration des exportations (+2 %). Pour la première fois depuis longtemps, un léger excédent a même été enregistré dans les résultats du commerce extérieur en mai.

L'octroi de ce crédit apparaît comme un signe de confiance des grandes banques d'Amérique du Nord à l'égard de la politique économique et monétaire poursuivie par le gouvernement et la Banque de Finlande. Selon le gouverneur de la Banque centrale, M. Kivimäki, alors que le précédent crédit « standby » n'avait pas été utilisé, signe considéré comme très favorable par les bailleurs de fonds, celui-ci sera certainement — mais non pas dans l'immédiat — mis à contribution pour consolider la devise nationale.

G. G.

### ATLANTIC RICHFIELD VA ABSORBER ANACONDA

La société américaine Atlantic Richfield (ARCO), quinzième groupe industriel des États-Unis et importateur de pétrole, va absorber la compagnie Anaconda, troisième producteur de pétrole américain dont la situation financière a été mauvaise ces dernières années.

Les transactions, qui portent sur 500 millions de dollars, régies en actions ARCO, plus une somme en espèces, interviennent quatre mois après l'échec d'une tentative de mariage faite sur Anaconda par la firme Tenneco, conglomérat particulièrement bien doté en ressources naturelles.

Cette absorption s'inscrit dans le mouvement qui porte les producteurs de pétrole à se diversifier dans d'autres secteurs, notamment les produits minéraux et les métaux.

### RESTAURANT TOURNANT DE LA TOUR DU CENTRE DE CONFÉRENCES KENYATTA

La direction du Centre de Conférences Kenyatta fait appel aux candidatures de particuliers ou d'entreprises de restauration intéressées par l'exploitation du restaurant tournant de la Tour, au 27<sup>e</sup> étage du Centre de Conférences Kenyatta.

Le restaurateur retenu aura une longue expérience de la restauration, sera capable de fournir un large éventail de préparations culinaires pour satisfaire aussi bien les goûts locaux que ceux d'une clientèle internationale, et disposera des capitaux et de la capacité nécessaire pour accueillir des groupes internationaux de toutes dimensions.

Les conditions du bail seront l'objet d'une négociation. Mais les principes suivants constitueront la base de cette discussion :

- 1) Le paiement du loyer s'effectuera trois mois à l'avance ;
- 2) Le bail sera d'une durée de trois ans, avec option d'extension ou de renouvellement, avec un loyer convenu.

Les personnes et entreprises intéressées sont invitées à adresser leur candidature — qui sera traitée confidentiellement — au Directeur du Centre de Conférences Kenyatta, Centre de Conférences, B.P. 30746, Nairobi, Kenya, avant le 27 juillet 1976, en donnant des détails sur leurs propositions et en indiquant le loyer qu'elles sont disposées à payer. La direction ne sera pas tenue d'accepter l'offre la plus élevée.

La Direction fournira le matériel de restauration de base qui peut être inspecté en s'entendant pour cela avec le Directeur du Centre de Conférences Kenyatta, en téléphonant au N° 33-23-83 ou en téléxant au N° 22035, à Nairobi.

### LES PRIX DE LA PAILLE SONT TAXÉS

Le gouvernement a décidé de taxer les prix de la paille afin de faire cesser la spéculation qui se développe depuis quelques jours sur ce produit, devenu vital pour les éleveurs. Un arrêté paru samedi 3 juillet au Bulletin officiel des services et des prix fixe des prix maxima de 4 à 7 francs par quintal, selon les qualités, pour la paille en vrac, et de 14 F pour la paille en bottes.

### LES CONDUCTEURS D'AUTOBUS PARISIENS MENACENT D'ÉTENDRE LEUR GRÈVE

Les conducteurs d'autobus parisiens qui s'étaient mis en grève, vendredi 1er juillet, pour protester contre l'aggravation de leurs conditions de travail en raison de la chaleur (il y avait 30 °C au volant des certains véhicules) ont poursuivi leurs débrayages samedi matin.

Selon les syndicats, près de dix dépôts seraient touchés par le mouvement : ceux aux stations (où la grève était apparue il y a quatre jours), Croix-Nivert, Malesherbes, Balnati, Lila, Charlebourg, Lagny, Point-du-Jour et Lebrun. Il y aurait, indique-t-on, de soixante à cent véhicules en grève par dépôt.

De réclamation essentiellement une pause d'un quart d'heure entre chaque rotation — aller et retour — de véhicules, contre environ cinq minutes actuellement. La direction de la R.A.T.P. ne proposerait que huit à dix minutes et une « prime de chaleur ». Elle invoque la réduction des effectifs en période de pointe.

Les différents syndicats (C.G.T., F.O., autonomes, C.F.D.T., C.F.T.C., C.F.T.) ont, samedi, réclamé une nouvelle entrevue à la direction. Ils se déclarent prêts à accepter la proposition s'ils n'obtiennent pas de repos compensateur suffisant. La grève du réseau routier pourrait donc s'étendre lundi 5 juillet.







## LE SORT DES OTAGES DE L'AIRBUS

**Pour la première fois  
depuis treize mois**

## LE CHOMAGE A AUGMENTÉ EN JUIN AUX ÉTATS-UNIS

Washington (A.F.P.) — Le chômage s'est augmenté en juin aux Etats-Unis pour la première fois depuis plus d'un an. 1,1 millions de chômeurs ont été recensés, soit 280,400 de plus en mai, ce qui représente 5,5 % de la population active au lieu de 7,3 %.

La dernière augmentation avait été enregistrée en mai 1976. Le chômage avait alors atteint son niveau le plus élevé depuis la guerre : 8,9 % de la population active. Depuis, il avait diminué régulièrement, baissant la dernière fois en mai 1978.

Le mouvement de reflux s'était tout-à-fait ralenti, depuis la fin du premier trimestre.

L'accroissement du chômage en juin a été particulièrement marqué au sein de la population noire, où il a atteint 13,3 % de la population active, au lieu de 12,3 % en mai. Chez les Blancs, le pourcentage de sans-emploi est passé de 6,6 % à 6,8 %.

## A l'île Maurice

## De notre envoyé spécial

Port-Louis. — Si la séance d'ouverture peut constituer une bonne référence, le treizième — sommet — de l'O.U.A. s'annonce déjà comme la plus chaude des réunions panafricaines. Les représentants de tous ceux d'Ethiopie, du Gabon, de Mauritanie, d'Ouganda, du Sénégal et de Zambie — étaient arrivés samedi matin à Maurice, ce qui semble constituer une abstention de l'initiative de l'O.U.A.

Boudé par une délégation marocaine apparemment furieuse de la tournure prise par le débat sur le Sahara occidental, la séance d'ouverture aurait sombré dans les piteuses lamentations de l'ancien ministre d'Alger, le général Mohamed El Amin Dada, ne lui ayant apporté un peu de piment avant de céder son fauteuil à son successeur, Sir Seewoosar Rampoomal, président de cette IIe, membre du Front national.

« Les trois grandes ont été jetées pour me leur, mais il n'y a pas eu de mal. Je suis ici, entier, moi, le maréchal, président de l'O.U.A., pour l'exercice 1975-1976, où président à vie pour la peuple ougandais », a pu claier le président Amin en se référant à son état de santé. « Je n'ai rien eu, il s'est échappé le mois dernier, Voici sa version du complot : - Les gens qui ont été arrêtés ont été envoyés directement d'Afrique du Sud pour m'empêcher de vous soumettre mon rapport d'activité à Maurice. » - Nous nous battons jusqu'à l'extrême pointe

Le marchand a également provoqué l'arrêt appliqué pendant les années 1970, quand les agents de l'Airbus démontrent que Kampala se trouvait « dans un endroit confortable bien qu'il soit entouré d'exposits ». « J'ai fait ça, je me plains très urgent de ces lobbies à régler, a-t-il ajouté pour s'excuser d'un départ anticipé, mais dans la journée de samedi. Quand je me suis levé, j'ai pleuré et me demandait de rester », a-t-il expliqué.

« Nous ne serons pas défilés », pouvait-on lire au-dessus de l'estrade où siègeait le marché. La formule manquait pour le moins d'élégance. On ne défilait pas, on se défendait. On reprendrait ses travaux, vendredi à minuit, à la suite d'un éclat des Marocains et des Mauritanien, provoqué par le dépôt d'une résolution réclamant la fin de l'occupation algérienne. On ne défilait pas, on se défendait. On reprendrait ses travaux, vendredi à minuit, à la suite d'un éclat des Marocains et des Mauritanien, provoqué par le dépôt d'une résolution réclamant la fin de l'occupation algérienne. On ne défilait pas, on se défendait. On reprendrait ses travaux, vendredi à minuit, à la suite d'un éclat des Marocains et des Mauritanien, provoqué par le dépôt d'une résolution réclamant la fin de l'occupation algérienne.

four, ont-ils dit. Le délégué marocain a annoncé qu'il quitterait la vingt-septième session du conseil des ministres et que son pays ne participerait pas au « sommet ». Le délégué mauritanien s'est également levé, mais, en fin d'après-midi, le président Moktar Ould Daddah devait assister à la séance d'ouverture. Par conséquent, en l'absence des Marocains et des Mauritanien, les ministres ont tenu une conférence à 3 heures du matin, samedi, adoptant par 19 voix contre 2 (Gabon et Sénégal), une motion appuyée par l'Algérie et eut dix abstentions, dont celles de l'Égypte et de la Tunisie.

Au cours d'une allocution, à la fois, tème et très flatteuse pour l'Afrique militante, M. Waldeheim, secrétaire général des Nations unies, a donné l'impression qu'il songeait au renouvellement d'un mandat qui expire à l'automne prochain. Quant au chef de l'African National Congress d'Afrique du Sud, M. Oliver Tambo, il semblait avoir manqué l'occasion d'attirer l'attention de l'O.U.A. pour défendre avec vigueur la cause des victimes de Soweto. Le ton de trois jours de débats — la conférence doit se clore lundi — était ainsi donné.

**JEAN-CLAUDE BOMONT**

## En Pologne

## M. Gierek promet une « conception nouvelle de la structure des prix »

### De notre correspondant

Vienne. — Les manifestations de soutien à la direction polonaise ont connu un point culminant, vendredi 2 juillet, dans l'«*action*» salariale, une semaine jour pour jour, suite des incidents d'«*Uzsm* et de «*Radom* : au cours d'un meeting, Edward Giersek et Piotr Jastrzebski ont été arrêtés par le parti et le gouvernement, ont rencontré «*les militants*» ou-

« L'augmentation des prix des denrées alimentaires, qui a été à l'origine des soulèvements, a été présentée une nouvelle fois comme une « nécessité économique » par le chef du parti communiste du district de Moscou, le directeur général de la radio et la télévision. M. Gierek a confirmé que la hausse des prix restait « à l'ordre du jour », ajoutant toutefois que le gouvernement soviétique avait le droit de contrôler les prix. Il a déclaré que le parti communiste, en collaboration avec le conseil central des syndicats, élaborerait une conception nouvelle de la structure des prix.

Il sera présentée à la société  
"Sauri" l'occasion d'un  
Sauri donnera indications de  
M. Gierak a promis que  
"consultations" se poursuivra-  
tent avec les travailleurs.  
Il ne peut plus donner de détails  
concernant la formule  
de cette concertation. Il est  
toutefois permis de penser que  
celle-ci est essentielle sans, dans l'ave-  
nir immédiat, tout au moins, un  
consentement de la cam-  
paigne électorale à l'échelle  
nationale. M. Gierak

## LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES SONT EN TRÈS BON ÉTAT

déclare M. Schmidt à TF 1

Les relations franco-allemandes sont « en très bon état », déclare le chancelier Schmidt (qui recevra le président Giscard à Hambourg le président, Giscard et l'ambassadeur, se réuniront avec Bernard L. Wecker, un TP 1 devait diffuser ce vol-ant. L'avis sur la comparaison qu'il avait faite de la situation et le salazarisme, et que M. Chirac avait qualifiée d'« infériorité », en réve. Je n'ai pas répondu : « même en France et au Portugal avec sa dictature fasciste. J'ai dit quelque chose de différent. On m'a demandé comment je voyais le monde, dans certains pays, les partis communistes sont tellement plus forts que les autres. Dans ma réponse j'indiquais que dans certains pays on l'on traite les réformes sociales... et cela peut avoir des conséquences très différentes — les partis communistes sont généralement forts et dans certains pays on l'on a réalisé continuellement et progressivement des réformes n'ont que des chances relativement peu importantes. »

● Sur l'invitation de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale et de la section française de l'Association internationale des parlementaires de langue française, M. Lucien Outers, président du Conseil culturel francophone de Belgique, s'est rendu à Paris le 1<sup>er</sup> juillet. M. Edgar Faure et lui-même ont décidé la création d'un comité permanent de liaison entre l'Assemblée nationale et le Conseil culturel. Ce comité sera installé à Bruxelles, le 27 septembre, par M. Edgar Faure.

### QUELLE ORGANISATION ?

Depuis le début de l'opération, les terroristes qui ont détourné l'Airbus d'Al' Air France se réclament du Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.), organisation appartenant au Front de rupture dirigé par M. Georges Habbache. Le F.P.L.P. avait été dans le passé à l'origine des premiers attentats contre Israël. On semblait depuis deux ans avoir renoncé à employer ces moyens. Jusqu'à présent, ses dirigeants n'ont pas nié de façon catégorique l'existence d'un lien entre le détournement de l'Airbus. Seule l'agence Algérie presse service (A.P.S.) a fait état dans une dépêche datée de Beyrouth d'un démenti d'un responsable du F.P.L.P.

Cette information n'a pas depuis été confirmée. Il n'est pas impossible que les terroristes d'origine appartenant à une des tendances qui s'affrontent au sein du F.P.L.P. Certains membres de cette organisation ont mal accepté la décision prise par M. Habache de limiter désormais les activités militaires du mouvement aux territoires occupés. C'est le cas notamment de M. Wadid Haddad, l'un des collaborateurs de M. Habache, qui s'est spécialisé dans les opérations de détournement d'avions.

terrisage, par un groupe de quatre ou cinq Palestiniens vêtus d'une chemise et d'un pantalon bleus, et armés de mitraillettes. L'atmosphère s'est tendue à l'entebbe depuis que les terroristes ont accepté de repousser à 13 heures, dimanche, le délai au-delà duquel ils menacent de tuer leurs prisonniers si leurs exigences n'ont pas été satisfaites.

[illegible]

**MORT DE M. LOUIS FOURNIER,  
ANCIEN HÉROS  
DE LA FRANCE LIBRE**

Nous apprenons le décès survenu le vendredi 25 juin à l'hôpital militaire de Toulon (Var), de M. Louis Fournier, ancien officier. Né à dix reprises à l'ordre de la Légion d'honneur, le capitaine Fournier, durant la campagne d'Algérie, manifesta une attitude courageuse lors de nombreuses opérations conduites par les forces de la France libre engagées en Tunisie, au cours de la campagne d'Allemagne. Il se distingua notamment au 1<sup>er</sup> bataillon de choc et au corps franc d'Afrique durant la campagne de Tunisie en 1943, où il fut gravement blessé. Le capitaine Fournier se distingua pour un service, notamment dans le Sud algérien, sous les ordres du général Paris de Bollardière et du colonel Barberot, qui fut promu à la suite de la campagne. Les services du capitaine Fournier avaient mené une tentative originale de pacification Désignée sous le nom de « capitaine Juvenesse » dans *L'Étudiant* de l'Algérie, le capitaine Fournier fut nommé lieutenant-colonel par le général de Gaulle. Le capitaine Fournier avait, dès sa libération en 1957, très sévèrement critiqué l'attitude de l'état-major partisan durant les opérations de style algérien.

**FÊTE ANTINUCLÉAIRE.  
FRANCO-SUISSE  
A CREYS-MALVILLE (Isère)**

(De notre correspondant.)  
Grenoble. — Seront-ils vingt mille, trente mille, les militants anti-nucléaires qui convergeront de toute la France, de Suisse, d'Allemagne, de Grèce, de Pologne, de Belgique ? On attend beaucoup de monde autour du site de la future centrale nucléaire de Crepelle, pour y édifier — avec la collaboration des Allemands et des Italiens — un fleuret Molotov, sur la base d'un réacteur surgénérateur baptisé Super-Phénix qui, avec ses deux réacteurs, produira de l'électricité et de ce type jamais construit ailleurs dans le monde. D'ici la mobilisation générale décidée par plus de 100 associations, depuis le 15 septembre, et, depuis trente mois, battent le rappel des opposants. D'ici aussi, la venue de 100 000 personnes à la station pirate anti-nucléaire de la Grotte, depuis une semaine, émettent des ondes de protestation. Le 15 septembre, depuis Lyon, puis de Gre-

(Publicite)

# INEPTIE

Quand on fait une présentation de mode masculine avec les créations qui ont le rayonnement que nous savons à travers le monde entier, nous convoquons des mannequins qui mesurent 1,90 m minimum, ces modèles qui sont à l'optimum de leur expression sur des hommes de cette taille sont introuvables sur le marché du prêt-à-porter.

Les hommes grands se contentent de ce qu'ils trouvent pour s'habiller, autrement dit des « choses » tristes, mal faites. Habiller les hommes mesurant 1,90 m et plus, ce n'est pas faire de longues manches, rallonger des vestes, mais retrouver les proportions qui sont le fruit de la conception pure de la création au départ.

**JOHN RAPAL** a été le précurseur de la création dans le prêt-à-porter pour les hommes grands : création qu'il a transposée pour ses costumes, vestes sport, blazers, vêtements de cuir, par-dessus, imperméables.

Il a repris son rôle de créateur en montrant que même le lot des hommes grands est matière d'habillage jusqu'au présent.

Les lignes : légères (entre 8 et 12 onces), des serges, des nattes, des flanelles, des mabordes de cas ; **DONWAGLE**, 7.

Des robes surtes et chandails rayés bécotiaux.

Des vestes sport, shetland, rayé, balmoral.  
Les couleurs : pastels soutenus, des bleus, noisette, gris moyen, marron glacé.

Il est aussi ridicule de voir une cravate descendant jusqu'au nombril chez un homme de petite taille qu'un bout de cravate flottant au-dessus de l'estomac sur un homme mesurant 1,90 m.

Chez JOHN RAPAL, les cravates mesurent : 1,50 m et plus.

Dans ses chemises, quelle que soit la longueur de bras, nous sommes en mesure d'assurer aux hommes grands des manchettes qui tombent comme il se doit 1 cm au-dessous de la tabatière anatomique.

Bien n'est plus difficile que de résoudre les problèmes de longueur en bonnetterie (pulls, sweaters, cardigans).

Nous sommes particulièrement fiers de notre réussite dans ce domaine.

**JOHN RAPAL - 40, avenue de la République - 75011 PARIS**

**A B C D E F G**

Le numéro du « Monde » daté 3 juillet 1976 a été tiré à 531 653 exemplaires.

هكذا من الأصل